



www.ceo-vision.com

David contre Goliath... La PME française qui concurrence Microsoft !

DOSSIER ET REVUE DE PRESSE

Contacts presse

Cabinet Gtec

Annabelle Chamiot
annabelle.chamiot@cabinet-gtec.fr
+33 (0)4 56 40 67 26

CEO-Vision

Ana Bastos Freitas
ana.bastos@ceo-vision.com
+33 (0)972 236 057



CEO-VISION
Technology made simple

Sommaire

Préambule	3
Les points clefs du concept GoFAST	4
L'entreprise : un éditeur français avec des convictions	5
Origine et raison d'être	5
Dates clés	8
Des valeurs qui font sens	9
Ambitions et stratégie	9
Une équipe engagée	14
La solution de CEO-Vision : GoFAST Digital Workplace GED	16
Concept GoFAST : environnement unifié versus une collection d'applications	16
Avantages compétitifs	18
Echantillon de cas d'usages et métiers	20
Références et témoignages	22
Quelques projets réalisés	22
Autres références clefs	23
Nos partenaires	24
Partenaires Technologiques et Gestion du Changement	24
Centrales d'Achats et Distributeurs	25
Revue de presse	28
Le mot de la fin	115

Préambule

Nombre d'organisations ont multiplié les outils collaboratifs et de télétravail au plus fort de la crise COVID, se précipitant souvent sur les solutions les plus connues, telles que Zoom, Teams et autres GAFAM. La généralisation du télétravail a bouleversé nos habitudes et nous oblige à jongler avec un grand nombre de technologies et de procédures. Avec du recul, on constate que cette «multiplication d'applications» complexifie le travail collaboratif, les informations étant dispersées. Cette précipitation a également créé des situations dangereuses voire illégales. Trop de données sont stockées dans des Clouds non conformes aux réglementations, ou bien vulnérables aux ransomwares en restant sur des serveurs de fichiers.

Afin de répondre à ces impératifs de sécurité, de souveraineté et d'efficacité, CEO-Vision propose depuis 10 ans GoFAST Digital Workplace et GED. Solution Open Source, GoFAST est aujourd'hui reconnu comme alternative pertinente à des offres GAFAM et en particulier Office365-Teams-SharePoint de Microsoft.

Les points clés du concept GoFAST

Symbiose du meilleur de l'Open-Source en 1 solution
pour proposer une alternative souveraine efficace
aux solutions GAFAM

Points clés :



Environnement de travail unifié «GED+Collaboration» :
gérer ses documents du modèle à la e-signature



Le document au centre du travail collaboratif
pour zéro doublon, zéro erreur de version



Conformité à la circulaire «Cloud au Centre» :
Souverain et Open Source



Maîtriser ses données sur sa plateforme dédiée :
SaaS souverain, SecNumCloud ou OnPremise



Pérennité technologique,
cybersécurité et réversibilité



Mise en œuvre rapide dans son SI grâce
à une solution standardisée



Approche «User-focus» : évolutions basées sur la
consolidation des demandes des utilisateurs



Offre packagée, avec tous les services
nécessaires pour soulager les DSI



Sous licence «Libre» pour ne pas se laisser enfermer
dans des solution propriétaires coûteuses



Toute la R&D de GoFAST est localisée en France

L'entreprise : un éditeur français avec des convictions

Origine et raison d'être

Né dans un garage Rhône-Alpin en 2011, CEO-Vision SAS constate (bien avant COVID) qu'il devient impossible de travailler efficacement avec les outils actuels (trop d'emails et de pièces-jointes, bazar du serveur de fichiers, trop d'applications diverses et variées...), alors que la concurrence nécessite agilité et efficacité, dans un contexte économique complexe qui impose de maîtriser ses coûts informatiques et la sécurité des données.

La société française a l'ambition de devenir un acteur majeur de la transformation numérique en Europe. Avec GoFAST, CEO-Vision propose déjà une alternative souveraine et Open Source pertinente à des solutions GAFAM et autres grands éditeurs propriétaires.

Raison d'être : Transformer «une technologie» en «une solution» efficace et sécurisée, au service du travail collaboratif des Organisations.

Constat de départ



90 % des informations
d'une organisation sont
dans les documents

30 % du temps
est perdu à rechercher
des informations

5h/jour des cadres
sont consacrés en moyenne
au traitement des e-mails

60 % du temps
est consacré à travailler
sur des documents



En 2013 et après 2 ans de R&D, CEO-Vision lance GoFAST Digital Workplace : une plateforme de GED Collaborative unifiée, basée sur le meilleur des technologies Open Source les plus performantes et éprouvées.

Un concept innovant «Document-Centric» : le «Document» est au cœur du travail collaboratif et non plus «à côté». L'objectif principal est de mettre fin aux «silos» d'informations, aux erreurs et pertes de temps dans la gestion documentaire collaborative.

- ☑ **Remplacement du serveur de fichiers**
(fin des doublons, erreurs de versions, perte de documents...),
- ☑ **Travail transversal et collaboratif**
au bureau et en mobilité (moins d'emails, zéro pièce jointe)
- ☑ **Gain de productivité**
grâce à la coédition et le moteur de recherche efficace,
- ☑ **Dématérialisation et optimisation des processus métiers**
(puissant moteur de Workflows),
- ☑ **Remplacement de plateformes propriétaires**
coûteuses ou SaaS (surtout non souverain),
- ☑ **Gestion conforme au RGPD** (par les responsables métiers et non l'IT),
- ☑ **Cycle de vie des documents et sécurité des données** (gestion des versions, accès sécurisé, hébergement chez le client, pistes d'audit...)

Dates clés



2011

Création de CEO-Vision SAS par Christopher Potter, accompagné de Sylvain Jeandroz, le Directeur R&D.



2013

Lancement de la commercialisation de GoFAST (avec levée de fonds de 230 000€)



2016

Marché public Européen de l'Agence Fédérale Belge Enabel et l'AIFE - Ministère des Finances, des références stratégiques. Référencement à l'UGAP CSS (centrale d'achat public).



2017

Version majeure GoFAST 3.0 avec plus de 3500 jours/hommes de R&D.



2018

Lancement de GoFAST Community en libre téléchargement



2020

L'Agence Européenne EMCDDA (Observatoire européen des drogues et des toxicomanies) et marché public International de l'AMRTP (Autorité malienne de Régulation des Télécommunications), des références qui prouvent la capacité à l'export de GoFAST.



2021

Version majeure GoFAST 4.0 avec un nouveau «look-and-feel».



2023

Lancement de GoFAST Essential

Des valeurs qui font sens

La devise «Technology made Simple» illustre la philosophie de CEO-Vision : pas de technologie pour de la technologie, mais une technologie au service des utilisateurs, avec à la clef des gains de productivité significatifs.

Ambitions et stratégie

CEO-Vision fait partie des près de 70% des éditeurs français à s'autofinancer (source Syntec Numérique). Cet autofinancement est possible principalement grâce à son business model, qui est aussi disruptif vis-à-vis des concurrents que le concept technologique de sa plateforme GoFAST. Il s'agit de proposer dans le cadre d'un abonnement, les services équivalents à un Cloud SaaS classique, tout en permettant aux organisations d'avoir leur plateforme dédiée, soit OnPremise (hébergée par eux), soit chez un partenaire hébergeur souverain.

En moins de 2 ans (2014-2015) CEO-Vision remporte ses premiers marchés publics et est intégré au catalogue UGAP en 2016 (centrale d'achat public en France). Lors du Salon des Maires 2017, GoFAST décroche le 2e Prix de l'Innovation, récompensé au Sénat (France). Avec une croissance annuelle proche de 50% par an depuis 7 ans, le secteur public représente aujourd'hui près de 80% du CA.

Une levée de fond est envisagée pour permettre à CEO-Vision de gagner en visibilité et accélérer son développement commercial.

Avec la solution GoFAST, CEO-Vision et ses partenaires sont en mesure de transformer le secteur public car nous faisons en sorte de :

Faciliter le travail collaboratif et transversal des agents pour de réels gains de temps au quotidien,

Fluidifier et sécuriser les échanges (ex : messages, édition des documents, processus de vérification, validation, signature...) entre les agents, les élus et autres partenaires (ex : administrations ou fournisseurs dans le cadre des marchés publics),

Permettre de très importantes économies sur les licences de logiciels (ex : La GED Collaborative GoFAST revient à moins de 2€/mois/utilisateur quand déployée dans une administration de 1 500 agents), Redonner aux acteurs du public le contrôle de leur SI (hébergement Onpremise) tout en leur permettant d'avoir un vrai service autour de la solution (veille sécurité/ technologique, supervision, maintenance, toutes les mises-à-jour, support-utilisateur), Redonner aux équipes métiers (chef projet, directeurs de services...) une autonomie dans leur gestion documentaire et en particulier les accès aux documents, Soulager les équipe IT des tâches à basse valeur ajoutée pour qu'ils puissent se concentrer sur des projets stratégiques (ex : plutôt que de créer des comptes utilisateurs ou gérer leurs accès à des documents dont ils ne sont pas responsables).

L'éditeur a l'ambition de devenir un acteur majeur de la Transformation Numérique et l'alternative incontournable à des solutions GAFAM comme Google Workspace et Office365-SharePoint-Teams.

CEO-Vision a de nombreux atouts pour réussir à l'international et GoFAST compte des utilisateurs non seulement en France et en Europe, mais aussi aux USA, en Afrique et au Moyen-Orient.



> **Métiers et expertises :**

L'expertise de CEO-Vision est concentré sur des technologies Open-Source soigneusement sélectionnées pour leur fiabilité et leur puissance. Des technologies qui sont totalement maîtrisées par les équipes de développement, dont: Drupal (Portail CMS), Alfresco (Gestion Électronique de Documents), BonitaSoft (Workflows), OnlyOffice (Suite Collaborative Office), Element Matrix (Chat/Salons de discussion), Jitsi.meet (webconférence), Apache Solr (moteur de recherche), etc.



> **Sécurité des données :**

Parmi les systèmes les plus vulnérables, la messagerie classique et le serveur de fichiers Windows sont la cible de la plupart des ransomware, avec des conséquences catastrophiques : plusieurs semaines d'interruption de service. On peut citer les ransomware Ryuk, Egregor, Ragnar Locker, Clop, Maze, Wanna Cry, Petya1, etc. De nombreuses collectivités ont été touchées ces derniers mois, ainsi que des hôpitaux, Dassault Aviation US, Sopra-Steria, Wagons-Lits, CMA-CGM, etc.

La sécurité des données dépend à la fois des technologies et du type et lieu d'hébergement, mais aussi des bonnes pratiques des utilisateurs.

Le concept GoFAST tient compte de ces facteurs clefs pour un niveau de sécurité optimal :

- Un accès à la plateforme via le navigateur web, cloisonné du poste de travail, pour réduire significativement le risque de contaminer la base documentaire à partir d'un fichier qui serait présent sur le poste de travail.
- La gestion documentaire par les responsables métiers est séparée de l'administration système et aucun utilisateur n'a donc accès à tout l'entrepôt, simplifiant aussi la conformité au RGPD.
- Les ransomwares cryptent les fichiers pour en bloquer l'accès, mais comme GoFAST sauvegarde automatiquement chaque version, il est possible de récupérer les versions précédentes non cryptées.
- Zéro pièce-jointe : les fichiers sont partagés via des liens sécurisés et audités.
- La gestion de l'authentification est déléguée à l'annuaire interne (AD/LDAP) pour respecter la politique de gestion des mots de passe ou SSO du client.
- Une technologie Open Source permettant d'auditer la plateforme jusqu'aux sources («boîte blanche»).
- L'offre GoFAST comprend une politique de mise à jour stricte, notamment au niveau des correctifs «Hotfix» de potentielles failles exploitables, avec des audits réguliers. Cela décharge les DSI d'un travail très important et évite d'avoir des composants obsolètes vulnérables.

> Transformation Digitale :

Au-delà du métier d'éditeur, CEO-Vision a créé un Pôle de gestion du changement avec deux objectifs : la réussite de la transformation digitale des Organisations, et des projets de sortie progressive des technologies propriétaires coûteuses.

CEO-Vision met d'importants efforts dans l'accompagnement au changement des utilisateurs autour de GoFAST : études du besoin, aide à l'organisation, modélisation de processus, formations, etc.

La gestion du changement joue un rôle central dans le succès d'un projet et bien accompagner tous les collaborateurs sans en laisser «au bord de la route» est crucial. Pour être efficace, CEO-Vision a établi une méthodologie simple à dérouler et cohérente avec la plateforme GoFAST.

Quelques exemples de Cas d'Usages



Remplacement du serveur de fichiers

Modèles, Référentiel, Juridique, Thématiques, Méthodologies, Comptes-rendus, etc.



Télétravail efficace

Accès simple à tous ses outils, tâches, contenus et collègues... et moins d'emails.



Data Room - Contenus confidentiels et sensibles - Inspection

Contrats, fusion-acquisition, données salariés, plans industriels, etc.



Dématérialisation Courrier Facture - Formulaires

Données, pièces-justificatives et processus, multi-emplacement transversal, etc.



Processus - Workflows

Qualité, Courriers, Factures, Contrat, Comptes-Rendus, etc.



GED Transversale Métiers des Collectivités

Arborescence, typologies, métadonnées, classement, droits d'accès, couplage SEDIT, etc.



Signature électronique légale

Simple ou avancée, normée eIDAS avec des partenaires européens.



Préarchivage versement SAE

Durée d'Utilité administrative, couplage avec Vitam, As@lae Libriciel, etc.

Une équipe engagée



CHRISTOPHER POTTER

un fondateur passionné

De formation ingénieur aéronautique ESTACA, Christopher Potter a 25 ans d'expérience dans le secteur du logiciel et de l'innovation. A l'origine du 1er site Internet boursier en France en 1996, puis la 1ère banque privée en ligne Suisse en 1998, Christopher a été jusqu'en 2009 Chief Information Officer des plateformes de bourse du Groupe Crédit Agricole (>10 Milliards d'euros échangés par an).

Ses années passées dans le secteur bancaire et l'expérience acquise dans le domaine des systèmes d'informations lui ont permis d'identifier les faiblesses des outils utilisés dans la majorité des Organisations. Le constat que les logiciels sont trop « techniques » et la certitude que l'Open Source est le modèle d'avenir, l'ont ainsi poussé à conceptualiser une plateforme collaborative avec une expérience utilisateur simplifiée.

L'équipe CEO-Vision est composée

de professionnels de talents avec des qualités humaines rares :

- Impliquée dans les projets-clients et « users-focus »
- Extrêmement compétente dans les technologies Open Source les plus pointus, ce qui permet des choix stratégiques gagnants et un rythme soutenu des développements.
- Polyvalente avec des responsabilités variées, permettant de comprendre les divers métiers et de travailler en bonne intelligence.
- Engagée dans une démarche de concurrence saine face aux GAFAM et convaincus de la nécessité de retrouver sa souveraineté technologique.



ROUMISA MASSÉ
*Responsable
administrative/Financier et RH*



ANA BASTOS FREITAS
*Responsable marketing
et Communication*



YELENA YEVTYKHOVA
*Développement Commercial,
Marchés-Publics et Partenariats*



ARTHUR ALEXANDRE
*Développement Commercial,
Marchés-Publics et Partenariats*



YOUSRA ABOUDOU
*Assistante au Développement
Commercial*



ABRAKIA ABASSE
*Responsable Gestion de Projets
et Change Management*



JÉROME LEMAN-GARIN
*Développement, Infrastructure
& Industrialisation*



ALEXIS VANHOVE
*Développeur IT et
Chargé de projets*



RAPHAËL BADAWI
*Chargé du
développement GoFAST*



TOM GRUFFAT
*Chargé du
développement GoFAST*



BENJAMIN CRESTANI
Support production

La solution de CEO-Vision : GoFAST Digital Workplace GED

Parmi les Digital-Workplaces les plus puissants sur le marché, GoFAST est aujourd'hui une alternative Open-Source reconnue à Office365-SharePoint-Teams, capable également de remplacer l'obsolète serveur de fichiers pour :



zéro doublon



zéro pièce-jointe



zéro erreur de version



zéro document perdu



zéro tâche oubliée

Concept GoFAST : environnement unifié versus une collection d'applications

Avec GoFAST il est désormais possible de fédérer le travail collaboratif et la gestion documentaire, du modèle à la e-signature dans un environnement unifié, au bureau, en télétravail ou en mobilité.

Centraliser :

Plateforme collaborative et GED efficace, intégrée au SI

Collaborer :

Autour de millions de documents et échanges associés

Optimiser :

Les processus métiers, transversaux, les tâches collaboratives



Création du document de travail depuis modèle



Partage sans doublon entre les Directions et équipes de projets



Coédition Office simultanée et gestion des versions



Messages centralisés, zéros e-mail, ni pièce-jointe



Validation création du PDF et envoi pour signature



e-Signature(s) en interne et avec l'extérieur

Serveurs de Fichiers + Messagerie Problématiques majeures...



Contenus perdus/dispersés
entre Serveur de Fichiers,
Messageries, PC, Tablettes, etc.



20% à 30% de son temps perdu
à chercher les informations/
documents



Des **centaines d'emails**
par jour : trop d'information
ou pas assez...



Des **dizaines de pièces-jointes**
par jour et jamais le temps de
les consulter...



Doublons de fichiers et **erreurs**
de version : risque élevé de
valider une mauvaise version



Travail en double et/ou écrasé
par erreur, lors de l'édition des
documents



Processus métiers et étapes de
validation **difficiles à respecter**,
malgré une bonne volonté...

GED Collaborative GoFAST, solutions efficaces....



Accès Unique à TOUS ses
Documents de travail via une
connexion sécurisée



Tout retrouver en **10 Secondes**
chrono et quelques Mots-Clefs



Synthèse d'Activité :
rapport des nouveaux
documents, modifications et
commentaires



ZERO Pièce-Jointe : liens
d'accès **sécurisés** et audités,
toujours **vers la dernière version**
du document



ZERO Doubleton, ZERO Erreur
de version : le même fichier
partagé entre des Directions,
équipes projet, partenaires...



ZERO Contenu Perdu ou écrasé :
Coéditer les fichiers Office en
simultané ou seul avec un verrou



Étapes, Conditions, Validations,
Signatures... **processus 100%**
respectés et délais tenus



Facilitant le travail collaboratif et transversal des agents pour de réels gains de temps au quotidien,



Fluidifiant et sécurisant les échanges (messages, édition de documents, processus de vérification, validation, signature...) entre les agents, les élus et autres partenaires (ex. : administrations ou fournisseurs dans le cadre des marchés publics),



Permettant de très importantes économies sur les licences logiciels (ex. Pour 1500 utilisateurs sur 3 ans, jusqu'à 290 000 € de moins avec GoFAST par rapport à l'offre «Office365 E1»)



Redonnant aux acteurs du public le **contrôle de leur SI** (hébergement On Premise) tout en leur permettant d'avoir un vrai service autour de la solution (veille sécurité/technologique, supervision, maintenance, toutes les mises à jour, support-utilisateur),



Redonnant aux équipes métiers (chef projet, directeurs de services...) une autonomie dans leur gestion documentaire et en particulier les accès aux documents,



Soulageant les équipes IT des tâches à basse valeur ajoutée pour qu'ils puissent se concentrer sur des projets stratégiques (ex. : plutôt que de créer des comptes utilisateurs ou gérer leurs accès à des documents dont ils ne sont pas responsables).

Avantages compétitifs

GoFAST donne aux Entreprises et Organisations Publiques, la possibilité de recouvrer leur Souveraineté Numérique. La solution GoFAST répond à de nombreuses problématiques métiers tout en offrant un très haut niveau de confidentialité des données, non soumises aux lois extraterritoriales.

La solution GoFAST et ses intégrations technologiques

La plateforme de GED Collaborative GoFAST est une solution transversale standardisée qui s'adresse à tout type de métiers et est destinée à **remplacer le serveur de fichiers** (et autres solutions de GED, Office365-Teams, etc.) Elle donne aux organisations publiques la possibilité de recouvrer leur "Souveraineté Numérique". La solution GoFAST est "Cloud Act Free" offrant un très haut niveau de **confidentialité des données**.



Véritable Digital Workplace unifié VS une "collection d'applications"



Plateforme made-in-France «Cloud Act free», disponible en SaaS souverain dédiée, en SecNumCloud ou OnPremise (conforme à la circulaire «Cloud au Centre»)



Travail collaboratif plus efficace, car pensé autour du document et non en parallèle



Solution standardisée, évitant d'importants coûts de développements spécifiques et de leur maintenance



Démarrage 24h et prise en main rapide des fonctionnalités essentielles



Gestion métier des accès aux contenus séparée de l'administration système (RGPD simplifié)



Plus pérenne et ouverte que les solutions propriétaires, grâce à l'Open Source



Tous les services de sécurité, de mises-à-jour et un support-utilisateurs réactif



2 à 8 fois moins cher qu'Office365-Teams ou Google Workspace



Le support et toute la R&D CEO-Vision est localisée en France (Haute-Savoie)

La Communauté GoFAST



Echantillon de cas d'usages et métiers

Périmètre technique et fonctionnel

Le code source de GoFAST dans sa version complète, est disponible en ligne :
<https://github.com/CEO-Vision/gofast>

Pour permettre aux organisations d'éprouver sans aucun coût la plateforme GoFAST, une version restreinte fonctionnellement est disponible en libre téléchargement :

GoFAST Community Edition

En plus des clients de CEO-Vision, de nombreuses organisations et entreprises dans le monde utilisent la solution GoFAST Community.

L'ensemble des utilisateurs et les développeurs de GoFAST, constituent une communauté qui peut librement s'exprimer sur les forums dédiés :
<https://community.ceo-vision.com>

La libre expression de la communauté est une source d'idées et remarques permettant d'orienter les évolutions de GoFAST dans «le bon sens».





Depuis qu'OnlyOffice a été intégré en version 3.0 de GoFAST, la suite collaborative permet aux utilisateurs de se passer de la suite de Microsoft dans presque tous les cas d'usages.

Pour aller plus loin, c'est-à-dire offrir encore plus de liberté aux utilisateurs, CEO-Vision a entamé une série de tests sur les clients lourds d'OnlyOffice.

L'édition des documents avec les clients lourds depuis GoFAST permettrait de répondre à certaines demandes : avoir le choix entre le client web et le client lourd et disposer de certaines fonctionnalités non prises en charge par un client web.

Avec GoFAST l'édition des fichiers Office depuis son PC est disponible pour les clients lourds MS Office et LibreOffice, depuis le début. Il s'agit donc ici, de proposer aux utilisateurs une nouvelle alternative de grande qualité.

Références et témoignages

Quelques projets réalisés



Le Département de la Haute-Savoie

“Grâce à la solution GoFAST, nous mettons beaucoup moins de temps à rédiger les documents et cela simplifie grandement les échanges et le travail collaboratif.

CEO-Vision a formé une partie des utilisateurs, puis nous avons pris le relais. Des ateliers ont aussi été organisés sur des thèmes prédéfinis, les workflows par exemple, pour comprendre les besoins métiers.”

PATRICIA MUGNIER, Chef de Projet, Innovation Systèmes d'Information et Usages Numériques pour le Département de la Haute-Savoie



Botanic

“Le choix de l'open source n'a pas été seulement un choix politique mais aussi économique, car les solutions propriétaires des grands éditeurs sont trop chers quand le nombre d'utilisateurs est grand. Au final, les standards lissent la complexité et permettent l'interopérabilité. Avec GoFAST, nous avons le meilleur des deux mondes !”

ERIC BOUCHET, Directeur Général de Botanic



Enabel

“Outre le fait que la solution GoFAST est tout simplement géniale, j'apprécie particulièrement aussi la collaboration avec l'équipe CEO-Vision qui s'est toujours montrée très réactive et à l'écoute des besoins spécifiques de notre organisation.”

SAMIRA EL KEFFI, Cheffe de Chantier “Réussir la Transition numérique” pour la Fédération Wallonie-Bruxelles Enabel

Autres références clefs

Secteur public et association



Secteur privé



Nos partenaires

Partenaires Technologiques et Gestion du Changement²





CEO-Vision référencé pour le Marché Public

L'UGAP est un établissement public industriel et commercial créé en 1985 et placé sous la double tutelle du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'éducation nationale.

Elle est aujourd'hui la seule centrale d'achat public "généraliste" française et constitue un acteur spécifique de l'achat public, dont le rôle et les modalités d'intervention sont définis par l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, qui transpose les directives communautaires "marchés" du 26 février 2014, prévoit deux modalités d'intervention pour les centrales d'achat :

- L'acquisition de fournitures ou de services destinés à des acheteurs (pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices) - achat pour revente.
- La mise à disposition de marchés ou accords-cadres - référencement -. L'UGAP opère principalement en "achat pour revente".

Le réseau UGAP

L'UGAP dispose d'un siège, situé à Champs-sur-Marne et d'un réseau territorial. Avec environ 550 collaborateurs sur plus de 1 100 salariés, le réseau territorial constitue l'entité la plus importante de l'établissement. Il est structuré autour de 25 implantations régionales, généralement situées aux sièges des régions administratives, regroupées en 8 directions territoriales et 1 direction chargée des relations avec les services de l'État et ses établissements publics.

Ce réseau de proximité, à partir d'équipes commerciales avant-vente et après-vente, assure respectivement l'information, le conseil et la vente de l'offre de produits et services disponible ainsi que la bonne exécution, le suivi des commandes et la qualité du service.

CEO-Vision référencé par UGAP - SCC Marché Multi-Editeur

Depuis mai 2016, la solution GoFAST et les prestations de déploiement réalisées par CEO-Vision sont référencées dans le cadre du Marché Éditeur SCC.

Ce référencement permet d'offrir aux administrations et autres services publics, la mise en place simple et rapide de la GED Collaborative GoFAST via la centrale d'achat public.



CEO-Vision référencé pour le Marché Public

Initialement une entreprise de vente par correspondance vendant du stockage informatique, la société s'est développée pour devenir une vitrine lorsque les sociétés de cartes de crédit ne desservaient pas les entreprises de vente par correspondance en démarrage.

En 1991, la société a changé son nom pour Insight Entreprises, et la distribution comprenait une gamme complète d'ordinateurs et d'accessoires.

La société a tenu son premier appel public à l'épargne en janvier 1995. Insight est devenue une entreprise internationale lorsqu'elle a acquis TC Computers, basée à Montréal, au Canada, en 1997. En avril 1998, Insight a signé un accord pour acquérir Choice Peripherals Ltd. et Plusnet Technologies Ltd., un fournisseur de services Internet et une société d'hébergement et de développement de sites Web. Opérant en tant que Force 9.



CEO-Vision référencé pour Le Groupe Logiciel

Le Groupe Logiciel est un groupe de travail inter universitaire et inter organismes de recherche, dont l'objectif est de mutualiser les besoins en logiciels des entités de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

La Cellule Nationale Logicielle est une cellule de Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, dont la mission est d'assurer le fonctionnement du Groupe Logiciel, tant au niveau administratif, organisationnel, qu'au niveau juridique et économique.

Revue de Presse



Le Rendez-vous du Management de l'information et des processus documentaires : un programme complet de conférences et d'ateliers

Les prochains salons du management de l'information et des processus documentaires, DOCUMENTATION et I-expo annoncent une 28ème édition à son plus haut niveau. Après la crise sanitaire et le développement du télétravail qui ont indéniablement amené à la dématérialisation quasi complète des documents, l'essor de la digitalisation des processus au sein des organisations s'accompagne de nouveaux enjeux, comme notamment, la sécurité des contenus d'entreprise et des données, la fluidité des partages et l'intelligence des nouveaux processus documentaires.

Gestion post-covid et incertitudes du monde, 2022 souffre encore de beaucoup d'imprévisibilité. Cependant l'activité affiche un réel dynamisme : le PIB français a augmenté de 7 % en 2021, après la chute de 7,9 % de 2020, et on attend encore + 4,2 % en 2022. Aujourd'hui, la difficulté numéro un serait de recruter mais le contexte s'avère très porteur.

Toutes les nouvelles solutions et processus métier pour y répondre sont à découvrir du 22 mars 14h au 24 mars 17H30 à Paris Expo Porte de Versailles Hall 4 .

Les grandes tendances de cette nouvelle édition de Documentation (la cybersécurité , le cloud hybride , les data , la dématérialisation écoresponsable , l' identité numérique , et l' entreprise en réseau) seront décryptées tout au long de ces 3 jours. Avec près d'une centaine exposants, 45 conférences et tables rondes, 50 ateliers, les 4 500 visiteurs attendus vont y découvrir toutes les nouvelles solutions et processus métiers.

En parallèle du salon [Documentation](#) , le rdv incontournable du printemps 2022, se tiendra i-Expo, l'évènement des professionnels de la Veille, de l'Information, de la Connaissance et de la Data Intelligence .

Durant ces 3 jours, les visiteurs pourront rencontrer les experts et les entreprises pour découvrir les nouvelles solutions du management de l'information et participer à des conférences et ateliers à la pointe des dernières tendances du marché.

Le programme

Mardi 22 mars 2022

- La dématérialisation écoresponsable • Plénière Documentation
- Maîtriser l'information dans un monde très incertain, complexe, data-driven : quelles nouvelles stratégies • Plénière Iexpo
- Fraude documentaire et à l'identité : comment se protéger ? • Conférence Docaposte
- Comment accélérer votre activité grâce à la signature électronique ? • Atelier Oodrive
- Les tendances à surveiller pour RPA / IA en 2022 ! • Conférence DFCG
- Comment piloter et exploiter ses data pour devenir une organisation " data driven ? En quoi insuffler une " culture data peut servir vos activités ? • Conférence Jenji
- Evaluer la fiabilité de l'information et mieux détecter les fakes news (et deep fakes) : quelles actualités et meilleures pratiques ? • Table ronde Iexpo

Mercredi 23 mars 2022

- Capitaliser, diffuser, partager l'information issue de la veille pour transformer les datas en informations utiles • Table ronde Iexpo
- La gouvernance de l'information numérique • Plénière Documentation
- Dématérialisation des flux et digitalisation des processus, l'offre de NeoLedge à destination des banques Atelier Neolegge
- Construire un PDF et le signer ? le leader des services de transformation PDF en ligne vous explique sa nouvelle API • Atelier ILovePDF
- Les 5 raisons de migrer votre Ged Nuxeo vers la V11 • Conférence SOLLAN
- Pourquoi vos services de contenus Alfresco ou Nuxeo dans le Cloud by Coexya ? • Atelier COEXYA
- Quelle solution pour archiver et pérenniser 1 milliard de documents ? • Conférence ARCSYS SOFTWARE
- Comment associer les directions opérationnelles à la mise en oeuvre d'une GED transverse ? • Atelier DocuWare
- De la gestion documentaire à la gestion des connaissances ou comment permettre à une organisation de mieux partager l'information de référence • Atelier Alfeo
- Traitement dématérialisé des factures : la transition vers le tout électronique • Atelier ELO Digital Office
- Pour une nouvelle approche du product asset management • Atelier OCEANE CONSULTING
- Le coffre-fort électronique est-il réservé à toutes les tailles d'organisation ? • Conférence Docaposte
- GED ECM ET KM au service de vos documents, contenus et connaissances • Conférence Intalio
- Comprendre le format PDF, les signatures électroniques, le PDF/A 'Archive', et optimiser • Atelier PDF TOOL
- La base documentaire : un outil fédérateur au service de l'intelligence technologique • Atelier PMB SERVICES
- Le 1er ANR LABCOM d'Europe au service du DAM • Atelier EPHOTO DAM
- Un parcours citoyen optimisé au sein du Service Public grâce à la mise en place d'une GED • Atelier ARONDOR
- Pourquoi et comment associer copie fiable et archivage à valeur probatoire pour sécuriser le juridique ? Conférence Docaposte
- De la GED à la Digital Workplace : mettez vos documents au coeur de vos pratiques collaboratives ! Conférence Jalios
- La signature numérique en toute simplicité : VIDsigner Docs • Atelier Validated ID
- Changez les règles du jeu et passez à l'échelle en confiance avec la GED Elise ! • Atelier Neolegge
- L'IA au service du pilotage dynamique des connaissances • Atelier Kentika
- L'Intelligence Economique & la veille stratégique en 2022 : quelle organisation & dispositif pour capter les signaux faibles et faciliter la prise de décision stratégique ? • Table ronde Iexpo
- La blockchain pour votre entreprise • Atelier KAGESECUR
- 4 étapes clés pour réussir son projet GED SharePoint / Microsoft 365 • Atelier Solutions365
- Éradiquez vos vracs numériques grâce à des conseils pratiques et des outils efficaces. Panorama des risques et enjeux par XDemat et Everteam • Conférence Everteam - XDemat
- Recherche d'informations et veille collaborative : les fondamentaux d'un dispositif de veille efficace Atelier IXXO
- Après avoir collectionné les applications en panique au plus fort de la crise COVID, comment évoluer vers Une

collaboration et un télétravail unifié, efficace et souverain ? • Atelier [CEO Vision](#)

- Archivage et Gouvernance au secours de la GED • Conférence Spark Archives & Amexio
- Face à l'infobésité, quelle stratégie et nouveaux outils pour des recherches rapides et efficaces sur touttype d'information ? • Table ronde Iexpo
- Gestion de contenu dans l'écosystème des marketplaces et du e-commerce, rôle et avenir du DAM ? • Atelier ORKYS
- sublimer l'approche NoCode de NUXEO • Atelier AMEXIO

Jeudi 24 mars

• Mettre en place une stratégie pro-active de veille digitale : surveillance des médias & réseaux sociaux, e-réputation, cyber threat intelligence ... Table ronde Iexpo

• Entreprises, éditeurs d'ERP - passez à la facture électronique B2B de 2024 sans modifier votre code. • Atelier UnifiedposT

• Vitam 2020. Deux ans après : retour d'expérience et perspectives. Avec Smile, Programme Vitam et le CEA • Conférence SMILE

• Comment la signature électronique couplée à la vérification d'identité peut-elle booster votre performance ? Conférence Docaposte

• Archivage électronique : Comment le déployer efficacement, les pièges à éviter et les étapes incontournables exposés au travers du témoignage d'ORANO • Conférence Everteam

• Gestion de contrats : Facilitez-vous le cycle de vie du contrat • Atelier ELO Digital Office

• Communiquer et réussir un projet de veille : se donner les meilleures conditions de réussite • Table ronde I-expo

• Signature et parapheur électroniques : où en sont les administrations / collectivités ? • Conférence LEX PERSONA

• En live, un atelier de manipulation de documents PDF, signatures, transformations, PDF/A et optimisations • Atelier PDF TOOLS

• Gardez la maîtrise de votre digital workplace avec l'open source. • Table ronde Village OPEN SOURCE

• FileSystem, disques et réseaux partagés, outils collaboratifs et en ligne, messageries... • Conférence Everteam

• Gestion et valorisation des connaissances : quel intérêt pour votre activité et avec quelle solution ? • Plénière Documation

• Les datas et l'IA au service de l'analyse et du traitement de l'information : où en sommes-nous ? Comment utiliser les techniques d'automatisation au service de l'analyse ? • Table ronde

• Une solution pour gérer le cycle de vie documentaire, de la démat à l'archivage probant. • Atelier INTALIO

• Automatisation des processus documentaires : comment combiner l'IA et l'humain (crowdsourcing) pour garantir qualité, délai et flexibilité. • Atelier ACTIVBOLD

• Mettez sur le Cloud pour votre solution GED ! • Atelier ARONDOR

• IXXO Web Intelligence : cas d'usages innovation, concurrentiel et marché • Atelier IXXO

• Ministère des solidarités et de la santé : EliseCloud pour la Gestion du courrier, le parapheur électronique et l'archivage à l'échelle d'un ministère • Atelier NEOLEDGE

• Pour une nouvelle approche du product asset management • Atelier OCEANE CONSULTING ET NUXEO

Pour en savoir plus : www.documation.fr

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Mensuelle

Audience : 82500

Sujet du média :

Informatique-Télécommunications



Edition : Février 2022 P.32-33

Journalistes : STÉPHANE

MORACCHINI

Nombre de mots : 1055

usages

Le département de Haute-Savoie digitalise la collaboration

Le conseil départemental a initié un vaste projet visant à casser les silos documentaires entre ses métiers. Celui-ci s'est concrétisé par la mise en place d'une digital workplace, couvrant la gestion documentaire, mais aussi la co-édition en ligne ou, encore, l'automatisation de processus documentaires.

Des serveurs de fichiers, Sharepoint... Et beaucoup d'e-mails avec des pièces jointes pour collaborer autour des documents. Cette situation courante, le conseil départemental de Haute-Savoie la connaissait. En 2019, la collectivité a cependant décidé de tout remettre à plat. L'enjeu était d'abord de casser les silos entre ses différents métiers, en leur proposant un environnement unique au sein duquel ils puissent facilement partager les données. L'objectif était aussi de résoudre les problèmes liés à la gestion documentaire : les fichiers existants en plusieurs versions, la surconsommation d'espace de stockage en raison de documents dupliqués dans les répertoires de différents métiers ou partagés par e-mail et encombrant le serveur de messagerie. Déployé dans sa version brute, Sharepoint n'était pas exploité sur tout son périmètre fonctionnel, les utilisateurs s'y sentant perdus. Une expérience que la collectivité ne voulait pas voir se reproduire. « Nous souhaitons nous équiper de la gestion de documents Alfresco et chercher un intégrateur en proposant une interface simple, pour faciliter son utilisation », raconte Patricia Mugnier, chef de projet informatique.

Répondant à cet enjeu, la solution GoFast, de CEO-Vision, sera retenue, d'autant qu'elle présentait l'avantage d'intégrer d'autres outils open source, notamment la suite collaborative OnlyOffice et l'outil de gestion de processus BonitaSoft. Ceux-ci intéressaient particulièrement la collectivité, le pre-

mier pour faciliter la co-édition en ligne, le second pour dématérialiser et optimiser des processus métiers de validation documentaire. Pour initier le projet, un POC (Proof of concept) est lancé au sein de la DSI en octobre 2019. Il consiste à basculer la gestion documentaire des projets informatiques dans GoFast, en ouvrant un accès aux responsables métiers. Puis, début 2020, la proposition est faite aux directions de participer à un pilote pour tester la solution. « Les métiers ont souvent du mal à exprimer leurs besoins. Au lieu de perdre un temps précieux sur cette étape, nous avons préféré les embarquer dans le POC », explique la chef de projet. Huit directions sur les 25 y participeront.

Aujourd'hui, la migration vers GoFast de toutes les directions n'est pas achevée. Sur la plateforme, on compte 80 espaces d'organisation, destinés aux directions et services. Chacun comporte une page d'accueil diffusant notamment des informations, un calendrier, une gestion de tâches et un salon de discussion. Quelque 500 espaces de groupe ont également été créés. Ils servent principalement aux échanges inter-directions sur différentes thématiques ou dans le cadre de projets. Enfin, une quarantaine d'espaces extranet sont en place, la collectivité travaillant avec de nombreux partenaires externes. Depuis décembre dernier, les 3 000 agents du département accèdent à GoFast. Chacun dispose d'un espace personnel privé, où il retrouve l'ensemble des outils de la solution.

Lors du déploiement de Sharepoint, la conduite du changement avait été mini-



misée, nuisant à son adoption. Cette fois, un dispositif d'accompagnement est en place. « Même si l'interface de GoFast est claire, accompagner les équipes est important, souligne la chef de projet. Il y a beaucoup de petites astuces à connaître pour faciliter son utilisation et éviter que les utilisateurs décrochent. » Outre des sessions de formation, centrées cas d'usages, régulièrement dispensées par des membres de la DSI, un atelier d'une heure se déroule chaque semaine. Les agents peuvent librement y soumettre leurs besoins spécifiques.

Sur le plan des usages, le partage documentaire étant la fonction première de GoFast, il arrive logiquement en tête. L'accès aux documents est facilité et l'information est fiable, il n'y a plus de problèmes de version. « Nous utilisons aussi moins d'espace de stockage, surtout sur la messagerie, les documents n'étant plus partagés en pièce jointe, mais via un lien », indique Patricia Mugnier. Les usages collaboratifs commencent aussi à se développer à travers la co-édition

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : **Mensuelle**

Audience : **82500**

Sujet du média :

Informatique-Télécommunications



Edition : **Fevrier 2022 P.32-33**

Journalistes : **STÉPHANE**

MORACCHINI

Nombre de mots : **1055**



PATRICIA MUGNIER, chef de projet à la DSI du conseil départemental de Haute-Savoie

« Même si l'interface de GoFast est claire, accompagner les équipes est important. Il y a beaucoup de petites astuces à connaître pour faciliter son utilisation et éviter que les utilisateurs décrochent »

de documents. « Elle apporte un énorme gain de temps, constate la chef de projet. Auparavant, un document était partagé par e-mail, chacun y apportait ses commentaires et modifications, puis il fallait tout consolider dans une bonne version. » La co-édition est également mise à contribution pour de premiers usages métiers en mobilité. À la direction des routes, par exemple, elle sert à la collaboration sur les documents échangés avec des maîtres d'œuvre.

Côté processus, un workflow de validation de document proposé en standard par la solution est disponible dans les espaces. Un spécifique a été développé pour les compte-rendus de direction. Lorsque le directeur de la DSI valide le document, il est automatiquement diffusé à tous les agents de la direction. « Au niveau de la DSI, nous sommes formés à BonitaSoft pour accompagner les métiers dans la mise en place de leurs processus, précise Patricia Mugnier. Pour l'instant, ils utilisent les workflows disponibles. Mais une réflexion est en cours sur

un processus pour automatiser la gestion des notes. »

Parmi les outils de la solution, la messagerie instantanée et la visioconférence ne sont pas encore déployées. Elles viendront dans un second temps. Pour l'heure, la collectivité s'attelle à poursuivre sa migration documentaire. Un développement spécifique est ainsi en cours pour centraliser sur GoFast les documents partagés par les applications métiers. Aujourd'hui, il faut dupliquer un document dans chaque application en ayant besoin. « L'objectif est de mettre en relation GoFast avec le plan de classement de Territoire Conseils, utilisé pour les applications métiers, explique la chef de projet. Lorsqu'on déposera un document, en récupérant les métadonnées des logiciels métiers, le document se classera au bon endroit sur GoFast et sera accessible dans les différentes applications via un lien. » Une première mise en production est prévue en ce début d'année.

STÉPHANE MORACCHINI

3000
agents utilisateurs

80
espaces de directions et services

500
espaces thématiques et projets

L'ENTREPRISE

ACTIVITÉ

Collectivité

EFFECTIF

3000 collaborateurs

BUDGET

1,2 Md€

Après l'urgence de la crise et la multiplication des outils de télétravail, l'éditeur français CEO-Vision explique comment éviter le "burn-out"



Après l'urgence de la crise et la multiplication des outils de télétravail, l'éditeur français

[CEO- Vision](#) explique comment éviter le "burn-out" [CEO- Vision](#)

Face à l'urgence de la crise COVID, nombre d'entreprises et d'administrations ont multiplié les outils et se sont ruées sur les solutions les plus connues, telles que Microsoft Teams et Zoom. Une fois l'urgence passée, un constat simple : trop d'outils, trop d'informations, trop d'emails, trop de web conférences, des fichiers dispersés un peu partout... en bref, impossible à suivre !

Contenu conçu et proposé par

Cette généralisation du télétravail nous a imposé de changer nos habitudes et d'apprendre à jongler avec un grand nombre d'applications et de procédures, telles que le VPN, pour pouvoir consulter sa messagerie ou accéder au serveur de fichiers. Comment faire pour donner les outils nécessaires au travail collaboratif, tout en veillant à ne pas finir en "burn-out" ? Quelles solutions pour télétravailler en limitant le risque de sécurité des données ? Deux questions posées à [Christopher Potter](#), [Président-Fondateur de CEO-Vision](#) et ancien DSI dans le Groupe Crédit Agricole.

Les enjeux de la normalisation du télétravail

Collaborer a longtemps été synonyme d'une pièce jointe ou des demandes de tâches envoyées par email. Avec plusieurs centaines d'emails par jour et des documents dans tous les sens, il est indispensable de changer nos habitudes pour être efficace.

Le télétravail implique diverses contraintes liées à l'accès aux outils, à ses documents, ses tâches et ses collègues. Toutefois, cela ne suffit pas, car "télétravail" signifie "comment fédérer le travail collaboratif avec cette masse d'informations et des équipes à distance ?". Mettre en place le télétravail sans se poser les bonnes questions peut avoir d'importantes conséquences : arrêt partiel de l'activité, erreurs, des managers au bord de la rupture, perte de productivité, manque de cohésion dans les équipes et à la clef des conflits RH... sans parler des nouveaux arrivants qui n'ont aucune chance de s'intégrer dans ces conditions.

L'autre volet et non des moindres, est la sécurité des accès depuis l'extérieur vers le Système d'Information. On parle beaucoup de sécurité face à la multiplication des cyberattaques notamment de l'obsolète serveur de fichiers, mais c'est loin d'être le seul risque. Comme on aime à dire dans le secteur, la plus grande faille de sécurité est "ce qui se trouve entre la chaise et le clavier". Sans blâmer les utilisateurs, il faut rappeler que les Directions Informatique se doivent de proposer des solutions qui limitent le risque d'erreurs humaines. Par exemple, se tromper de destinataire lors d'un envoi de document avec des données personnelles ou avoir accès à toutes les données sous prétexte qu'on est "administrateur technique". Enfin, il est également nécessaire de prendre en compte le cadre réglementaire, avec le RGPD (Règlement général sur la protection des données) et le [Cloud Act](#), une loi extraterritoriale qui autorise le gouvernement américain à réquisitionner des données sous certaines conditions, quelle que soit leur localisation.



Après l'urgence de la crise et la multiplication des outils de télétravail, l'éditeur français [CEO- Vision](#) explique comment éviter le "burn-out" [CEO- Vision](#)

5 principes essentiels pour orienter la mise en place du télétravail

- **Centraliser les données** : Avant tout, il est important de pouvoir gérer les documents et les informations associées dans une base unique. Autrement dit, éviter de les disperser entre un serveur de fichiers, son ordinateur, sa tablette, des dossiers sur

un cloud, sa messagerie, etc.

- **Mettre fin à la collection d'applications** : Plutôt que de multiplier les outils et se retrouver avec une "bibliothèque d'applications", il est nécessaire de mettre en place une solution unifiée. Par exemple, lorsqu'on est devant sa liste de tâches, il faut pouvoir afficher en un clic les documents liés, ou bien quand on doit éditer un document, il faut pouvoir facilement consulter les messages associés. Si les divers outils ne sont pas intégrés les uns aux autres, les utilisateurs ne savent plus ni où trouver, ni où partager les informations.

- **S'assurer d'avoir toujours accès à des informations à jour** : Un objectif difficile à atteindre, mais pas impossible dès lors où il n'y a plus de doublons de fichiers et qu'on a l'historique des modifications. Ainsi, lorsqu'on accède à un document, on sait si celui-ci est obsolète ou pas. Cela implique de pouvoir partager le même fichier entre diverses Directions sans le "copier-coller", ni l'envoyer en pièce-jointe.

- **Former aux bonnes pratiques** : Même avec le meilleur outil du monde on peut rater sa transformation digitale ! Il ne suffit pas d'avoir une solution simple à prendre en main et des fonctionnalités utiles. Il est capital d'accompagner le changement que cela génère en aidant les Directions à organiser leur gestion documentaire collaborative, selon leurs problématiques métiers, ainsi que de promouvoir les bonnes pratiques.

- **Sécuriser les données** : Pour savoir où sont stockées ses données et s'assurer de leur confidentialité, il est conseillé d'opter pour une solution souveraine, hébergée OnPremise (son Datacenter) ou chez un hébergeur sans activités américaines. Connaître le fonctionnement du logiciel est aussi un élément important, rendu possible avec une technologie Open Source (licence libre de droits, audit possible du code source). La souveraineté et l'Open Source sont fortement recommandés et parfois même imposés à des administrations, en particulier les Ministères qui ont l'interdiction de stocker leurs données dans des Cloud soumis au Cloud Act, comme les offres Office365-Teams de Microsoft (cf. La circulaire "Cloud au Centre - 6282/SG" du Premier Ministre). Ensuite, il faut éviter les "rôles-utilisateurs" qui donnent accès à toute la base documentaire (pour rappel, le scandale "Snowden") et enfin, bénéficier d'un service de veille sécurité et s'assurer que les logiciels sont à jour pour éviter l'exploitation des failles connues.

Comment CEO-Vision répond aux objectifs avec sa solution GoFAST Digital Workplace ?

Malgré ce que certains pensent, il existe belle-et-bien des alternatives françaises pertinentes aux GAFAM ! Parmi ces solutions souveraines, [GoFAST Digital Workplace](#) de CEO-Vision se distingue comme solution Open Source concurrente à l'offre Office365-SharePoint-Teams.

Plutôt qu'une "collection d'applications", il s'agit d'un environnement de travail unifié, avec : Gestion Electronique de Documents (GED), dématérialisation des processus et des documents papiers, coédition bureautique, moteur de recherche, messagerie instantanée et webconférence. GoFAST permet ainsi de réellement fédérer le travail collaboratif du modèle de document à la e-signature eIDAS, mais aussi de remplacer l'obsolète serveur de fichiers pour atteindre l'objectif de : zéro doublon, zéro pièce jointe, zéro erreur de version, zéro information perdue.

Destinée aux administrations, collectivités, à l'éducation supérieure, tout comme aux PME, ETI et grands groupes, [GoFAST s'inscrit dans le "Plan Cloud"](#) initié par le gouvernement : non soumise aux lois extraterritoriales, Open Source avec des standards ouverts garantissant la pérennité et la réversibilité, hébergée OnPremise ou en SaaS dédié (chaque organisation a sa propre plateforme et sait où sont ses données) et même, en SaaS SecNumCloud chez 3DS Outscale de Dassault Systèmes (permettant d'être qualifié de "Cloud de Confiance").

Afin d'aller au-delà du "Plan Cloud" et être à la hauteur des attentes des utilisateurs, des Directions Générales et des DSI, CEO-Vision intègre dans son offre de services : la veille sécurité avec des tests d'intrusions réguliers, la supervision applicative, toutes les mises à jour et une forte réactivité quant aux correctifs de sécurité, avec son support et sa R&D localisés en France.

Digital workplace : comment garantir la sécurité des données ?



Christopher Potter

Avis d'expert de Christopher Potter, CEO de CEO-Vision

Les attaques ransomware ont connu un véritable accroissement cette dernière année et la tendance semble se confirmer pour 2022. Les entreprises qui ont un système d'information vulnérable sont donc plus que jamais en danger. Les conséquences peuvent être catastrophiques : interruption de service, perte de données, paiement d'une rançon...

Cependant, l'heure est à la digitalisation et les organisations se doivent de se moderniser. Des failles apparaissent donc si les outils numériques ne sont pas choisis et utilisés correctement ou assez sécurisés. Alors, comment entamer sa transition numérique dans le cloud, tout en garantissant la sécurité des données et du SI ? Voici notre point de vue, chez CEO Vision, éditeur de la plateforme de digital workplace GoFAST.

État des lieux des nouveaux modes de fonctionnement en entreprise

Télétravail, flex office, digital workplace... ces nouveaux modes de travail sont de plus en plus plébiscités par les entreprises. Ils présentent de nombreux avantages comme l'augmentation de la productivité, l'amélioration du bien être des collaborateurs, l'attractivité de l'entreprise... À condition d'utiliser les bons outils digitaux.

Cette mutation du monde du travail n'est possible qu'avec des solutions logicielles adaptées, capables de favoriser la collaboration, de faciliter l'accès aux documents de travail à distance, de permettre l'échange de données avec différents partenaires... Ces besoins ont été accélérés par la pandémie de Covid-19. Cependant, de nombreuses entreprises se sont précipitées dans le déploiement d'outils de travail à distance, sans réelle stratégie, fragilisant ainsi la sécurité de leur système d'information. Une véritable porte d'entrée pour les cybercriminels.

« De nombreuses entreprises se sont précipitées dans le déploiement d'outils de travail à distance, sans réelle stratégie, fragilisant ainsi la sécurité de leur système d'information »

Les enjeux de la sécurité des fichiers dans l'entreprise

La sécurité des données est un véritable enjeu pour les organisations. Elle dépend des technologies déployées, mais aussi de l'hébergement et des pratiques des utilisateurs.

Pour l'hébergement, il est important d'étudier la localisation des serveurs pour savoir quelles lois sont appliquées et pouvoir garder le contrôle sur ses données. Par exemple, la loi américaine Cloud Act de 2018 permet aux forces de l'ordre américaines d'obtenir des informations stockées sur les serveurs des fournisseurs de cloud computing.

Les serveurs de fichiers sont également une mine d'or pour les cybercriminels. En effet, ils permettent de partager des documents entre collaborateurs. Cependant, le paramétrage et les mises à jour sont chronophages. En cas de hacking, vous perdez toutes vos données et informations.

Les ransomware tels que Ryuk, Egregor, Ragnar Locker, Clop, Maze, Wanna Cry, Petya... sont dangereux pour les entreprises et sont principalement véhiculés par les emails ou des pièces jointes douteuses. Selon l'ANSSI, en octobre 2020, Ryuk était responsable de 75 % des attaques sur le secteur de la santé. Dans certains cas, les données sont subtilisées et les pirates menacent de diffuser les contenus sensibles.

Comment se protéger d'une attaque ?

En choisissant le bon outil, le bon hébergement et en sensibilisant les collaborateurs à une bonne utilisation des outils et des emails, les risques diminuent.

Suivez ces quelques règles pour trouver la bonne solution logicielle pour votre entreprise.

- L'important est de se tourner vers **une solution qui cloisonne l'accès à la plateforme et au poste de travail**, ce qui réduit considérablement le risque de contamination de votre base documentaire à partir d'un fichier présent sur votre ordinateur. Par exemple, grâce à un accès web sécurisé. La solution doit pouvoir créer un lien entre le poste de travail et la plateforme de manière ponctuelle, par exemple suite à un incident et lors d'une reprise de données.
- **Les espaces collaboratifs doivent être sécurisés à l'aide d'une gestion fine des accès**. Aucun compte utilisateur ne doit pouvoir avoir accès à l'ensemble de la digital workplace.
- Le logiciel choisi devra nécessairement disposer d'une **fonction de sauvegarde** de chaque version de documents, permettant la récupération d'une ancienne version si besoin
- La solution doit reposer sur un arsenal de sécurité complet : antivirus à jour, pare-feux, reverse proxy.... Des mises à jour strictes et fréquentes sont à réaliser pour pallier toute faille de sécurité. Elles sont à compléter de la part de l'éditeur à l'aide d'audits réguliers et tests anti-intrusion pour détecter les éventuels composants obsolètes vulnérables.
- Le choix d'une solution Open Source est également un plus : la communauté très active détecte rapidement les failles exploitables par une cyberattaque et met à jour très régulièrement ses plateformes logicielles.

Par un choix éclairé d'outils, les organisations peuvent donc poursuivre leur digitalisation, tout en se protégeant des risques de cyberattaques. Cela suppose aussi de diffuser auprès des collaborateurs les bonnes pratiques et de transformer l'organisation interne de l'entreprise en conséquence...

[CEO-Vision](#) est l'éditeur de [GoFAST](#) : le Digital Workplace au service des organisations et de leurs utilisateurs pour gagner en productivité. Il est une alternative souveraine et open source à Office365, Sharepoint, Google suite... Sa devise : " technology made simple. Son savoir-faire est concentré sur des technologies Open-Source et la gestion du changement.

Famille du média : **Médias professionnels**
Périodicité : **Bimestrielle**
Audience : **306000**
Sujet du média : **Education-Enseignement**



Edition : **Janvier - février 2022**
P.42-43
Journalistes : **Philippe Richard.**
Nombre de mots : **853**

DIRIGER | TRANSITION NUMÉRIQUE

FACE AUX GAFAM

LA FRANCE MISE SUR SES OUTSIDERS

Microsoft 365, Google Workspace, le cloud d'Amazon : les géants américains sont incontournables ! Il existe pourtant des alternatives françaises tout aussi performantes, ergonomiques et au final moins onéreuses. Leur principal défi : convaincre les salariés et les dirigeants de changer leurs habitudes. **Par Philippe Richard.**

Sur le ring, le combat est inégal, mais n'est pas perdu pour autant. D'un côté, Amazon affiche sur la balance 338 milliards de chiffre d'affaires en 2020, Alphabet (maison mère de Google) pèse moins lourd, mais quand même 160 milliards, suivi de près par Microsoft et ses 134 milliards. En face, Orange ne pèse que 42 milliards et OVH apparaît comme un poids plume avec seulement 630 millions... Avec une telle puissance, il n'est pas étonnant que les logiciels et services des éditeurs nord-américains soient déployés dans la majorité des entreprises. Et cette prédominance s'est accentuée depuis la pandémie. À cause des confinements et des contraintes sanitaires, de nombreuses organisations ont opté pour des applications accessibles dans le cloud. Certaines ont même franchi une nouvelle étape en s'appuyant sur les infrastructures informatiques de fournisseurs de cloud. Et ces fournisseurs sont américains. Selon une autre étude de Xerfi publiée en 2019, Amazon, Google et Microsoft occupent

les 3 premières places, OVHcloud avec 10 % du marché français est troisième et Orange quatrième. Seuls 35 % des grands groupes français ont recours à des services de fournisseurs cloud français. En novembre dernier, Cédric O, secrétaire d'État au numérique, a présenté le plan industriel de soutien à la filière cloud française. Ce volet est doté de 1,8 milliard d'euros sur quatre ans, dont 667 millions d'euros de financement public, 680 millions d'euros de cofinancements privés et 444 millions d'euros de financements européens. Répondant aux critiques sur la stratégie de souveraineté numérique mise en œuvre par le gouvernement, le secrétaire d'État au numérique a rejeté la responsabilité en affirmant qu'on *"ne rattrape pas trente ans d'incurie en trois ans [...]"* Nous avons les moyens et les capacités d'être les futurs leaders technologiques de demain et de faire rayonner les valeurs européennes de confiance dans le cloud [...]. *Rassemblé, l'écosystème français et européen va réussir sur le numérique et le cloud*", a-t-il déclaré. Comme dans l'industrie, le secteur français du numérique compte en effet de belles réussites qui n'ont rien à envier aux poids lourds américains, sauf qu'ils sont moins connus ! Avec près de 17,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires réalisé en 2020, la filière des éditeurs de logiciels français est restée dynamique malgré la crise sanitaire.

LA FRANCE MISE SUR SES OUTSIDERS

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : **Bimestrielle**

Audience : **306000**

Sujet du média : **Education-Enseignement**



Edition : **Janvier - février 2022**

P.42-43

Journalistes : **Philippe Richard.**

Nombre de mots : **853**

Le secteur parie même sur une accélération en 2021, selon les résultats de la onzième édition du Top 250 des éditeurs de logiciels français, menée par Numeum et EY. Dès que l'on évoque l'informatique en entreprise, on pense inévitablement à Microsoft et à sa suite Microsoft 365 qui est de plus en plus intégrée dans son système d'exploitation Windows. Huit éditeurs français⁽¹⁾ de "Digital Workplace", comptant total plus de 3 millions d'utilisateurs, ont décidé de s'allier pour une "coopération technologique et stratégique". Ils annoncent être en mesure de proposer dès aujourd'hui une alternative crédible à la suite logicielle de Microsoft en couvrant tous les services : messagerie, traitement de texte, chat, visioconférence, stockage de document... Ces solutions peuvent également être intégrées dans des infrastructures certifiées SecNumCloud, se conformant ainsi aux exigences les plus fortes de l'État en matière de sécurité. Enfin, ce sont des entreprises 100 % françaises dont les dirigeants sont présents localement et peuvent travailler de concert avec leurs clients et les acteurs publics pour collaborer sur le long terme. D'autres acteurs français proposent des solutions très efficaces et ergonomiques pour transférer des données sensibles ou à caractère personnel. Citons Forecomm. Créée en 2007, cette entreprise familiale propose notamment le service BlueFiles qui

assure une parfaite confidentialité des données. Autre alternative à Microsoft 365 ou à Google Workspace, GoFAST Digital Workplace. Après 2 ans de R&D, CEO-Vision SAS (dont le capital est 100 % français) lance en 2013, cette solution complète pour un travail collaboratif plus efficace et sécurisé. En moins de 10 ans, la plateforme GoFAST a été déployée par de grands comptes, des ETI, des administrations, dont des Collectivités et ministères. Pour de nombreuses entreprises, cette argumentation se présentant comme une alternative à Microsoft 365 n'est pas toujours convaincante. Pourquoi changer de solution lorsque tous les salariés travaillent depuis des années avec l'écosystème Windows et qu'ils ne s'en plaignent pas outre mesure ? Mais peut-être y a-t-il un argument décisif ? Le coût. "Après avoir 'verrouillé' ses clients dans son 'Cloud Office365', Microsoft annonce une hausse de près de 20 % de ses tarifs dès mars 2022. À titre de comparaison, pour 1 500 utilisateurs, l'abonnement GoFAST est à partir de 2,60 euros/utilisateur/mois, permettant d'économiser jusqu'à 296 000 euros sur 3 ans face à 'Office365 E1'", indique Christopher Potter, ancien DSI des plates-formes de bourse en ligne du Crédit Agricole et président fondateur de CEO-Vision. ■

(1) Atolia, Jalios, Jamespot, Netframe, Talkspirit, Linagora, Whailer et WIMI





dossier

La digital workplace, le centre de communication et collaboration

La digital workplace est toujours plus d'actualité dans les entreprises. Ces solutions se sont beaucoup renforcées pour répondre aux enjeux du travail à distance. Mais leur dimension intranet revient aussi sur le devant de la scène, avec la nécessité de pouvoir maintenir l'engagement dans toute l'organisation.



Avec Diapazone, Jamespot propose un outil pour organiser et animer une réunion en visioconférence, puis capitaliser le résultat des échanges.



Dans la collaboration généraliste, la volonté des entreprises de déployer une digital workplace, autrement dit une plateforme répondant à la fois à des besoins de communication, opérationnels et serviciels, recentre l'offre sur des outils tout-en-un. Sur ce terrain, on distingue trois grands types d'acteurs.

Le premier conçoit la digital workplace autour de la messagerie d'équipe, comme Slack ou Teams. Les canaux de conversation servent à configurer des espaces de communication et de collaboration autour des flux de travail en s'appuyant sur des mécanismes d'automatisation et d'intégration à des applications tierces. Chez Doctolib, par exemple,

qui fédère ses 1700 salariés sur Slack depuis la pandémie, l'équipe RH tire notamment parti de sa connexion avec Asana. Les événements survenant dans cette dernière remontent dans un canal destiné aux projets, au sein duquel les membres de l'équipe peuvent ainsi s'informer en temps réel, interagir autour d'une tâche et en créer une dans Asana directement depuis le canal. « La messagerie d'équipe facilite les échanges et permet de nous recalculer rapidement sur les actions à accomplir », constate Camille Nalin, employee engagement manager chez Doctolib.

Le deuxième type d'acteurs est Google, seul à faire de la messagerie, en l'occurrence Gmail, le point central de la digital workplace. Depuis cette interface, dans une logique de flux, l'utilisateur est en mesure d'interagir avec les autres briques de Google Workspace : calendrier, réunions, messagerie d'équipe, commentaires et tâches dans les documents, etc. Le troisième type d'acteurs de la digital workplace se divise en deux groupes. Les premiers proposent leur propre environnement unifié, comme Jalios, Jamespot, Talkspirit, Whaller, eXo Platform ou CEO-Vision. Les seconds viennent en surcouche à Google Workspace ou Microsoft 365 pour en offrir une expérience utilisateur unifiée et améliorée. Parmi eux, on trouve notamment Lumapps, Powell Software, Mozzaik 365 ou Beezy. Mais Jalios propose également une offre de digital workplace pouvant s'appuyer à la fois sur sa propre solution et celles des deux américains.

Avant la crise, les digital workplaces cherchaient à s'intégrer toujours plus au flux de travail, à travers leurs fonctions collaboratives. Avec elle, cette tendance s'est accentuée, mais la crise a aussi redonné du poids à la dimension intranet, qui redevient essentielle. Dans un contexte de travail hybride où les employés se voient moins souvent et n'ont plus les mêmes relations avec l'organisation, cette dernière cherche à maintenir la cohésion et l'engagement. Le lancement de Viva par Microsoft, l'année dernière, illustre cette tendance. S'intégrant à Teams, cette



CAMILLE NALIN, employee engagement manager chez Doctolib
« La messagerie d'équipe facilite les échanges et permet de nous recalculer rapidement sur les actions à accomplir »

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : **Mensuelle**

Audience : **82500**

Sujet du média :

Informatique-Télécommunications



Edition : **Janvier 2022 P.58-59**

Journalistes : **-**

Nombre de mots : **1192**



PATRICIA MUGNIER,
chef de projet informatique au conseil
départemental de Haute-Savoie

« La co-édition apporte un énorme gain de temps. Auparavant, un document était partagé par e-mail, chacun y apportait ses commentaires et modifications, puis il fallait tout consolider dans une bonne version »

nouvelle plateforme dispose d'un module baptisé **Connections** qui n'est rien d'autre qu'un intranet, doté d'une dimension communautaire, grâce à l'intégration avec le réseau social d'entreprise Yammer.

La thématique du travail hybride donne aussi lieu à des fonctions innovantes. Sur sa solution pour Teams, Powell met à disposition une machine à café virtuelle et une fontaine à eau numérique. Leur vocation est de faciliter le partage de moments conviviaux entre équipes ne se rencontrant pas. Avec la première, on définit les jours et les heures des pauses café et l'application détermine de manière aléatoire, en fonction des calendriers des personnes, celles qui seront conviées à participer. Quant à la fontaine à eau, elle suggère des sujets de discussion aux participants qui ne sauraient pas de quoi parler.

Côté travail collaboratif et outils de productivité, les évolutions ont été nombreuses et se poursuivent. La priorité a été de renforcer les capacités de collaboration synchrone. Jalios, par exemple, s'est doté d'une messagerie d'équipe, Horizon, et a lancé JCall, un outil pour organiser et lancer des visioconférences sur Zoom, Jitsi, Glowbl et, bientôt, Teams. Du côté de Google, le chat a été refondu pour offrir la possibilité de créer des salons d'équipe qui peuvent agréger documents, tâches, conversations, notes et événements de l'agenda.

La deuxième évolution concerne la co-édition en ligne, que tous les acteurs proposent, pour certains via l'intégration de la solution OnlyOffice. Comme pour la gestion de projet, le contexte a facilité le développement de cet usage collaboratif avancé. « La co-édition apporte un énorme gain de temps », constate Patricia Mugnier, chef de projet informatique au conseil départemental de Haute-Savoie. Ce dernier a déployé la solution GoFast, entre autres pour faciliter la collaboration documentaire entre ses métiers. « Auparavant, un document était partagé par e-mail, chacun y apportait ses commentaires et modifications, puis il fallait tout consolider dans une bonne version », raconte Patricia Mugnier.

Chez Talkspirit, qui avait déjà renforcé ses capacités de communication instantanée et co-édition, on vient de lancer Projets, un outil de gestion de tâches, reprenant le principe du Kanban popularisé par Trello. Quant à Jamespot, il dispose désormais d'une application de gestion de réunion, Diapazone. Elle sert à fixer l'ordre du jour avec les temps d'intervention, puis, au cours de la réunion en visioconférence, à partager des documents, interagir via la messagerie instantanée ou l'outil de gestion de projet et collecter l'avis des participants. En fin de réunion, le compte-rendu est généré automatiquement. Au-delà de ces différents chantiers fonctionnels, en ces temps de généralisation du mode hybride, certains éditeurs adaptent aussi leur offre aux PME. C'est par exemple le cas de Powell Software avec Together, une solution d'intranet prêt à l'emploi reposant sur Teams, avec une dimension à la fois communication et collaborative, donc. Ou encore de Jamespot, qui, avec Fast Intranet, propose une application pour bâtir soi-même un intranet facilement, en créant et personnalisant chaque page grâce à des widgets : texte, image, application, etc. ■

LYON PARC AUTO CONNECTE SES SALARIÉS



Depuis la crise, Lyon Parc Auto fédère ses salariés, répartis entre 34 parcs de stationnement, sur un réseau social d'entreprise (RSE), en l'occurrence Talkspirit. Ceux-ci sont 60% à ne pas disposer d'adresse de messagerie. Via le RSE, ils s'informent de l'actualité de l'entreprise, ils accèdent aux documents officiels, ou encore se renseignent sur leurs droits. « Le RSE facilite le partage au sein des parcs, où s'échangent de nombreux documents : demandes de congés, plannings... », indique Christophe Chevausset, le responsable des systèmes d'information. Le chat a notamment remplacé le téléphone pour interroger une personne », constate-t-il. Sur le plan opérationnel, le RSE facilite la transmission d'informations au niveau de chaque parc. Une communication qui passe beaucoup par mobile. « Depuis une notification mobile, il suffit de cliquer pour accéder directement au détail d'une information », souligne Christophe Chevausset.



GoFast retenu par Botanic pour dématérialiser ses flux de documents

Aurélie Chandeze, Aurélie Chandeze

Selon une enquête réalisée par l'éditeur Docuware auprès d'une centaine d'entreprises françaises, la crise sanitaire a accéléré le recours à la dématérialisation. L'adoption de la signature électronique affiche en particulier une progression notable.



ici Mohamed Hassan - Pixabay

Selon l'enquête Docuware, le gain de temps est le premier bénéfice que les entreprises françaises associent à la dématérialisation, suivi par la sécurité et la conformité. (Crédit : Pixabay/Mohamed Hassan)

Pour savoir si la pandémie de Covid-19 avait augmenté les efforts de digitalisation et de dématérialisation dans les entreprises françaises, l'éditeur Docuware a interrogé une centaine d'entre elles entre juin et octobre 2021, principalement des PME et ETI. Les réponses confirment l'effet accélérateur de la crise, mentionné par 8 répondants sur dix. Toutefois, environ un tiers seulement utilise aujourd'hui des solutions de dématérialisation connectées à leur ERP. Les trois principaux domaines où la dématérialisation est mise en oeuvre sont la gestion documentaire (65%), les bulletins de salaire (47%) et les autres applications autour des ressources humaines (32%). Interrogées plus spécifiquement sur la dématérialisation des factures, 57% des entreprises l'ont mise en place pour les factures fournisseurs, mais 37% seulement pour les factures clients.



Le premier bénéfice de la dématérialisation est le gain de temps, cité par 56% des répondants, puis l'amélioration de la sécurité et de la conformité (45%). Vient ensuite le développement du travail collaboratif (39%), suivi de près par les gains d'espace et de stockage papier (37%). La hausse de la productivité n'est mentionnée que par 30%, tandis que 24% observent un meilleur confort de travail.

L'e-signature en place dans plus de 60% des entreprises

L'enquête met aussi en évidence un bond dans l'adoption de la signature électronique, mise en oeuvre chez 63% des répondants en 2021 contre 35% seulement en 2020. Les départements utilisant le plus celle-ci sont les directions financières et comptables (20%) et les services RH (15%), suivis par les services commerciaux (12%). Par ailleurs, cette progression ne devrait pas ralentir de sitôt, 62% des entreprises non équipées prévoyant d'y remédier en 2022 (contre un quart en 2020).

L'étude Docuware « Dématérialisation, facture électronique et signature électronique : où en sont les entreprises françaises en 2021 ? », réalisée avec Archimag, s'appuie sur les réponses de 107 entreprises, dont 44 % d'ETI, 36 % de PME, 7 % de TPE et 13 % de grands comptes. 80 % d'entre elles appartiennent au secteur privé. L'enquête a été menée de juin à octobre 2021 et les sondés ont été sollicités par le biais d'opérations e-mailing.

Article rédigé par

Aurélie Chandeze

Rédactrice en chef adjointe



Pour répondre à la fois à ses enjeux internes et à la dématérialisation prochaine des procédures d'urbanisme, le ministère de la Culture a mis en place le parapheur électronique de Lex Persona.



Le groupe de distribution spécialisée Botanic a choisi la solution française GoFast de CEO-Vision pour dématérialiser ses flux documentaires internes.



Eric Bouchet, directeur général du groupe Botanic, cherchait une GED et a fini par trouver une refonte de process.

Sans Titre

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Quotidienne

Audience : N.C.

Sujet du média :

Communication-Médias-Internet



Edition : 29 décembre 2021

Journalistes : Laurent Mavallet

Nombre de mots : 328

Créé en 1977 en Haute-Savoie par trois familles d'horticulteurs, le groupe Botanic comprend aujourd'hui les jardineries Botanic et les magasins spécialisés pour animaux Médor et Compagnie. Ses 2000 collaborateurs génèrent un chiffre d'affaires approchant les 400 millions d'euros dans 70 magasins Botanic, dont 51 avec espaces « alimentation bio » et « soin & bien-être », et une vingtaine de Médor et Compagnie. L'activité du groupe génère des flux de l'ordre de 5000 documents par mois. Pour optimiser ces flux, s'adapter au télétravail qui commençait à être mis en place avant la crise sanitaire et faciliter la circulation de l'information, le groupe a voulu mettre en oeuvre une gestion électronique de documents (GED).

Le premier cas d'usage était, à la direction juridique, le traitement, le partage, le stockage et l'archivage de documents en vertu d'obligations réglementaires. Très chronophages, ces tâches gagnaient bien sûr à être numérisées et automatisées. Mais, dès le départ, l'orientation était bien de choisir un outil pouvant convenir à toute l'entreprise et, de préférence, français. En particulier, le deuxième cas d'usage était la remontée de documents (comme les factures) des magasins aux services centraux. Les équipes locales n'ont, avec une telle solution, qu'à scanner le document et l'insérer dans la GED sous forme d'un PDF.

C'est la solution française GoFast de CEO-Vision qui a finalement été choisie. Outre le gain de temps, il s'agit bien d'un gain de fiabilité. Toutes les actions sur le document sont tracées et associées à des tâches dans des process (paiement, facture...). Les personnes ayant à traiter un document sont notifiées, ce qui facilite leur quotidien. Enfin, la solution propose un reporting de l'activité. Aujourd'hui, le produit a été généralisé à toute l'entreprise.

Article rédigé par

Laurent Mavallet
Journaliste



3DS OUTSCALE participe à la construction de la France de demain



Dans le cadre du Plan de relance de 100 milliards d'euros, le Gouvernement entend soutenir la montée en gamme des entreprises industrielles par la diffusion du numérique et l'adoption des nouvelles technologies. Le projet OUTSCALE Marketplace s'inscrit dans cette volonté de renforcer la compétitivité et l'attractivité de l'industrie numérique française. En phase avec son temps, OUTSCALE Marketplace affiche un dynamisme croissant dans son développement, se dotant progressivement de nouveaux partenaires clés, et ce, dans le but d'accélérer l'émergence de solutions innovantes françaises.

OUTSCALE Marketplace : une initiative soutenue par l'État

La stratégie nationale pour le Cloud, annoncée en mai dernier, vise à relever les défis posés par la transformation numérique. De fait, la stratégie implique la considération de 3 piliers fondamentaux, qui viennent s'inscrire dans le 4ème Programme d'Investissement d'Avenir et de France Relance.

Dans le cadre du troisième volet de cette stratégie nationale, parmi les projets d'innovation sélectionnés : le développement de la Marketplace de 3DS OUTSCALE, filiale cloud de Dassault Systèmes, avec ses partenaires (AUCAE, Jamespot, NAOR Innov, Rohde & Schwarz, Smart Global Governance, Stormshield, ou encore TrustHQ).

Ce gage de confiance offre à 3DS OUTSCALE la possibilité de faire émerger des offres PaaS et SaaS à forte valeur ajoutée à travers son catalogue de solutions innovantes disponibles dans sa marketplace. L'avenir numérique de la France passe par le Cloud et 3DS OUTSCALE nourrit l'ambition de faire émerger une alternative française pour répondre aux défis de transition numérique des entreprises et organisations publiques.

OUTSCALE Marketplace : une offre complète de solutions stratégiques innovantes

Parmi les principaux enjeux de la stratégie d'accélération du Cloud : la volonté de développer des outils de travail collaboratif compétitifs et innovants. De fait, avec la mise en vigueur de la récente doctrine « Cloud au centre » de l'État, de nouveaux champions du numérique se développent. En effet, la volonté de créer des offres souveraines sur des segments technologiques critiques tels que le travail collaboratif se révèle être un objectif stratégique.

À cette fin, la marketplace de 3DS OUTSCALE, reposant sur un Cloud de confiance avec des certifications reconnues (ISO 27001, ISO 27017, ISO 27018, HDS et SecNumCloud délivré par l'ANSSI depuis 2019), apporte aux éditeurs une excellence en matière de processus et de sécurité. OUTSCALE Marketplace propose des outils collaboratifs et des logiciels de réseau social d'entreprises français, tels que Jamespot, qui conçoit des solutions collaboratives dans le Cloud ; Jalios, éditeur depuis 20 ans d'une plateforme tout-en-un modulaire et extensible d'Intranet social et de Digital Workplace et GoFAST Digital Workplace, une solution Open Source de Gestion Électronique de Document (GED) et de travail collaboratif unifié, de l'éditeur [CEO-Vision](#).

Famille du média : Médias professionnels

Audience : 3988

Sujet du média : High-Tech - Electronique Grand Public

17 Decembre 2021

Journalistes : -

Nombre de mots : 6239

www.mtom-mag.com

p. 2/2

[Visualiser l'article](#)

Proposant une plateforme complète : bureautique en ligne, intranet, réseau social d'entreprise, animation de réunion, digital workplace et plus de cent applications, Jamespot s'appuie sur sa solution Cloud Collaborative pour construire une solution souveraine sécurisée et de confiance, conforme à la doctrine Cloud au centre de l'État.



De son côté, Jalios, propose 3 éditions de sa solution unifiant communication, collaboration et gestion des connaissances afin de fournir un environnement de travail numérique complet, prêt-à-l'emploi et souverain (chat, visio, bureautique, GED, etc.), en alternative ou en hybridation avec les suites Microsoft et Google, pour des besoins d'Intranet, de Digital Workplace, d'Extranet, etc.



GoFAST Digital Workplace, de l'éditeur français [CEO-Vision](#), est une plateforme collaborative de GED destinée aux administrations, collectivités, à l'éducation supérieure, la santé, tout comme aux PME, ETI et grands groupes. La solution repose sur des briques technologiques avec des standards ouverts garantissant la pérennité et la réversibilité.

OUTSCALE Marketplace intègre 3 nouveaux éditeurs à son catalogue

Toujours dans cette optique de développement de son offre souveraine, la marketplace de 3DS OUTSCALE enrichit son portefeuille de solutions, qui couvre désormais toutes les catégories d'activité.

Parmi les nouveaux partenaires éditeurs sélectionnés pour offrir les meilleurs services aux utilisateurs de la Marketplace de confiance, on compte désormais Scalingo, plateforme Cloud d'hébergement d'environnements d'applicatifs managés et de bases de données managées. Cet acteur rejoint la marketplace 3DS OUTSCALE en tant que première PaaS (Platform as a Service), permettant à des équipes techniques d'accélérer leur agilité par le déploiement d'applications de manière simplifiée et sans intervention.

Enfin, deux nouvelles solutions viennent enrichir le catalogue de solutions de Cybersécurité. MyCena qui est une solution de décentralisation, sécurité et gestion des accès numériques chiffrés qui empêche le phishing des mots de passe, les mouvements latéraux et les attaques ransomware, et garantit la cyber-résilience totale des entreprises et StrangeBee qui propose quant à elle, des solutions logicielles permettant aux équipes de cybersécurité (SOC, CERT, CSIRT, RSSI Opérationnels, MSSP) de rationaliser leurs pratiques de réponse à incidents de sécurité.

David Chassan, Directeur de la Stratégie chez 3DS OUTSCALE commente : " Lancée il y a à peine six mois, nous sommes fiers de constater que notre Marketplace séduit des éditeurs logiciels prônant les mêmes valeurs que les nôtres. Notre ambition initiale était de constituer et consolider des offres PaaS et SaaS à forte valeur ajoutée. Aujourd'hui, la marketplace s'enrichit progressivement avec 15 éditeurs offrant une trentaine de solutions sur le Cloud de confiance. Les entreprises et décideurs publics peuvent désormais choisir les applications qui leur correspondent. "

<https://fr.outscale.com/>

Digital workplace : comment garantir la sécurité des données ?



- Les attaques ransomware ont connu un véritable accroissement cette dernière année et la tendance semble se confirmer pour 2022. Les entreprises qui ont un système d'information vulnérable sont donc plus que jamais en danger. Les conséquences peuvent être catastrophiques : interruption de service, perte de données, paiement d'une rançon...

Cependant, l'heure est à la digitalisation et les organisations se doivent de se moderniser. Des failles apparaissent donc si les outils numériques ne sont pas choisis et utilisés correctement ou assez sécurisés. Alors, comment entamer sa transition numérique dans le cloud, tout en garantissant la sécurité des données et du SI ?

État des lieux des nouveaux modes de fonctionnement en entreprise

Télétravail, flex office, digital workplace... ces nouveaux modes de travail sont de plus en plus plébiscités par les entreprises. Ils présentent de nombreux avantages comme l'augmentation de la productivité, l'amélioration du bien être des collaborateurs, l'attractivité de l'entreprise... À condition d'utiliser les bons outils digitaux.

Cette mutation du monde du travail n'est possible qu'avec des solutions logicielles adaptées, capables de favoriser la collaboration, de faciliter l'accès aux documents de travail à distance, de permettre l'échange de données avec différents partenaires... Ces besoins ont été accélérés par la pandémie de Covid-19. Cependant, de nombreuses entreprises se sont précipitées dans le déploiement d'outils de travail à distance, sans réelle stratégie, fragilisant ainsi la sécurité de leur système d'information. Une véritable porte d'entrée pour les cybercriminels.

Les enjeux de la sécurité des fichiers dans l'entreprise

La sécurité des données est un véritable enjeu pour les organisations. Elle dépend des technologies déployées, mais aussi de l'hébergement et des pratiques des utilisateurs.

Pour l'hébergement, il est important d'étudier la localisation des serveurs pour savoir quelles lois sont appliquées et pouvoir



garder le contrôle sur ses données. Par exemple, la loi américaine Cloud Act de 2018 permet aux forces de l'ordre américaines d'obtenir des informations stockées sur les serveurs des fournisseurs de cloud computing.

Les serveurs de fichiers sont également une mine d'or pour les cybercriminels. En effet, ils permettent de partager des documents entre collaborateurs. Cependant, le paramétrage et les mises à jour sont chronophages. En cas de hacking, vous perdez toutes vos données et informations.

Les ransomware tels que Ryuk, Egregor, Ragnar Locker, Clop, Maze, Wanna Cry, Petya... sont dangereux pour les entreprises et sont principalement véhiculés par les emails ou des pièces jointes douteuses. Selon l'ANSSI, en octobre 2020, Ryuk était responsable de 75 % des attaques sur le secteur de la santé. Dans certains cas, les données sont subtilisées et les pirates menacent de diffuser les contenus sensibles.

Comment se protéger d'une attaque ?

En choisissant le bon outil, le bon hébergement et en sensibilisant les collaborateurs à une bonne utilisation des outils et des emails, les risques diminuent.

Suivez ces quelques règles pour trouver la bonne solution logicielle pour votre entreprise.

- L'important est de se tourner vers **une solution qui cloisonne l'accès à la plateforme et au poste de travail**, ce qui réduit considérablement le risque de contamination de votre base documentaire à partir d'un fichier présent sur votre ordinateur. Par exemple, grâce à un accès web sécurisé. La solution doit pouvoir créer un lien entre le poste de travail et la plateforme de manière ponctuelle, par exemple suite à un incident et lors d'une reprise de données.
- **Les espaces collaboratifs doivent être sécurisés à l'aide d'une gestion fine des accès**. Aucun compte utilisateur ne doit pouvoir avoir accès à l'ensemble de la digital workplace.
- Le logiciel choisi devra nécessairement disposer d'une **fonction de sauvegarde** de chaque version de documents, permettant la récupération d'une ancienne version si besoin
- La solution doit reposer sur un arsenal de sécurité complet : antivirus à jour, pare-feux, reverse proxy.... Des mises à jour strictes et fréquentes sont à réaliser pour pallier toute faille de sécurité. Elles sont à compléter de la part de l'éditeur à l'aide d'audits réguliers et tests anti-intrusion pour détecter les éventuels composants obsolètes vulnérables.
- Le choix d'une solution Open Source est également un plus : la communauté très active détecte rapidement les failles exploitables par une cyberattaque et met à jour très régulièrement ses plateformes logicielles.

Par un choix éclairé d'outils, les organisations peuvent donc poursuivre leur digitalisation, tout en se protégeant des risques de cyberattaques. Cela suppose aussi de diffuser auprès des collaborateurs les bonnes pratiques et de transformer l'organisation interne de l'entreprise en conséquence...

Par **Christopher Potter**, CEO de [CEO-Vision](#)

[Visualiser l'article](#)

Le Mali en quête de souveraineté numérique

L'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes met en place un portail documentaire collaboratif pour ses employés et dématérialise entièrement son processus courrier qui sera désormais géré par des logiciels Open Source.

L'objectif du Mali est de manager efficacement les contenus de ses administrations en toute indépendance, sans recourir forcément aux systèmes informatiques et aux suites logicielles que les firmes américaines ou asiatiques proposent déjà clefs en main.

Cette notion de souveraineté numérique est, par ailleurs, devenue une tendance de fond dans tous les pays du continent avec la mise en place d'une administration électronique globale capable de gérer différents ministères et d'offrir de nombreux services en ligne aux citoyens.

Une administration dématérialisée en milieu urbain qui s'appuie sur des infrastructures Internet pérennes et les serveurs de données distants du « cloud computing » selon le terme anglais ou de l'informatique « en nuage » en français. Rappelons que ces centres de données forment un véritable réseau planétaire dans lequel la puissance de calcul et le stockage des informations se mélangent et dont l'accès pour les usagers est assuré à l'aide d'une liaison Internet sécurisée.

Une entreprise française

La mise en place d'un numérique souverain au Mali a été réalisée par une entreprise française. Le choix de l'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes s'est porté sur les solutions numériques « open source » de la société française CEO-Vision technologies.

Les logiciels qu'elle développe permettent de gérer des documents, de dématérialiser les applications métiers et les tâches professionnelles des utilisateurs, de centraliser les discussions, d'effectuer des webconférences au bureau ou en télétravail. L'avantage d'employer des systèmes basés sur « l'open source » est « d'unifier un ensemble de suites logicielles bureautiques sur un seul portail en ligne collaboratif », nous précise Christopher Potter, le président de CEO-Vision technologies.

« En ce qui concerne le Mali, explique-t-il, il fallait aussi numériser énormément de documents qui n'existaient qu'au format papier. Mais l'objectif était de proposer une alternative aux suites logicielles propriétaires américaines. Le système de portail collaboratif développé uniquement avec des logiciels « Open Source » est très facile d'utilisation. Les usagers peuvent chatter avec leurs collègues, créer de nouvelles tâches spécifiques et même effectuer une signature électronique certifiée de documents qui ont été publiés. C'est vraiment une plateforme collaborative complète et unifiée qui est dans l'air du temps, permettant de sécuriser l'ensemble des données d'un ministère ou d'une entreprise et de contrôler l'accès aux informations, de savoir qui consulte les données légalement ou illégalement en cas de piratage, par exemple. Le Mali comme bien d'autres pays d'Afrique affiche cette volonté de transformation numérique qui est déjà bien avancée sur tout le continent »

Quête de souveraineté numérique sur tout le continent



La plupart des acteurs gouvernementaux africains cherchent ainsi à faire évoluer rapidement leurs pays respectifs vers le tout numérique. La tendance serait de remplacer la multitude des programmes des firmes américaines qui dominent actuellement le marché de la Tech en Afrique par des solutions numériques sur-mesure.

Cette quête d'une souveraineté numérique qui s'installe durablement en Afrique est motivée par le souci de la confidentialité des données stratégiques des secteurs publics comme privées touchant au développement économique du continent.

Afrique de l'Ouest: Le Mali en quête de souveraineté numérique

L'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes met en place un portail documentaire collaboratif pour ses employés et dématérialise entièrement son processus courrier qui sera désormais géré par des logiciels Open Source.

L'objectif du Mali est de manager efficacement les contenus de ses administrations en toute indépendance, sans recourir forcément aux systèmes informatiques et aux suites logicielles que les firmes américaines ou asiatiques proposent déjà clefs en main.

Cette notion de souveraineté numérique est, par ailleurs, devenue une tendance de fond dans tous les pays du continent avec la mise en place d'une administration électronique globale capable de gérer différents ministères et d'offrir de nombreux services en ligne aux citoyens.

Une administration dématérialisée en milieu urbain qui s'appuie sur des infrastructures Internet pérennes et les serveurs de données distants du « cloud computing » selon le terme anglais ou de l'informatique « en nuage » en français. Rappelons que ces centres de données forgent un véritable réseau planétaire dans lequel la puissance de calcul et le stockage des informations se mélangent et dont l'accès pour les usagers est assuré à l'aide une liaison Internet sécurisée.

Une entreprise française

La mise en place d'un numérique souverain au Mali a été réalisée par une entreprise française. Le choix de l'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes s'est porté sur les solutions numériques « open source » de la société française CEO-Vision technologies.

Les logiciels qu'elle développe permettent de gérer des documents, de dématérialiser les applications métiers et les tâches professionnelles des utilisateurs, de centraliser les discussions, d'effectuer des webconférences au bureau ou en télétravail. L'avantage d'employer des systèmes basés sur « l'open source » est « d'unifier un ensemble de suites logicielles bureautiques sur un seul portail en ligne collaboratif », nous précise Christopher Potter, le président de CEO-Vision technologies.

« En ce qui concerne le Mali, explique-t-il, il fallait aussi numériser énormément de documents qui n'existaient qu'au format papier. Mais l'objectif était de proposer une alternative aux suites logicielles propriétaires américaines. Le système de portail collaboratif développé uniquement avec des logiciels « Open Source » est très facile d'utilisation. Les usagers peuvent tchater avec leurs collègues, créer de nouvelles tâches spécifiques et même effectuer une signature électronique certifiée de documents qui ont été publiés. C'est vraiment une plateforme collaborative complète et unifiée qui est dans l'air du temps, permettant de sécuriser l'ensemble des données d'un ministère ou d'une entreprise et de contrôler l'accès aux informations, de savoir qui consulte les données légalement ou illégalement en cas de piratage, par exemple. Le Mali comme bien d'autres pays d'Afrique affiche cette volonté de transformation numérique qui est déjà bien avancée sur tout le continent »

Quête de souveraineté numérique sur tout le continent



La plupart des acteurs gouvernementaux africains cherchent ainsi à faire évoluer rapidement leurs pays respectifs vers le tout numérique. La tendance serait de remplacer la multitude des programmes des firmes américaines qui dominent actuellement le marché de la Tech en Afrique par des solutions numériques sur-mesure.

Cette quête d'une souveraineté numérique qui s'installe durablement en Afrique est motivée par le souci de la confidentialité des données stratégiques des secteurs publics comme privées touchant au développement économique du continent.

Monde Le Mali en quête de souveraineté numérique



© REUTERS - Kacper Pempel Les pays africains s'engagent dans une quête de souveraineté numérique.

L'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes met en place un portail documentaire collaboratif pour ses employés et dématérialise entièrement son processus courrier qui sera désormais géré par des logiciels Open Source.

L'objectif du Mali est de manager efficacement les contenus de ses administrations en toute indépendance, sans recourir forcément aux systèmes informatiques et aux suites logicielles que les firmes américaines ou asiatiques proposent déjà clefs en main.

Cette notion de souveraineté numérique est, par ailleurs, devenue une tendance de fond dans tous les pays du continent avec la mise en place d'une administration électronique globale capable de gérer différents ministères et d'offrir de nombreux services en ligne aux citoyens.

Une administration dématérialisée en milieu urbain qui s'appuie sur des infrastructures Internet pérennes et les serveurs de données distants du « *cloud computing* » selon le terme anglais ou de l'informatique « en nuage » en français. Rappelons que ces centres de données forgent un véritable réseau planétaire dans lequel la puissance de calcul et le stockage des informations se mélangent et dont l'accès pour les usagers est assuré à l'aide une liaison Internet sécurisée.

Une entreprise française

La mise en place d'un numérique souverain au Mali a été réalisée par une entreprise française. Le choix de **l'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes** s'est porté sur les solutions numériques « *open source* » de la société française **CEO-Vision technologies**.

Les logiciels qu'elle développe permettent de gérer des documents, de dématérialiser les applications métiers et les tâches professionnelles des utilisateurs, de centraliser les discussions, d'effectuer des webconférences au bureau ou en télétravail. L'avantage d'employer des systèmes basés sur « *l'open source* » est « *d'unifier un ensemble de suites logicielles bureautiques sur un seul portail en ligne collaboratif* », nous précise Christopher Potter, le président de **CEO-Vision technologies**.



[Visualiser l'article](#)

« En ce qui concerne le Mali , explique-t-il, i l fallait aussi numériser énormément de documents qui n'existaient qu'au format papier. Mais l'objectif était de proposer une alternative aux suites logicielles propriétaires américaines. Le système de portail collaboratif développé uniquement avec des logiciels « Open Source » est très facile d'utilisation. Les usagers peuvent tchater avec leurs collègues, créer de nouvelles tâches spécifiques et même effectuer une signature électronique certifiée de documents qui ont été publiés. C'est vraiment une plateforme collaborative complète et unifiée qui est dans l'air du temps, permettant de sécuriser l'ensemble des données d'un ministère ou d'une entreprise et de contrôler l'accès aux informations, de savoir qui consulte les données légalement ou illégalement en cas de piratage, par exemple. Le Mali comme bien d'autres pays d'Afrique affiche cette volonté de transformation numérique qui est déjà bien avancée sur tout le continent »

Quête de souveraineté numérique sur tout le continent

La plupart des acteurs gouvernementaux africains cherchent ainsi à faire évoluer rapidement leurs pays respectifs vers le tout numérique. La tendance serait de remplacer la multitude des programmes des firmes américaines qui dominent actuellement le marché de la Tech en Afrique par des solutions numériques sur-mesure.

Cette quête d'une souveraineté numérique qui s'installe durablement en Afrique est motivée par le souci de la confidentialité des données stratégiques des secteurs publics comme privées touchant au développement économique du continent.

Le Mali en quête de souveraineté numérique



© REUTERS - Kacper Pempel Les pays africains s'engagent dans une quête de souveraineté numérique.

L'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes met en place un portail documentaire collaboratif pour ses employés et dématérialise entièrement son processus courrier qui sera désormais géré par des logiciels Open Source.

L'objectif du Mali est de manager efficacement les contenus de ses administrations en toute indépendance, sans recourir forcément aux systèmes informatiques et aux suites logicielles que les firmes américaines ou asiatiques proposent déjà clefs en main.

Cette notion de souveraineté numérique est, par ailleurs, devenue une tendance de fond dans tous les pays du continent avec la mise en place d'une administration électronique globale capable de gérer différents ministères et d'offrir de nombreux services en ligne aux citoyens.

Une administration dématérialisée en milieu urbain qui s'appuie sur des infrastructures Internet pérennes et les serveurs de données distants du « *cloud computing* » selon le terme anglais ou de l'informatique « en nuage » en français. Rappelons que ces centres de données forgent un véritable réseau planétaire dans lequel la puissance de calcul et le stockage des informations se mélangent et dont l'accès pour les usagers est assuré à l'aide une liaison Internet sécurisée.

Une entreprise française



[Visualiser l'article](#)

La mise en place d'un numérique souverain au Mali a été réalisée par une entreprise française. Le choix de **l'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes** s'est porté sur les solutions numériques « *open source* » de la société française CEO-Vision technologies.

Les logiciels qu'elle développe permettent de gérer des documents, de dématérialiser les applications métiers et les tâches professionnelles des utilisateurs, de centraliser les discussions, d'effectuer des webconférences au bureau ou en télétravail. L'avantage d'employer des systèmes basés sur « *l'open source* » est « *d'unifier un ensemble de suites logicielles bureautiques sur un seul portail en ligne collaboratif* », nous précise Christopher Potter, le président de **CEO-Vision technologies**.

« *En ce qui concerne le Mali*, explique-t-il, *il fallait aussi numériser énormément de documents qui n'existaient qu'au format papier. Mais l'objectif était de proposer une alternative aux suites logicielles propriétaires américaines. Le système de portail collaboratif développé uniquement avec des logiciels « Open Source » est très facile d'utilisation. Les usagers peuvent tchater avec leurs collègues, créer de nouvelles tâches spécifiques et même effectuer une signature électronique certifiée de documents qui ont été publiés. C'est vraiment une plateforme collaborative complète et unifiée qui est dans l'air du temps, permettant de sécuriser l'ensemble des données d'un ministère ou d'une entreprise et de contrôler l'accès aux informations, de savoir qui consulte les données légalement ou illégalement en cas de piratage, par exemple. Le Mali comme bien d'autres pays d'Afrique affiche cette volonté de transformation numérique qui est déjà bien avancée sur tout le continent* »

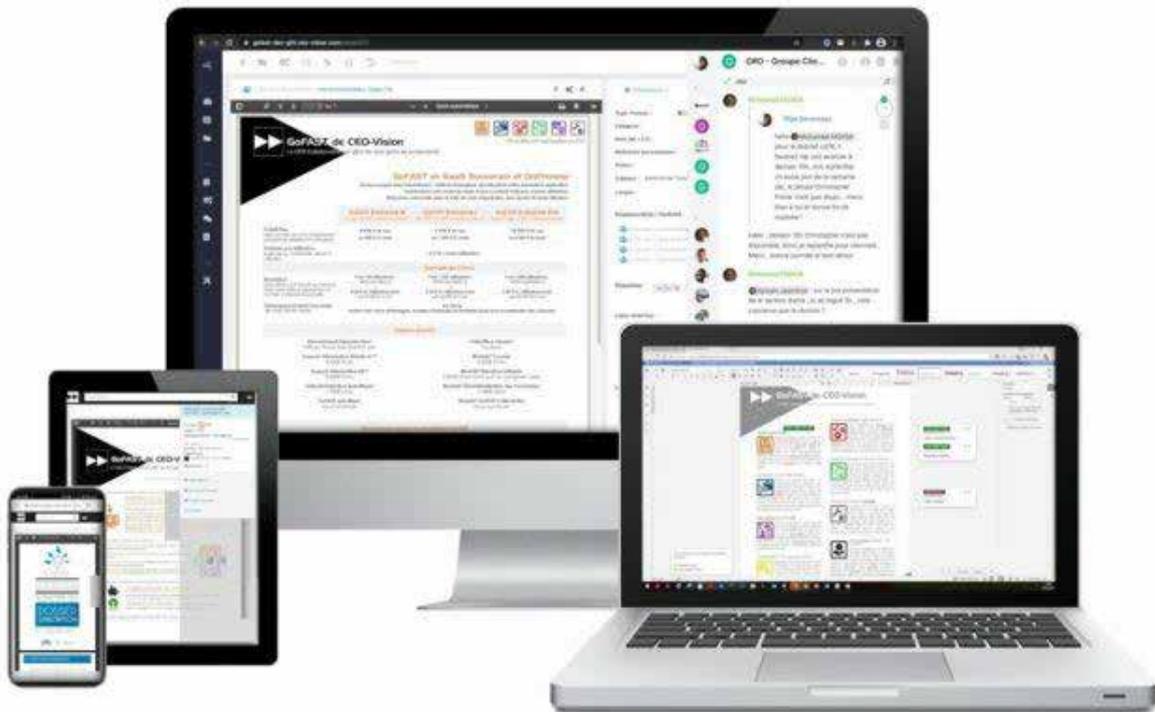
Quête de souveraineté numérique sur tout le continent

La plupart des acteurs gouvernementaux africains cherchent ainsi à faire évoluer rapidement leurs pays respectifs vers le tout numérique. La tendance serait de remplacer la multitude des programmes des firmes américaines qui dominent actuellement le marché de la Tech en Afrique par des solutions numériques sur-mesure.

Cette quête d'une souveraineté numérique qui s'installe durablement en Afrique est motivée par le souci de la confidentialité des données stratégiques des secteurs publics comme privées touchant au développement économique du continent.



Le Mali en quête de souveraineté numérique



L'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes met en place un portail documentaire collaboratif pour ses employés et dématérialise entièrement son processus courrier qui sera désormais géré par des logiciels Open Source.

L'objectif du Mali est de manager efficacement les contenus de ses administrations en toute indépendance, sans recourir forcément aux systèmes informatiques et aux suites logicielles que les firmes américaines ou asiatiques proposent déjà clefs en main. Cette notion de souveraineté numérique est, par ailleurs, devenue une tendance de fond dans tous les pays du continent avec la mise en place d'une administration électronique globale capable de gérer différents ministères et d'offrir de nombreux services en ligne aux citoyens. Une administration dématérialisée en milieu urbain qui s'appuie sur des infrastructures Internet pérennes et les serveurs de données distants du « cloud computing » selon le terme anglais ou de l'informatique « en nuage » en français. Rappelons que ces centres de données forment un véritable réseau planétaire dans lequel la puissance de calcul et le stockage des informations se mélangent et dont l'accès pour les usagers est assuré à l'aide une liaison Internet sécurisée. Une entreprise française La mise en place d'un numérique souverain au Mali a été réalisée par une entreprise française. Le choix de l'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes s'est porté sur les solutions numériques « open source » de la société française CEO-Vision technologies. Les logiciels qu'elle développe permettent de gérer des documents, de dématérialiser les applications métiers et les tâches professionnelles des utilisateurs, de centraliser les discussions, d'effectuer des webconférences au bureau ou en télétravail. L'avantage d'employer des systèmes basés sur « l'open source » est « d'unifier un ensemble de suites logicielles bureautiques sur un seul portail en ligne collaboratif », nous précise Christopher Potter, le président de CEO-Vision technologies. « En ce qui concerne le Mali, explique-t-il, il fallait aussi numériser énormément de documents qui n'existaient qu'au

kewoulo.info
Pays : Sénégal
Dynamisme : 12



[Visualiser l'article](#)

format papier. Mais l'objectif était de proposer une alternative aux suites logicielles propriétaires américaines. Le système de portail collaboratif développé uniquement avec des logiciels « Open Source » est très facile d'utilisation. Les usagers peuvent tchater avec leurs collègues, créer de nouvelles tâches spécifiques et même effectuer une signature électronique certifiée de documents qui ont été publiés. C'est vraiment une plateforme collaborative complète et unifiée qui est dans l'air du temps, permettant de sécuriser l'ensemble des données d'un ministère ou d'une entreprise et de contrôler l'accès aux informations, de savoir qui consulte les données légalement ou illégalement en cas de piratage, par exemple. Le Mali comme bien d'autres pays d'Afrique affiche cette volonté de transformation numérique qui est déjà bien avancée sur tout le continent » Quête de souveraineté numérique sur tout le continent La plupart des acteurs gouvernementaux africains cherchent ainsi à faire évoluer rapidement leurs pays respectifs vers le tout numérique. La tendance serait de remplacer la multitude des programmes des firmes américaines qui dominent actuellement le marché de la Tech en Afrique par des solutions numériques sur-mesure. Cette quête d'une souveraineté numérique qui s'installe durablement en Afrique est motivée par le souci de la confidentialité des données stratégiques des secteurs publics comme privées touchant au développement économique du continent.

iframe : redir.opoint.com

source rfi

Digital Workplace made-in-France : Quand David concurrence Goliath !

A qui s'adresse GoFAST ?

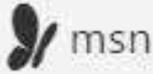
En moins de 10 ans, la plateforme GoFAST a été déployée par des grands comptes, des ETI, des Administrations, dont des Collectivités et Ministères. Notre premier client a été Botanic, et c'est à partir de 2015 que nous nous sommes tournés vers le marché public, démarrant avec l'Agence Fédérale Belge Enabel, l'AIFE (Ministère des Finances), la Région Occitanie, etc. Ces structures ont rapidement compris l'intérêt de l'Open Source, véritable clé de la souveraineté. Toutefois, GoFAST traite des problématiques de dématérialisation, de télétravail, de collaboration, etc. tellement répandues, que la plateforme convient à tout type d'organisation, tous secteurs confondus.



© SCRIBEO Digital Workplace made-in-France : Quand David concurrence Goliath !

A quoi sert GoFAST Digital Workplace ?

Avec GoFAST il est désormais possible de fédérer le travail collaboratif documentaire du modèle à la e-signature, dans un environnement digital unifié, au bureau, en télétravail ou en mobilité. La solution répond à de très nombreux cas d'usages, avec le partage et la gestion des documents, la coédition bureautique, les tâches et processus, la signature électronique, la webconférence et des salons de discussions (chat), etc.



www.msn.com

Pays : France

Dynamisme : 1128

[Visualiser l'article](#)

Pour maintenir leur activité pendant la crise du Covid, de nombreuses entreprises ont acquis des logiciels hétéroclites. Or aujourd'hui, elles se retrouvent avec un millefeuille d'applications qui communiquent peu ou mal entre elles. GoFAST permet d'en finir avec ces "silos" d'informations, les doublons, les erreurs de versions et pertes de temps.

Il y a de plus en plus de solutions collaboratives... en quoi GoFAST est-elle différente ?

Nous avons un concept innovant "Document-Centric" : le document est au cœur du collaboratif et non plus "à côté". Cela peut sembler évident, mais aucune solution du marché n'est aussi intégrée. Un travail conséquent est nécessaire pour offrir une interface simple et rapide à prendre en main avec une telle richesse fonctionnelle. Nous y arrivons notamment grâce à notre proximité avec les utilisateurs.

GoFAST est la symbiose des technologies Open Source les plus reconnues pour leur fiabilité et pérennité, avec par-dessus plus de 7000 jour-hommes de R&D. C'est une solution éprouvée, suivant des standards technologiques et avec d'importantes communautés. La licence Open Source permet une indépendance vis-à-vis des éditeurs, la possibilité d'auditer le code, de conserver la solution même si le contrat de maintenance est rompu, etc.

Notre modèle nous permet de proposer des services de très haute qualité à des tarifs extrêmement compétitifs. Chaque client dispose de sa plateforme dédiée, mais bénéficie des services qu'on ne retrouve normalement que dans les offres "Cloud SaaS mutualisées".

Par exemple, après avoir "verrouillé" ses clients dans son "Cloud Office365", Microsoft annonce une hausse de près de 20% de ses tarifs dès mars 2022. A titre de comparaison, pour 1500 utilisateurs, l'abonnement GoFAST est à partir de 2,60€/utilisateur/mois, permettant d'économiser jusqu'à 296 000€ sur 3 ans face à "Office365 E1".

Ransomwares , RGPD, souveraineté ... La sécurité des données est cruciale. Comment CEO-Vision assure cette protection ?

La sécurité est un vaste sujet car il s'agit à la fois d'une question technologique, mais aussi de bonnes pratiques. Notre plateforme est plus sûre que les moyens traditionnels de partage de documents et permet d'éviter les fuites. Nous faisons régulièrement des tests d'intrusion et garantissons toutes les mises à jour sécurité des composants. Certains de nos clients traitent des données sensibles, il est donc primordial de leur assurer une sécurité optimale.

La solution GoFAST est "Cloud Act free" contrairement aux GAFAM : notre capital est 100% français et GoFAST est hébergé soit "On-premise", c'est-à-dire dans l'infrastructure du client, soit chez un partenaire en France ou en Europe. Pour rappel, le Cloud Act est une loi extraterritoriale qui autorise un juge US à réquisitionner des données dans le cadre d'une enquête pour "crime grave", le périmètre n'étant pas clairement défini.

La DINUM vient justement de publier une note "Cloud au Centre et offre Office365" qui rappelle l'interdiction pour les Ministères de migrer sur le Cloud de Microsoft, car non conforme à la circulaire du Premier Ministre "Cloud au Centre" 6282/SG du 5 juillet 2021.



www.msn.com

Pays : France

Dynamisme : 1128



[Visualiser l'article](#)

Nous avons également une Offre "SecNumCloud" avec 3DS Outscale de Dassault Systèmes. Il s'agit d'une certification de l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information) pour le secteur public.

En un mot, GoFAST donne la possibilité de recouvrer sa souveraineté numérique avec un très haut niveau de confidentialité des données.

Quels sont les enjeux pour les années à venir ?

La concurrence se résume à la position hégémonique des GAFAM, de plus en plus contestée. Nous comptons bien devenir un acteur majeur de la transformation numérique en France, mais également à l'international, y compris partir à la conquête du marché américain. Avec la solution GoFAST, nous avons déjà les moyens de nos ambitions ! Nous sommes parmi les 70% des éditeurs à s'autofinancer et avons une croissance annuelle de près de 50%. Nos plus grandes préoccupations aujourd'hui tournent autour des recrutements. Dans les années à venir nous accélérerons le financement (nouvelle levée de fonds, introduction en bourse, ...) pour accélérer la croissance.

Ce contenu a été réalisé avec SCRIBEO. La rédaction de BFMBUSINESS n'a pas participé à la réalisation de ce contenu.

Le Mali en quête de souveraineté numérique



Les pays africains s'engagent dans une quête de souveraineté numérique. REUTERS - Kacper Pempel

L'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes met en place un portail documentaire collaboratif pour ses employés et dématérialise entièrement son processus courrier qui sera désormais géré par des logiciels Open Source.

L'objectif du Mali est de manager efficacement les contenus de ses administrations en toute indépendance, sans recourir forcément aux systèmes informatiques et aux suites logicielles que les firmes américaines ou asiatiques proposent déjà clefs en main.

Cette notion de souveraineté numérique est, par ailleurs, devenue une tendance de fond dans tous les pays du continent avec la mise en place d'une administration électronique globale capable de gérer différents ministères et d'offrir de nombreux services en ligne aux citoyens.

Une administration dématérialisée en milieu urbain qui s'appuie sur des infrastructures Internet pérennes et les serveurs de données distants du « *cloud computing* » selon le terme anglais ou de l'informatique « en nuage » en français. Rappelons que ces centres de données forgent un véritable réseau planétaire dans lequel la puissance de calcul et le stockage des informations se mélangent et dont l'accès pour les usagers est assuré à l'aide une liaison Internet sécurisée.



Publicité

iframe :

Une entreprise française

La mise en place d'un numérique souverain au Mali a été réalisée par une entreprise française. Le choix de **L'Autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes** s'est porté sur les solutions numériques « *open source* » de la société française CEO-Vision technologies.

Les logiciels qu'elle développe permettent de gérer des documents, de dématérialiser les applications métiers et les tâches professionnelles des utilisateurs, de centraliser les discussions, d'effectuer des webconférences au bureau ou en télétravail. L'avantage d'employer des systèmes basés sur « *l'open source* » est « *d'unifier un ensemble de suites logicielles bureautiques sur un seul portail en ligne collaboratif* », nous précise Christopher Potter, le président de **CEO-Vision technologies** .

« *En ce qui concerne le Mali* , explique-t-il, *i* *l* *fallait aussi numériser énormément de documents qui n'existaient qu'au format papier. Mais l'objectif était de proposer une alternative aux suites logicielles propriétaires américaines. Le système de portail collaboratif développé uniquement avec des logiciels « Open Source » est très facile d'utilisation. Les usagers peuvent tchater avec leurs collègues, créer de nouvelles tâches spécifiques et même effectuer une signature électronique certifiée de documents qui ont été publiés. C'est vraiment une plateforme collaborative complète et unifiée qui est dans l'air du temps, permettant de sécuriser l'ensemble des données d'un ministère ou d'une entreprise et de contrôler l'accès aux informations, de savoir qui consulte les données légalement ou illégalement en cas de piratage, par exemple. Le Mali comme bien d'autres pays d'Afrique affiche cette volonté de transformation numérique qui est déjà bien avancée sur tout le continent »*

Quête de souveraineté numérique sur tout le continent

La plupart des acteurs gouvernementaux africains cherchent ainsi à faire évoluer rapidement leurs pays respectifs vers le tout numérique. La tendance serait de remplacer la multitude des programmes des firmes américaines qui dominent actuellement le marché de la Tech en Afrique par des solutions numériques sur-mesure.

Cette quête d'une souveraineté numérique qui s'installe durablement en Afrique est motivée par le souci de la confidentialité des données stratégiques des secteurs publics comme privées touchant au développement économique du continent.

Digital Workplace made-in-France : Quand David concurrence Goliath !



Dans un monde où la digitalisation rime avec compétitivité, il est indispensable de revoir ses méthodes de travail. Le bon vieux couple "serveur de fichiers et emails" n'est plus en mesure de répondre aux nouveaux usages, accélérés par la crise sanitaire. Dans leur démarche de transformation digitale, les entreprises s'équipent d'outils en tout genre, parfois sans réelle efficacité. Les mastodontes américains se partagent le marché, mais à quelles conditions ? Manque de souveraineté et de contrôle des données, prix exorbitants, supports indisponibles... Créée en 2011, l'éditeur français CEO-Vision a conçu la plateforme de travail collaboratif GoFAST, avec une approche unique qui a conquis des références exigeantes. Christopher Potter, ancien DSI des plateformes de bourse en ligne du Crédit Agricole et président-fondateur de CEO-Vision, présente la stratégie de la société qui se positionne face à Office365-SharePoint-Teams !

A qui s'adresse GoFAST ?

En moins de 10 ans, la plateforme GoFAST a été déployée par des grands comptes, des ETI, des Administrations, dont des Collectivités et Ministères. Notre premier client a été Botanic, et c'est à partir de 2015 que nous nous sommes tournés vers le marché public, démarrant avec l'Agence Fédérale Belge Enabel, l'AIFE (Ministère des Finances), la Région Occitanie, etc. Ces structures ont rapidement compris l'intérêt de l'Open Source, véritable clé de la souveraineté. Toutefois, GoFAST traite des problématiques de dématérialisation, de télétravail, de collaboration, etc. tellement répandues, que la plateforme convient à tout type d'organisation, tous secteurs confondus.

A quoi sert GoFAST Digital Workplace ?



Avec GoFAST il est désormais possible de fédérer le travail collaboratif documentaire du modèle à la e-signature, dans un environnement digital unifié, au bureau, en télétravail ou en mobilité. La solution répond à de très nombreux cas d'usages, avec le partage et la gestion des documents, la coédition bureautique, les tâches et processus, la signature électronique, la webconférence et des salons de discussions (chat), etc.

Pour maintenir leur activité pendant la crise du Covid, de nombreuses entreprises ont acquis des logiciels hétéroclites. Or aujourd'hui, elles se retrouvent avec un millefeuille d'applications qui communiquent peu ou mal entre elles. GoFAST permet d'en finir avec ces "silos" d'informations, les doublons, les erreurs de versions et pertes de temps.

Il y a de plus en plus de solutions collaboratives... en quoi GoFAST est-elle différente ?

Nous avons un concept innovant "Document-Centric" : le document est au cœur du collaboratif et non plus "à côté". Cela peut sembler évident, mais aucune solution du marché n'est aussi intégrée. Un travail conséquent est nécessaire pour offrir une interface simple et rapide à prendre en main avec une telle richesse fonctionnelle. Nous y arrivons notamment grâce à notre proximité avec les utilisateurs.

GoFAST est la symbiose des technologies Open Source les plus reconnues pour leur fiabilité et pérennité, avec par-dessus plus de 7000 jour-hommes de R&D. C'est une solution éprouvée, suivant des standards technologiques et avec d'importantes communautés. La licence Open Source permet une indépendance vis-à-vis des éditeurs, la possibilité d'auditer le code, de conserver la solution même si le contrat de maintenance est rompu, etc.

Notre modèle nous permet de proposer des services de très haute qualité à des tarifs extrêmement compétitifs. Chaque client dispose de sa plateforme dédiée, mais bénéficie des services qu'on ne retrouve normalement que dans les offres "Cloud SaaS mutualisées".

Par exemple, après avoir "verrouillé" ses clients dans son "Cloud Office365", Microsoft annonce une hausse de près de 20% de ses tarifs dès mars 2022. A titre de comparaison, pour 1500 utilisateurs, l'abonnement GoFAST est à partir de 2,60€/utilisateur/mois, permettant d'économiser jusqu'à 296 000€ sur 3 ans face à "Office365 E1".

Ransomwares , RGPD, souveraineté ... La sécurité des données est cruciale. Comment **CEO-Vision** assure cette protection ?

La sécurité est un vaste sujet car il s'agit à la fois d'une question technologique, mais aussi de bonnes pratiques. Notre plateforme est plus sûre que les moyens traditionnels de partage de documents et permet d'éviter les fuites. Nous faisons régulièrement des tests d'intrusion et garantissons toutes les mises à jour sécurité des composants. Certains de nos clients traitent des données sensibles, il est donc primordial de leur assurer une sécurité optimale.

La solution GoFAST est "Cloud Act free" contrairement aux GAFAM : notre capital est 100% français et GoFAST est hébergé soit "On-premise", c'est-à-dire dans l'infrastructure du client, soit chez un partenaire en France ou en Europe. Pour rappel, le Cloud Act est une loi extraterritoriale qui autorise un juge US à réquisitionner des données dans le cadre d'une enquête pour "crime grave", le périmètre n'étant pas clairement défini.

[Visualiser l'article](#)

La DINUM vient justement de publier une note "Cloud au Centre et offre Office365" qui rappelle l'interdiction pour les Ministères de migrer sur le Cloud de Microsoft, car non conforme à la circulaire du Premier Ministre "Cloud au Centre" 6282/SG du 5 juillet 2021.

Nous avons également une Offre "SecNumCloud" avec 3DS Outscale de Dassault Systèmes. Il s'agit d'une certification de l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information) pour le secteur public.

En un mot, GoFAST donne la possibilité de recouvrer sa souveraineté numérique avec un très haut niveau de confidentialité des données.

Quels sont les enjeux pour les années à venir ?

La concurrence se résume à la position hégémonique des GAFAM, de plus en plus contestée. Nous comptons bien devenir un acteur majeur de la transformation numérique en France, mais également à l'international, y compris partir à la conquête du marché américain. Avec la solution GoFAST, nous avons déjà les moyens de nos ambitions ! Nous sommes parmi les 70% des éditeurs à s'autofinancer et avons une croissance annuelle de près de 50%. Nos plus grandes préoccupations aujourd'hui tournent autour des recrutements. Dans les années à venir nous accélérerons le financement (nouvelle levée de fonds, introduction en bourse, ...) pour accélérer la croissance.



[outils]

des digital workspaces adaptés pour une digital workplace adoptée

Dans les locaux d'une organisation, chacun dispose généralement d'espaces de travail qui répondent à ses besoins professionnels. Mais qu'en est-il de l'espace numérique ? Comment faire pour qu'une digital workplace devienne un environnement de travail qui soutienne les activités de chacun de ses membres à l'aide d'espaces idoines ? Les experts livrent leurs conseils.

Que feriez-vous d'un smartphone qui vous ne vous proposerait que des applications boursières ou de domotique, alors que vous souhaitez surtout communiquer avec vos proches et ne disposez ni d'un portefeuille boursier, ni de matériel connecté ? Vous ne l'utiliseriez sans doute pas ou alors vous vous tourneriez vers des applications alternatives, quitte à ouvrir une faille de sécurité. « On pourrait comparer la digital workplace à votre téléphone portable », expliquait Aline Habert, consultante senior chez Serda Conseil lors du webinar organisé par Serda-Archimag en juillet 2020, « Les cinq clés pour réussir sa digital workplace » : « C'est depuis votre smartphone que vous pouvez accéder à toutes les applications dont vous avez besoin au quotidien, pour consulter la météo ou envoyer des messages, par exemple.

Pour la digital workplace, c'est pareil : son environnement unifié vous permet d'accéder à un catalogue de workspaces qui sont des espaces de travail, des applications ou des fonctionnalités dont vous avez besoin pour travailler ».

Mais alors comment faire pour que les différentes briques — les workspaces — d'une digital workplace correspondent parfaitement aux besoins fonctionnels, aux usages et aux activités métier des différents utilisateurs ? Et ce afin que la plateforme remporte l'adhésion de tous et pour éviter que certains n'utilisent des applications ou des outils grand public ou personnels à des fins professionnelles, sans validation de la direction informatique (ce qu'on appelle le « shadow IT ») ?

un outil centré sur l'utilisateur

« Installer MS 365 ou Google Workspace ou une autre solution embarquant des outils collaboratifs et de partage ne suffit pas », confirmait Serda Conseil dans le supplément d'Archimag « Digital workplace : conseils et solutions pour l'adopter » : « La digital workplace doit rester centrée sur l'utilisateur, ses besoins et ses attentes du quotidien, en fonction de son activité, de son métier, de son profil, de son niveau hiérarchique et même des moments de sa journée ». Que l'on soit chef de projet, assistant, manager, directeur financier, les besoins fonctionnels ne sont pas les mêmes.

Avant toute chose, il convient de bien distinguer le besoin utilisateur, avec une ergonomie la plus simple et accessible possible, constituée de repaires dont il a l'habitude, du besoin de l'organisation ou de l'équipe, selon les processus et usages métier, même formels. Ce que

confirme Olga Dernovaya, responsable projets et gestion du changement chez CEO Vision qui propose la solution de digital workplace GoFast : « L'un ne va pas sans l'autre si l'on veut réussir le projet ! À trop vouloir faire plaisir à un utilisateur, on risque d'en décevoir 90 %. De plus, tout ce qui est trop spécifique entraîne des coûts extrêmement importants et souvent peu justifiés ».

de l'individuel au collectif

La démarche est la même chez Exo Platform qui propose la digital workplace open source du même nom : « Le premier axe consiste en la définition des archétypes d'utilisateurs ou personas », expliquent Morgan Argondicco et Samuel Renault, respectivement chef de projet et consultant chez eXo Platform ; « en effet, les usages ne sont pas individuels, mais plutôt similaires pour un groupe d'utilisateurs (un métier, une fonction) ». Pour chaque persona, Exo Platform dresse avec l'équipe projet l'apport de valeur escompté, les objectifs et les parcours d'usages principaux. En évitant de penser fonctionnalités et en préférant la notion d'usage, afin de faciliter l'intégration de la plateforme dans le quotidien de travail des utilisateurs. « Le second axe repose sur la personnalisation de l'expérience utilisateur », poursuivent Morgan Argondicco et Samuel Renault ; « ainsi chaque usager dispose des informations pertinentes qui le concernent (documents de travail, tâches à réaliser, événements d'équipe, actualités, etc.) ». Jalios, qui propose la solution Jalios Workplace, recommande de son côté une personnalisation à trois niveaux : à l'échelle de l'organisation, des équipes et au niveau individuel. « Prenons par



exemple le lanceur d'applications», explique Vincent Bouthors, le PDG de Jalios; «au niveau de l'organisation, on va répertorier l'ensemble des applications connues dans un catalogue. Puis on va pouvoir restreindre les droits d'accès et de visibilité de ces applications au niveau d'une équipe ou d'un département et définir un lanceur d'applications par défaut. Enfin, au niveau individuel, chacun peut organiser ses applications en onglets et dans l'ordre qui lui convient le mieux, comme sur son téléphone». Selon l'éditeur, c'est cette logique appliquée à l'ensemble des composants de la Digital Workplace (page d'accueil, bureau virtuel, flux d'activité, portail RH, communautés, etc.) qui va permettre de répondre aux besoins de chaque utilisateur.

gouvernance dédiée

Sur le terrain, cette écoute des besoins de chaque utilisateur et équipe passe donc par l'organisation d'une gouvernance dédiée. Il est nécessaire de s'entourer des bonnes personnes pour couvrir tout le spectre fonctionnel et technique que représente une telle solution, de la DSI aux instances de direction et d'arbitrage, en passant par des référents métier et des représentants RH et juridiques.

Sur ce sujet, chaque éditeur dispose de sa propre méthodologie, en cohérence avec sa plateforme. «Le meilleur allié pour déterminer le périmètre fonctionnel est de s'appuyer sur les opérationnels, qui donnent les usages, et la stratégie de l'entreprise, qui donne la direction», explique Alain Garnier, président de Jamespot qui propose la solution Smart Place. «Au démarrage d'un projet, nous lançons un "appel aux problématiques prioritaires" auprès des directions métier, mais toujours dans le cadre d'un pilotage mené par la DSI», explique Olga Dernovaya, de CEO Vision; «avec chaque direction, nous menons des ateliers dont les objectifs sont de comprendre leur contexte de travail actuel et les outils utilisés, ce qui va et ne va pas dans leur façon de travailler à ce jour, de proposer des solutions à leurs problé-



Transposer les espaces de travail et de collaboration physiques en workspaces numériques adaptés ne s'improvise pas. Pourtant, c'est la clé pour bénéficier d'une digital workplace qui réponde aux besoins de chacun.

matiques, et enfin de valider l'efficacité des solutions mises en place».

De son côté, afin d'éviter les longues périodes d'analyse préalable des besoins — il peut parfois s'écouler dix-huit mois entre les premières actions et l'ouverture de la plateforme —, Exo Platform préconise de passer par une phase d'expérimentation pour une utilisation réelle de l'outil, en se concentrant sur les usages clés et une population représentative : «L'analyse de cette phase permet d'éprouver les besoins, les éventuelles difficultés d'appropriation et les inévitables résistances», expliquent Morgan Argondicco et Samuel Renault; «l'expérimentation permet d'identifier la réalité de terrain, de confronter la digital workplace aux procédures existantes et toutes les pratiques moins officielles».

du « shadow IT » à « l'alternative IT »

En matière de pratiques «non officielles», Alain Garnier, de Jamespot, est catégorique : «Pas de fausse pudeur à regarder ce qui marche dans le shadow IT, qui est aussi un terreau d'expérimentation», recommande-t-il. «Ce qui compte vraiment, c'est de ne pas ramener toutes les questions et usages à un outil unique standard car cela appauvrit l'expérience utilisateur».

Même son de cloche chez Jalios qui

recommande justement d'intégrer les shadow IT dans une politique de sécurité : «Vouloir l'interdire, c'est finalement le cacher encore plus», avertit Vincent Bouthors. «Il vaut donc mieux l'accompagner et reconnaître qu'il existe comme de "l'alternative IT" en commençant à répertorier les applications concernées». L'objectif? Informer les collaborateurs de trous de sécurité potentiels et mieux comprendre les besoins auxquels elles répondent et qui ont poussé les utilisateurs à les utiliser. «Ainsi, nous pouvons recommander des alternatives plus alignées avec la stratégie IT de l'organisation», ajoute-t-il.

vers la collaboration

Finalement, construire une digital workplace implique de faire preuve à la fois de beaucoup d'écoute et d'habileté : il convient d'abord de ne surtout pas négliger la prise en compte des usages et des habitudes des futurs utilisateurs en s'imprégnant de leurs pratiques de travail. Et ce afin de transformer progressivement, mais en profondeur, ces usages individuels, pour les amener à des pratiques plus collaboratives. Une démarche en douceur qui permet de s'assurer une appropriation de l'outil par les utilisateurs eux-mêmes. ■

Clémence Jost



En attendant un Microsoft 365 Bleu

Après la Cnil, la Dinum. En juin dernier, la première avait appelé à l'abandon des solutions collaboratives américaines dans l'enseignement supérieur et la recherche (voir notre article). Cette fois, c'est la Dinum, la direction interministérielle du numérique qui monte au créneau.

Le 15 septembre dernier, Nadi Bou Hanna, à la tête de la Dinum, a transmis aux ministères une note leur rappelant que la solution Microsoft 365 n'était pas conforme à la doctrine « Cloud au Centre » souhaitée par le gouvernement, formulée dans la circulaire 6282-SG du 5 juillet.

« Les solutions collaboratives, bureautiques et de messagerie proposées aux agents publics relèvent des systèmes manipulant des données sensibles, explique le directeur interministériel du numérique. Ainsi, la migration de ces solutions vers l'offre Office 365 de Microsoft n'est pas conforme à la doctrine Cloud au Centre », souligne-t-il.

Cette mise au point a été saluée par les acteurs français de la collaboration. Sur LinkedIn, Alexandre Zapolsky, fondateur et président de Linagora, qui propose la solution de Digital Workplace open source Twake, a par exemple salué une *« prise de position très claire du DSI de l'Etat. »*

« C'est le changement que l'on attendait depuis longtemps », s'est enthousiasmé de son côté Alain Garnier, le dirigeant de Jamespot dans un live video. « C'est l'opportunité pour l'Etat de travailler avec des acteurs plus innovants, offrant des produits plus simples et moins chers », a-t-il défendu.

Quant à l'éditeur CEO-Vision, qui propose la solution de collaboration open source GoFast, il a relayé cette décision sur son site, évoquant la possibilité que cette mesure s'appliquant aux structures de l'Etat soit étendue aux collectivités territoriales et autres organismes publics.

Sortir par la porte, rentrer par la fenêtre ?

Le sujet est-il clos ? Non, puisque le directeur de la Dinum évoque parmi les pistes de solutions alternatives privilégiées de faire appel à Bleu, l'offre de Cloud de Confiance annoncée en mai dernier par Cap Gemini et Orange.

Or, profitant d'une décision du gouvernement d'autoriser des solutions américaines dans le Cloud de Confiance pourvu que leur technologie soit licenciée à des entreprises françaises, Orange et Cap Gemini ont décidé de faire reposer Bleu sur l'offre Saas Microsoft. Sortie par la porte, Microsoft rentrerait par la fenêtre.

Reste que Bleu n'est pour le moment, comme l'écrit lui-même Nadi Bou Hanna, qu'une *« ambition de construction d'une offre labellisée SecNumCloud conforme à la doctrine Cloud au Centre »*.

Dans son édition hebdomadaire, le *Canard Enchaîné* rappelle, lui, les tentatives râtées d'Orange dans la mise en place d'un Cloud national, à travers les échecs du projet Archimède lancé en 2010 ou de l'offre Cloudwatt. L'histoire se répétera-elle, au vu notamment des contraintes techniques et juridiques auxquelles Bleu devra répondre pour être conforme au Cloud de Confiance ?

Heureusement, les ministères auront toujours le choix de ne pas attendre la suite de l'histoire. Ils peuvent d'ores et déjà se tourner vers des solutions collaboratives locales déjà labellisées SecNumCloud et capables

www.collaboratif-info.fr
Pays : France
Dynamisme : 4



[Visualiser l'article](#)

de répondre à leurs enjeux. C'est en tout cas le message que les acteurs français du domaine ont voulu faire passer, tout en saluant la décision du DSI de l'Etat.

www.enjeuxdaf.com

Pays : France

Dynamisme : 0



Page 1/1

[Visualiser l'article](#)

Botanic dématérialise ses processus juridiques



Le groupe de distribution spécialisée Botanic a choisi la solution française GoFast de CEO-Vision pour dématérialiser ses flux documentaires internes. (Photo Facebook Botanic Dijon – DR)

Créé en 1977 en Haute-Savoie par trois familles d'horticulteurs, le groupe Botanic comprend aujourd'hui les jardinerie Botanic et les magasins spécialisés pour animaux Médor et Compagnie. Ses 2000 collaborateurs génèrent un chiffre d'affaires approchant les 400 millions d'euros dans 70 magasins Botanic, dont 51 avec espaces « alimentation bio » et « soin & bien-être », et une vingtaine de Médor et Compagnie. L'activité du groupe génère des flux de l'ordre de 5000 documents par mois. Pour optimiser ces flux, s'adapter au télétravail qui commençait à être mis en place avant la crise sanitaire et faciliter la circulation de l'information, le groupe a voulu mettre en oeuvre une gestion électronique de documents (GED).

Le premier cas d'usage était, à la direction juridique, le traitement, le partage, le stockage et l'archivage de documents en vertu d'obligations réglementaires. Très chronophages, ces tâches gagnaient à être numérisées et automatisées.



enquête

L'ECM devient soluble dans le SI

Si l'ECM a démontré depuis longtemps sa valeur dans le cadre d'applications documentaires ou collaboratives, la portée de ces plateformes évolue. Disponibles sous forme de services consommables, elles s'intègrent désormais pleinement dans les systèmes d'information.

Depuis plusieurs années, les éditeurs de plateformes d'ECM (Enterprise Content Management) veulent casser leur image de solutions en silo pour se positionner en tant qu'extension ou complément des grandes briques des SI, ERP, CRM et applications métier. Leurs « services ECM » apportent aux progiciels classiques des fonctions collaboratives et une capacité à naviguer dans l'ensemble des documents liés à un prospect, un client, un collaborateur ou un projet. Pour Nicolas Bürki, consultant indépendant chez Markess, les intégrations les plus efficaces portent sur l'automatisation des flux documentaires sortants et entrants. « Concrètement, les cas d'usage qui dégagent le plus gros ROI sont liés à la numérisation, la capture, l'extraction des

informations, le classement automatique des documents, le routage des documents vers la "bonne personne", voire les actions automatiques comme l'envoi d'un accusé de réception automatique, et la vérification de l'intégralité des documents reçus. » Outre le ROI, une intégration de ces services aux applications métiers peut se justifier dans une stratégie d'amélioration du service client. L'ECM s'inscrit ainsi dans la stratégie d'omnicanalité des entreprises et assure la convergence de documents issus de multiples sources d'information vers une unique fiche client.

CRM ET ERP, LES MEILLEURS AMIS DE L'ECM

Sur le terrain, les intégrations de l'ECM aux ERP et aux plateformes CRM sont certainement les plus fréquentes. Par exemple, de nombreuses entreprises



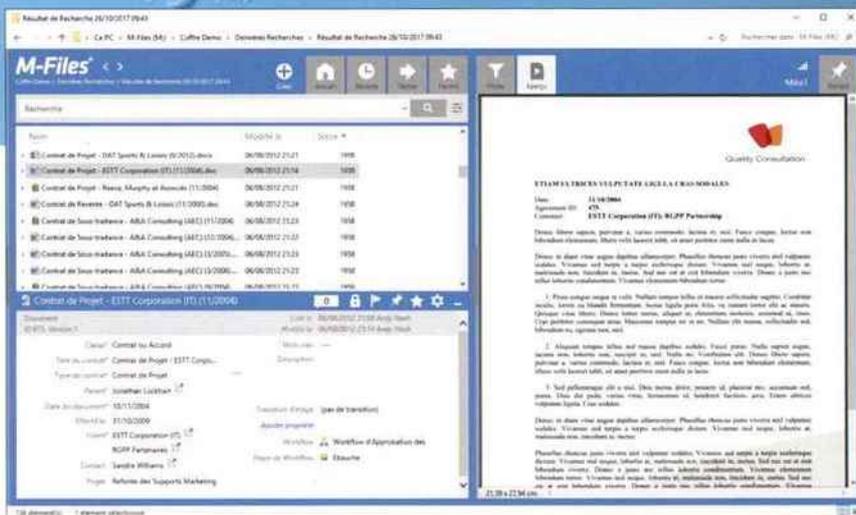
EXPERT NICOLAS BÜRKI, consultant indépendant chez Markess



« Toutes les plateformes ECM sont aujourd'hui réputées "ouvertes", mais une analyse approfondie s'impose. Les entreprises doivent établir une stratégie sur plusieurs années et formaliser une feuille de route avec les intégrations qui seront nécessaires à terme. Malheureusement, ce travail de mise en place d'une véritable stratégie de gestion de contenu d'entreprise est encore trop souvent négligé. La gestion de contenu est un projet transversal qui doit satisfaire les besoins des différents métiers. Certes, ce type de projet est d'une envergure importante, mais les bénéfices à terme valent cet investissement initial. »

exploitent la plateforme ECM OpenText au travers de SAP VIM (Vendor Invoice Management).

Autre exemple, dans le secteur banque/assurance, le rôle du CRM est absolument central et le besoin de rapprocher l'ensemble des données et des documents relatifs à un client est capital pour faciliter le travail des conseillers. Mickael Roblin, responsable ECM chez La Mutuelle Générale, souligne l'importance de rapprocher ainsi CRM et ECM : « Les données client doivent être maîtrisées à tout moment, doivent être complètes, à jour et partagées avec les



applications du SI qui sont indispensables dans le cadre de la relation client. C'est tout particulièrement le cas des applications du périmètre ECM qui ont pour vocation à traiter de la donnée client depuis la capture des flux entrants, en passant par la GED jusqu'au CCM (Customer Communication Management).»

La Mutuelle Générale a fait le choix de déployer les solutions Itesoft (spécialisé dans la dématérialisation et l'automatisation de processus documentaires) et OpenText, interfacées avec le CRM de Salesforce via des API internes, une méthode jugée simple et efficace.

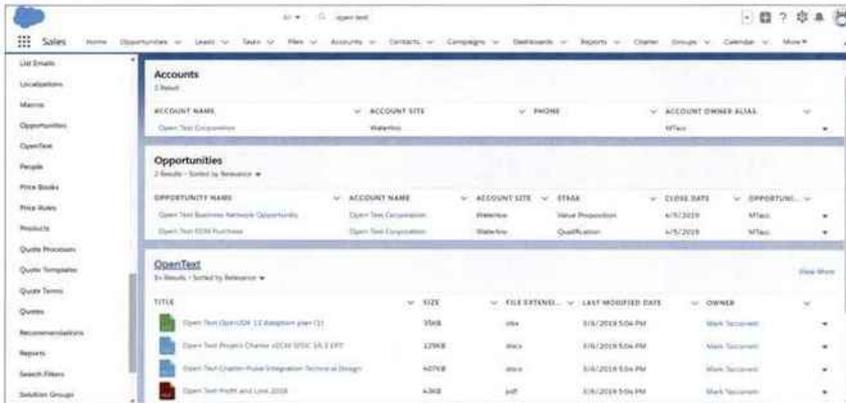
Pour faire face aux demandes des utilisateurs, une intégration complète avec Microsoft 365 ou Google Workplace est sans doute aujourd'hui un prérequis à l'achat d'une plateforme ECM.



TÉMOIN **STÉPHANIE HUIBAN**, head of Information Systems,
Sofinnova Partners



«Nous avons souscrit au service de M-Files alors que nous structurions en parallèle notre gestion de contacts sur la solution CRM Salesforce.com. En 2017, l'interface M-Files avec Salesforce existait déjà. J'ai travaillé avec l'équipe technique de M-Files pour la mettre en œuvre et cela ne s'est pas avéré très complexe. Nous avons connecté les deux services et gérons désormais nos projets via des Flow Salesforce (NDLR: BPM intégré à Salesforce). Cela permet de lier toute la documentation relative à un projet à sa fiche client. C'était une petite révolution pour nos utilisateurs.»



Alors que le système d'information se doit d'être décloisonné, la qualité d'une plateforme ECM se juge à la richesse de son catalogue d'interfaces. Ici l'intégration OpenText dans Salesforce.

«La question essentielle de l'intégration du CRM à l'ECM doit être pensée avant l'acquisition des solutions», souligne Mickael Roblin. «Il faut analyser l'inté-

rêt du dispositif en fonction de l'équilibre entre les coûts, les enjeux et les besoins croissants à couvrir. Une étude approfondie des besoins métiers et IT (à court

et long terme) doit être réalisée afin de s'assurer que les fonctionnalités offertes seront conformes aux attentes», ajoute-t-il. Si le choix de solutions nativement intégrées facilite la maintenance évolutive des différents socles, il faut néanmoins se soucier du périmètre couvert par les différents connecteurs et de leur réelle adéquation avec les besoins de l'entreprise.

LA DIFFICILE INTÉGRATION DE L'ECM AUX APPLICATIONS MÉTIERS

Si mettre en place des interactions entre un grand ERP du marché ou une plateforme CRM SaaS est techniquement aisé grâce aux connecteurs existants, la tâche est plus ardue lorsqu'il s'agit de connecter une application métier ou une application «maison» à un ECM. Une solution orientée services, bâtie sur des API, est un moyen pour limiter les coûts de développement de ces interfaces. Güray Turan, regional manager South EMEA de Hyland, détaille l'approche de l'éditeur : « Alfresco Content Services repose sur un noyau open source et prend en charge des normes et des API ouvertes, ainsi que diverses options de déploiement, notamment des configurations cloud, sur site et hybride. »

Alfresco supporte par exemple des normes ouvertes, notamment CMIS, les API REST, Java et les connecteurs développés par la communauté Alfresco. Si un connecteur n'existe pas, l'expert préconise la mise en place d'un ESB pour réaliser cette intégration.

L'absence de connecteurs natifs reste en effet un handicap. Ainsi, CDC Habitat n'a pu connecter directement Ikos, son ERP spécialisé pour les bailleurs immobiliers, à l'ECM JaliOS utilisé par ailleurs sur l'intranet. Si JaliOS permet bien de faire ce que l'on appelle du «Remote Document», c'est-à-dire présenter un lien vers le document dans l'application cible, Ikos ne permet pas d'obtenir l'URL des objets métiers. Le bailleur social doit se contenter de la GED Xemii de l'éditeur T2I dans une version un peu vieillissante, mais dont le principal intérêt est de disposer d'un connecteur Ikos.

TÉMOIN **ÉRIC BOUCHET**, directeur général du groupe Botanic



«Le but initial de notre projet ECM était de donner aux 2 000 collaborateurs de l'entreprise un accès aux documents de manière organisée, via une solution qui permette à chacun de collaborer efficacement. Nous avons déployé la solution GoFAST de CEO-Vision. Le système est alimenté au rythme de 3 000 documents par mois en moyenne. Pour l'essentiel, les factures fournisseurs scannées sur nos copieurs alimentent automatiquement la GED via une intégration WebDAV. Le choix de l'open source nous a permis de réaliser une intégration très simple. Nous avons pu ajouter à l'interface de Microsoft Dynamics AX un simple bouton qui permet d'intégrer un lien vers le document dans la GED. C'est un moyen très léger de réaliser une intégration avec l'ERP, mais qui est au final très efficace.» 57

**COLLABORATIF :
INVENTER LA COEXISTENCE
ENTRE LA GED ET MICROSOFT 365**

L'arrivée en force de Microsoft 365 et de Teams dans les entreprises a néanmoins fait bouger les lignes. La GED se positionne de plus en plus comme un outil complémentaire à la plateforme colla-



Si les éditeurs font tout pour que l'ECM soit considéré comme un ensemble de services, cette approche granulaire, orientée services et accessibles via des API, peine encore à convaincre les DSI

borative de Microsoft. Celle-ci s'impose comme l'outil des échanges instantanés et du travail temps réel sur les documents en cours d'élaboration, tandis que l'ECM est une plateforme où sont déversés les documents considérés comme aboutis. Une intégration étroite entre l'ECM et les plateformes collaboratives de nouvelle génération est donc un pré-requis. Par exemple, l'éditeur M-Files s'est d'emblée positionné sur cette intégration avec Office (aujourd'hui Microsoft 365). La plupart des autres éditeurs se sont aujourd'hui mis au diapason et s'intègrent de manière plus ou moins profonde à la plateforme collaborative cloud de Microsoft et, pour certains, à Google Workspace.

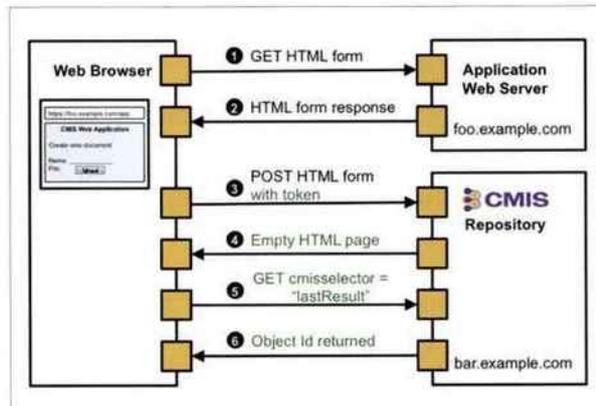
Toutefois, si les éditeurs font tout pour que l'ECM soit désormais considéré comme un ensemble de services, (sur site ou dans le cloud), pouvant être mis à disposition de toutes les applications, il apparaît que cette approche granulaire, orientée services et accessibles via des API, peine encore à convaincre les DSI. «Migrer vers une approche "service" n'est pas leur priorité car le bénéfice n'est pas visible à court ou moyen terme», souligne Nicolas Bürki. Il ajoute : «Certaines entreprises souhaitent migrer petit à petit vers cette approche et la meilleure tactique consiste à commencer à utiliser des services de type intelligence artificielle, notamment pour la numérisation des documents. En revanche, les entreprises en cours de réflexion devraient s'orienter directement vers une approche "Services"». Plusieurs éditeurs permettent aujourd'hui un déploiement hybride, c'est-à-dire un déploiement de la plateforme ECM sur site, tout en ayant accès à des services complémentaires dans le cloud.

ALAIN CLAUD

TÉMOIN GEORGES BERTELOOT, responsable solutions documentaires et collaboratives - SDCO / GIE Systèmes d'Information et Numérique



«Nous utilisions auparavant Lotus Domino avec 600 bases dont 350 à vocation documentaire. Nous avons fait le choix de remplacer cette infrastructure documentaire par Jalios essentiellement pour la modularité et la flexibilité de la solution. En outre, Jalios présentait une forte capacité à pouvoir s'intégrer au SI de CDC Habitat. Nous avons encore des applications Domino, des applications internes, des outils SIRH en mode SaaS, notre propre plateforme GED branchée à l'ERP et nous recherchons une plateforme capable d'interagir avec toutes ces briques applicatives et devenir le point d'entrée de toutes nos applications. Jalios porte aujourd'hui notre portail d'entreprise et présente près de 700 liens vers nos applications, mais nous avons tout de même une dizaine d'intégrations plus étroites.»



Le standard CMIS (Content Management Interoperability Services) géré par Oasis assure l'interopérabilité des plateformes ECM. Il est supporté par toutes les plateformes ECM majeures du marché via des modules dédiés.

TÉMOIN NELLY GAUTHIER, manager transverse de projets, Razel-Bec



«ShareLock, notre plateforme ECM, donne accès pour les collaborateurs à des contenus liés à notre organisation, nos procédures, mais aussi des espaces dédiés à nos chantiers qui ne sont ouverts qu'aux personnes impliquées dans ces projets. 2 500 collaborateurs ont aujourd'hui accès à ShareLock pour 110 000 contenus. Comme beaucoup d'entreprises, nous avons depuis déployé Microsoft Office 365 et Teams. Nous n'avons pas encore réalisé l'intégration entre Jalios et Office 365. Il s'agit d'une évolution que nous envisageons à court ou moyen terme. Un groupe de travail a été formé sous l'impulsion de la direction générale. Aujourd'hui, les collaborateurs veulent accéder plus facilement aux informations, notamment sur leur smartphone en situation de mobilité. Office 365 a fait bouger les lignes et nous devons réfléchir aux synergies que nous pourrions dégager entre SharePoint et Jalios.»

Botanic dématérialise pour optimiser ses processus internes



Eric Bouchet, directeur général du groupe Botanic, cherchait une GED et a fini par trouver une refonte de process.

Le groupe de distribution spécialisée Botanic a choisi la solution française GoFast de CEO-Vision pour dématérialiser ses flux documentaires internes.

Publicité Créé en 1977 en Haute-Savoie par trois familles d'horticulteurs, le groupe Botanic comprend aujourd'hui les jardinerie Botanic et les magasins spécialisés pour animaux Médor et Compagnie. Ses 2000 collaborateurs génèrent un chiffre d'affaires approchant les 400 millions d'euros dans 70 magasins Botanic, dont 51 avec espaces « alimentation bio » et « soin & bien-être », et une vingtaine de Médor et Compagnie. L'activité du groupe génère des flux de l'ordre de 5000 documents par mois. Pour optimiser ces flux, s'adapter au télétravail qui commençait à être mis en place avant la crise sanitaire et faciliter la circulation de l'information, le groupe a voulu mettre en oeuvre une gestion électronique de documents (GED).



www.cio-online.com

Pays : France

Dynamisme : 2



[Visualiser l'article](#)

Le premier cas d'usage était, à la direction juridique, le traitement, le partage, le stockage et l'archivage de documents en vertu d'obligations réglementaires. Très chronophages, ces tâches gagnaient bien sûr à être numérisées et automatisées. Mais, dès le départ, l'orientation était bien de choisir un outil pouvant convenir à toute l'entreprise et, de préférence, française. En particulier, le deuxième cas d'usage était la remontée de documents (comme les factures) des magasins aux services centraux. Les équipes locales n'ont, avec une telle solution, qu'à scanner le document et l'insérer dans la GED sous forme d'un PDF.

C'est la solution française GoFast de CEO-Vision qui a finalement été choisie. Outre le gain de temps, il s'agit bien d'un gain de fiabilité. Toutes les actions sur le document sont tracées et associées à des tâches dans des process (paiement, facture...). Les personnes ayant à traiter un document sont notifiées, ce qui facilite leur quotidien. Enfin, la solution propose un reporting de l'activité. Aujourd'hui, le produit a été généralisé à toute l'entreprise.

DOSSIER GED
POSTE DE TRAVAIL

DE LA GED À LA *DIGITAL WORKPLACE*, LE DOCUMENT REPOUSSE SES FRONTIÈRES

Le télétravail favorise des pratiques où la GED montre ses atouts collaboratifs, mais ouvre aussi une voie royale à la *digital workplace*, ambiance connectée, modulaire et hybride.

Par Frédéric Bergonzoli



La gestion de documents électroniques a toujours été un outil de centralisation et de partage des données. La GED se prête au télétravail mais les entreprises n'en ont pas fait une priorité, sauf pour leurs collaborateurs nomades. Depuis des années, le SaaS favorise l'exploitation des technologies de dématérialisation des documents, avec la promesse d'une mutualisation des moyens et donc d'une baisse des coûts d'infrastructure. Séduisante économiquement, la GED dans le cloud présente une gestion des accès qui en font une solution idéale pour le télétravail. La scalabilité est un autre atout. « Pour permettre une montée en charge, une infrastructure mutualisée reste la solution. Les architectures cloud, qu'elles soient en cloud privé ou non, sont la réponse à la montée en puissance. Ainsi les bases de données, les processus moteur, les instances applicatives, les serveurs répartis, absorbent les montées en charge et l'évolution du système d'information. Outre la performance,

les architectures cloud proposent une meilleure qualité de services concernant la disponibilité, la stabilité, les backups et l'archivage, les accès par des réseaux hétérogènes, mais aussi sur le plan de la sécurité qui reste un axe majeur dès que l'on traite de la donnée. On peut ainsi mettre en place le schéma directeur du SI en le dissociant de l'application de GED elle-même », souligne Jean-Christophe Istin, consultant chez Diasbytes. La GED n'a pas attendu l'accélération du télétravail pour se transformer en plate-forme collaborative. Elle présente une capacité d'intégration

« Mettre en place le schéma directeur du SI, tout en le dissociant de l'application de GED elle-même »

63

Jean-Christophe Istin, consultant, Diasbytes

avec des outils tiers, comme ceux de Microsoft ou de Google. Elle sait aussi administrer des règles de rétention et de stockage des contenus, tout en nourrissant d'autres plates-formes collaboratives de type Salesforce ou SAP. « Les aspects collaboratifs constituent la demande la plus significative, avec notamment des intégrations Microsoft Teams ou SharePoint pour le travail au quotidien, la production documentaire, les workflows de validation et la diffusion des documents », indique Charles Coudray, expert ECM chez M-Files.

SIMPLICITÉ D'USAGE

La plupart des éditeurs ont réalisé un travail conséquent sur l'expérience utilisateur. Si bien que, même novice en matière de GED, le télétravailleur se trouve rarement en difficulté pour retrouver ou numériser un document, l'éditer, le sauvegarder et le partager. Pourquoi ? Parce qu'il évolue dans un cadre établi en amont par des plans de classement et des paramètres



qui correspondent aux activités de l'entreprise et aux différents profils d'utilisateurs. En outre, l'accès à la GED se fait la plupart du temps par l'intermédiaire d'un navigateur Internet. « Depuis n'importe quel terminal, on saisit l'URL de la GED, puis un login et un mot de passe pour accéder aux documents. Un administrateur supervise tout ce que font les utilisateurs, que ceux-ci soient à leur bureau ou non. Il attribue des droits d'accès et d'actions aux utilisateurs de manière unitaire ou par groupes, dans des espaces totalement cloisonnés », souligne Mickael Sastrel, directeur général d'Eukles. Cocréation et coédition, partage de documents entre membres d'une même équipe, annotations, notifications et gestion de versions figurent parmi les principales fonctions. « Un module de signature électronique accessible depuis la GED devient incontournable pour signer à distance des factures ou des contrats, ou encore mettre en place des workflows de validation », ajoute Cyril Colombani, chef de produit chez l'éditeur Sages Informatique. Si la GED s'impose



comme une solution simple à mettre en œuvre, avec toutefois des fonctions assez riches pour organiser le travail commun à distance en toute sécurité, un autre mode d'organisation prend le relais pour gérer avec la plus grande fluidité possible l'alternance entre le bureau, le domicile ou le déplacement.

PARTAGE ET COLLABORATIF

On entre alors dans la *digital workplace*, là où applications, matériel, réseau et cloud s'imbriquent pour optimiser le partage et le collaboratif. « La digital

« Les aspects collaboratifs sont les plus demandés, avec notamment des intégrations Teams ou SharePoint »

Charles Coudray, expert ECM, M-Files

workplace est un bureau virtuel grâce auquel le collaborateur accède de partout, à tout moment et depuis tout support aux applications ou à ses documents, ainsi qu'aux informations, aux connaissances et aux personnes dont il a besoin », résume Hoang-Anh Phan, consultante chez Jalios. Cette *digital workplace* est une transposition de l'espace laborieux traditionnel, mais ses aspects numériques basculent les modes d'échange et de collaboratif dans l'ère de l'instantanéité. Le lieu devient secondaire puisque les

CAS CLIENT BOTANIC ADOPTE SA DIGITAL WORKPLACE

Le groupe Botanic a confié à la plate-forme GoFAST la gestion des quelque 5 000 documents qu'il gère et partage chaque mois avec ses salariés. Les 2 000 collaborateurs de la structure familiale ont ainsi vu leur accès à l'information facilité. « Pour répondre aux obligations réglementaires, nous avons besoin d'archiver, de traiter et de renouveler des milliers de documents, ce qui est très chronophage pour nos équipes. Nous souhaitons donc simplifier ces processus avec la mise en place d'une solution digitale. Nous ne cherchions pas seulement une GED, mais un outil

bureautique fonctionnel, orienté business, capable de s'adapter à nos points de vente », explique Éric Boucher, directeur général du groupe Botanic. Évolutivité, performances et facilité d'utilisation, voilà ce que Botanic recherchait lorsque son choix s'est porté sur l'éditeur français CEO-Vision et son offre GoFAST. « Quelques temps avant la crise sanitaire, nous avons commencé la mise en place du télétravail. Et justement, pour faciliter le traitement des documents, nous avons imaginé utiliser GoFAST pour créer des workflows et diminuer la transmission

de papier. À titre d'exemple, lorsqu'un point de vente reçoit une facture, il la scanne, la sauvegarde en pdf et l'intègre à la solution qui l'adresse au service concerné », explique Éric Boucher. Le dirigeant a constaté un gain de temps et une amélioration de la traçabilité des documents. Il a aussi apprécié que l'information soit mieux diffusée aux équipes : « Les comptables sont notifiés dès l'édition d'un nouveau document, les reportings sont générés automatiquement selon la fréquence souhaitée, le travail collaboratif est renforcé. » La solution a été généralisée à l'ensemble du groupe. « Le logiciel est bien accepté par nos équipes. Les managers comprennent l'intérêt de la digital workplace pour la circulation de l'information et des documents. Les questions telles que "Qui a accès aux documents ? Quelle personne les modifie ?" trouvent une réponse rapidement grâce à GoFAST », souligne Éric Boucher.





« Le collaborateur accède de partout, à tout moment et de tout support aux applis et aux documents »

Hoang-Anh Phan, consultante, Jalios

ressources sont fédérées. Le nouvel environnement présente, en plus, une forme d'hybridation en s'adaptant aux situations variées, à distance ou dans les locaux.

ACCOMPAGNER POUR FAIRE ADHÉRER

L'intérêt repose aussi sur la flexibilité, qui assure à chaque salarié où qu'il soit de retrouver son environnement de travail et de reprendre sa tâche là où il l'avait arrêtée. Souvent associée au terme de *flex office*, la *digital workplace* est constituée d'un ensemble d'outils. Mais pas question ici d'interconnecter simplement des solutions qu'il s'agisse de messagerie, de système de chat ou de visioconférence, de GED, d'outils de reporting ou de gestion projet, d'un intranet ou d'un extranet. C'est

le principe de plate-forme qui prévaut, avec un ensemble d'applications développées par un même éditeur, et offrant une panoplie de services. Comme pour un smartphone dans lequel on agence ses apps, la *digital workplace* articule plusieurs modules selon les métiers, et s'adapte en temps réel, en se nourrissant des savoirs de l'entreprise qu'elle a préalablement cartographiés, et dont elle conserve

les données. L'adhésion à ces modes de travail collaboratifs passe aussi par une dimension sociale, reproduite *via* la plate-forme par le biais de l'expérience utilisateur. La *digital workplace* guide, par exemple, les premiers pas des collaborateurs dans l'exécution de tâches simples comme remplir un profil, poster un message ou encore rejoindre un espace de travail commun. Elle aide ensuite les salariés à formaliser les échanges, et à adopter les bons comportements selon les tâches accomplies. Exemple : activer des filigranes de protection sur des documents diffusés ou bien forcer l'expiration de liens vers des contenus. Si la *digital workplace* se pose comme une alternative intéressante pour contrer le shadow IT, elle ne doit pas rebuter les utilisateurs. L'objectif est de rationaliser les processus de l'entité tout en les socialisant, en jouant sur les volets communication, collaboratif, gestion des connaissances et efficacité collective. ■

« Un module de signature électronique accessible depuis la GED devient incontournable »

Cyril Colombani, chef de produit chez Sages Informatique

CAS CLIENT L'ADMR FLUIDIFIE SA COMMUNICATION

Au cœur de l'économie sociale et solidaire, l'Aide à domicile en milieu rural, réseau associatif de service à la personne créé en 1945, a mis en œuvre une solution collaborative grâce à laquelle tous ses adhérents interagissent. Avec le télétravail devenu la norme, l'ADMR a dû adapter ses processus afin de maintenir ses niveaux de performance et de services habituels, tout en garantissant la sécurité de son personnel et de ses patients. La fédération s'est mise en quête d'une solution dotée de fonctionnalités



pour tous, toute la vie, partout

65 sociales et collaboratives, et capable de s'intégrer aux systèmes ou applications existants. Exo Platform a été choisie puis déployée en février 2020, avec une centaine d'utilisateurs engagés. Les cas d'usage ont porté sur la communication, le collaboratif entre équipes

ainsi que le partage des connaissances. « Après avoir élaboré le cahier des charges avec les salariés et les bénévoles, nous avons recherché un éditeur proche de notre philosophie : une collaboration horizontale dans l'organisation. Après six mois d'utilisation

la satisfaction est au rendez-vous », indique Marion Montarello, directrice générale de l'ADMR. Les RH du réseau associatif ont orchestré les premiers partages d'information entre toutes les parties prenantes. Parallèlement, des espaces dédiés ont constitué l'ossature de la nouvelle organisation. Chaque espace regroupe, sur la plate-forme, des équipes ou des projets avec une variété d'applications intégrées, en particulier la gestion de documents, le wiki, le chat et le calendrier.

Office 365 : coup de chaud sur les tarifs

En 2022, Microsoft augmentera presque tous les plans professionnels de sa suite collaborative. Une hausse de 8 % à 25 % qu'il justifie par les ajouts fonctionnels apportés depuis 10 ans. Les alternatives souveraines sautent sur l'occasion.



par Philippe Ducellier, Rédacteur en chef adjoint

Publié le: 24 août 2021

Microsoft va augmenter les prix de son offre Microsoft 365. Une première depuis dix ans et le lancement d'Office 365, brique centrale de Microsoft 365.

L'augmentation interviendra le 1^{er} mars 2022. Elle oscillera entre 8 % et 25 % en fonction des abonnements.

Dans le détail, Microsoft 365 Business Basic passera à 6 \$ par utilisateur (contre 5 \$ jusqu'ici). Microsoft 365 Business Premium passera de 20 \$ à 22 \$; Office 365 E1 de 8 \$ à 10 \$; Office 365 E3 de 20 \$ à 23 \$; Office 365 E5 de 35 \$ à 38 \$; et Microsoft 365 E3 de 32 \$ à 36 \$.

Les prix des abonnements dédiés au grand public et à l'éducation resteront, eux, inchangés.

Microsoft a par ailleurs assuré au média américain [CNBC](#) que les plans Microsoft 365 E5, F1 et F3 ne seront pas concernés par cette hausse.

Un prix qui s'ajuste à l'ajout continu de fonctionnalités

« Cette tarification actualisée reflète l'évolution de la valeur [de plus en plus grande] que nous offrons à nos clients », [justifie](#) Jared Spataro, Corporate Vice President de Microsoft 365.

Une autre explication, qui n'exclut pas la première, est que Microsoft cherche logiquement à augmenter ses bénéfices : Office est en effet un des plus gros moteurs de l'activité de Microsoft. Un signe ne trompe d'ailleurs pas ; le lendemain de l'annonce, le cours de bourse de l'éditeur a franchi un palier historique en dépassant pour la première fois les 300 \$ (de 296 \$ à 304 \$, soit une hausse de presque 3 %).

Les souverains sautent sur l'occasion

Sans surprise, les concurrents – notamment locaux – ont profité de cette augmentation pour critiquer Microsoft et avertir ses clients (et leurs DSI) de leurs dépendances.

« Tous ceux qui utilisent la gratuité de Teams pour justifier leur passage à [Microsoft] 365, [tout en se] plaignant de leur perte de souveraineté ou de [leur peu de] capacité à négocier avec les monopoles du cloud, préparez vos budgets », [lance](#) par exemple Pierre Baudracco, président de BlueMind. « Les discours d'effarouchés seront inutiles », tacle-t-il.

La déclaration est soutenue sur LinkedIn par les fondateurs de Jamespot et de GoFast (CEO-Vision) qui proposent eux aussi des [alternatives souveraines à Office 365](#). « On va pousser les alternatives comme jamais ! », renchérit pour sa part, sous forme de promesse, Pascal Gayat du [collectif Play France Digital](#) et fondateur de Solainn, un référentiel de solutions souveraines.

Dans la continuité des préoccupations du Cigref

En septembre 2020, le Cigref avait officiellement regretté la grande dépendance des entreprises françaises à Office 365 et à Google Workspace ; puis, en 2021, le peu de possibilités de négociation et d'amendements aux contrats types des grands cloudistes. Sans oublier, déjà, l'exposition à leurs décisions tarifaires unilatérales.

L'association avait formé pour l'occasion [un groupe de travail](#) afin d'envisager d'autres suites collaboratives et retrouver un peu de marges de manœuvre dans la négociation avec les acteurs dominants du collaboratif. L'initiative venait d'ailleurs après une autre [augmentation, de 30 %, en 2019, de la suite de Google](#) – elle aussi justifiée, à l'époque, par l'évolution fonctionnelle de ses outils.

La « menace d'alternatives » n'a en tout cas pas fait beaucoup trembler Microsoft qui, visiblement, ne craint pas de fuite de ses clients professionnels avec cette hausse.

Mars 2022 dira donc si le pari est gagnant pour Microsoft (et si certains « clients captifs » auront des « discours effarouchés ») ou si les membres du Cigref donneront une suite concrète aux conclusions de leur groupe de travail sur la question.

CEO Vision : Quelle Digital Workplace innovante pour un télétravail efficace ?

Gérer ses documents, dématérialiser les processus métiers et les tâches, centraliser les discussions, les webconférences au bureau et en télétravail, c'est ce que propose CEO-Vision avec GoFAST, alternative open source innovante à des solutions GAFAM, présentée par son fondateur, Christopher Potter.

Pouvez-vous présenter GoFAST Digital Workplace ?

Christopher Potter : GoFAST est une alternative open source innovante à Office365-SharePoint-Teams, capable de remplacer l'obsolète serveur de fichiers. Elle permet d'éviter les doublons, les pièces-jointes, les erreurs de version... et le temps perdu à rechercher.

Comment ça marche ?

Christopher Potter : GoFAST est une Digital Work-place « Document-centric », c'est-à-dire que le travail collaboratif est organisé autour du document et non en « silos » afin de simplifier le traitement, du modèle à la e-signature. Tous les documents peuvent y être centralisés : projets, contrats, comptes-rendus, appels d'offres, processus qualité, certifications... Elle permet également l'organisation de réunions en webconférences et l'échange en direct dans le chat.

Quels sont ses atouts ?

Christopher Potter : La première caractéristique est la possibilité de remplacer une « bibliothèque d'applications » par un outil unifié plus efficace, fédérateur et simple d'utilisation.

Autre atout de taille, l'offre GoFAST se veut « le meilleur des deux mondes » entre la technologie open source et un modèle « SaaS-Colocation ». Chaque client peut disposer de sa plateforme dédiée : les données restent ainsi en interne contrairement à un cloud mutualisé. Elles ne sont pas soumises au Cloud Act, loi fédérale des Etats-Unis adoptée en 2018, sur l'accès aux données dans le cloud. CEO-Vision propose tous les services de supervision, sécurité, mises à jour et support. GoFAST constitue ainsi une excellente alternative aux GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft).

Un exemple d'utilisation chez un de vos clients ?

Christopher Potter : En 2018, le Laboratoire National de Métrologie et d'Essais (LNE) a opté pour GoFAST qui contribue notamment à la gestion des certifications, avec un partage transversal de la documentation et la dématérialisation des processus « qualité ». La définition des processus est une première étape clé, mais il est aujourd'hui nécessaire d'offrir aux agents des outils capables de dématérialiser ces processus afin d'en garantir le respect, de la création du document jusqu'à la publication finale. L'activité du LNE implique de réaliser entre autres des essais pour ses clients avec la garantie que leurs innovations et les spécificités de leurs produits seront accessibles uniquement aux collaborateurs habilités. Il a donc choisi l'hébergement « On-Premise » pour maîtriser totalement l'accès aux données, ce qui est de plus en plus compliqué et coûteux avec les grands éditeurs « traditionnels » qui poussent leurs clients vers le modèle cloud.

Le Département de la Haute-Savoie remplace à la fois SharePoint et le serveur de fichiers par un Digital Workplace Documentaire souverain

📅 Le 20/11/2020 🧑‍🎤 communiqué



Depuis plus d'un an, la solution GoFAST Digital Workplace de CEO Vision fait l'objet d'une vaste expérimentation par le Département de Haute-Savoie. (CEO Vision)

Il y a un an, le Département de la Haute-Savoie (74) a entrepris un chantier de grande envergure : le remplacement de sa GED SharePoint et des serveurs de fichiers. Une évolution importante dans la gestion de ses nombreux dossiers et documents électroniques. Cette vaste opération s'appuie sur la plateforme de GED et de travail collaboratif GoFAST, de l'éditeur CEO-Vision SAS, qui se positionne comme l'alternative souveraine et Open Source aux GAFAM, en particulier à Office 365 – SharePoint – Teams.

Entre les doublons de fichiers, le risque d'erreurs de version, les difficultés dans la gestion des accès aux dossiers et du suivi des processus, il était temps pour le Département de trouver une nouvelle solution répondant à ses besoins. Une expérimentation de **GoFAST Digital Workplace** a ainsi été lancée en septembre 2019. Un POC de 6 mois a validé le choix de la plateforme et permet aujourd'hui au Département de disposer d'un outil idéal pour affronter plus sereinement les contraintes actuelles liées à la Covid et aux impératifs de télétravail.

Un accompagnement à toutes les phases du projet

Si la première phase du projet concernait la reprise des documents (base des projets IT), la seconde, quant à elle, s'est concentrée sur les workflows, et notamment l'automatisation des étapes, conditions et délais, afin d'assurer le respect des processus métiers (comptes-rendus de direction, notes de l'administration, etc.).

Plus récemment, c'est la sortie de sa GED SharePoint vers **GoFAST** (basé GED Alfresco) qui a été entreprise par le CD Haute-Savoie. Le projet de migration des documents métiers depuis SharePoint est mené conjointement avec CEO-Vision et en partenariat avec Territoires Conseil, pour son expertise et solution spécialisée métiers des Collectivités Territoriales. Sous condition que l'expérimentation en cours soit validée, le passage en production pourrait débiter dès

« Grâce à la solution **GoFAST**, nous mettons beaucoup moins de temps à rédiger les documents et cela simplifie grandement les échanges et le travail collaboratif », témoigne Patricia Mugnier, chef de projet, Pôle innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques au CD Haute-Savoie. « CEO-Vision a formé une partie des utilisateurs, puis nous avons pris le relais. Des ateliers ont aussi été organisés sur des thèmes prédéfinis, les workflows par exemple, pour comprendre les besoins métiers », poursuit-elle.

Un large éventail de fonctionnalités pour répondre efficacement aux nouveaux usages

Au-delà de l'accompagnement au changement dont bénéficie le Département, les utilisateurs ayant testé **GoFAST** ont pu en apprécier les nombreuses fonctionnalités : coédition Office, tableau de bord et suivi de l'activité, commentaires et annotations, moteur de recherche puissant, partage des modèles de documents, gestion des accès aux espaces collaboratifs par les responsables métiers (RGPD), tâches collaboratives et workflows, et prochainement, une salle de tri des documents pour faciliter le préarchivage et un module de signature (couplage avec Yousign et Pastell).

« Nous observons des gains de temps et de volumétrie importants. Nous utilisons moins d'espace de stockage, surtout sur la messagerie. Une centaine de collaborateurs testent la solution actuellement, pour un objectif de 400 personnes début 2021. D'ici deux ans, nous pourrions ainsi être plus de 2 000 à utiliser **GoFAST** », fait savoir Patricia Mugnier.

« Pour CEO Vision, comme près de 90 % de l'information est dans les documents, ils doivent être au centre du travail collaboratif », indique Olga Dernovaya, responsable projet et gestion du changement. « Plutôt que de rattacher la version d'un fichier à un message qui finit par se perdre, il faut lier son message au document unique, conserver l'historique des échanges et des versions du document. Il en est de même pour les tâches, le partage transversal, une réunion ou conversation de groupe, etc. ».

L'étape suivante portera donc sur la promotion des bonnes pratiques et des usages collaboratifs à la Collectivité, grâce aux autres fonctionnalités de **GoFAST Digital Workplace** : chat de groupe, webconférence, calendrier et gestion des tâches transversales, etc. Un important plan de gestion du changement a démarré afin d'accompagner au mieux chaque direction et équipe métier.

Nouveau monde. "La France manque de capitaux pour développer une informatique souveraine", selon la société CEO-Vision

Alors que l'on parle beaucoup de "souveraineté numérique", des entreprises françaises se battent pour imposer leurs solutions technologiques contre les tout puissants GAFAM.



Les grands comptes français utilisent surtout des applications informatiques américaines, émanant des fameux GAFAM. Pourtant, il existe des alternatives françaises. C'est le cas de la plateforme de travail collaboratif GoFast, développée par la société savoyarde [CEO-Vision](#). Son PDG plaide pour un usage renforcé de ces technologies "made in France".

franceinfo : votre solution peut-elle rivaliser avec celles des GAFAM ?

Christopher Potter, fondateur de CEO-Vision : Nos outils permettent le travail quotidien, au bureau ou en télétravail. Notre suite logicielle remplace les deux outils de base que sont le serveur de fichiers partagés et la messagerie. Nous avons également un outil de visioconférence équivalent à Zoom ou Teams.

En quoi contribuez-vous à la "souveraineté numérique" ?

Le [Cloud Act](#) permet à la justice américaine de récupérer n'importe quelles données stockées sur des serveurs appartenant à des sociétés américaines, même s'ils sont situés en Europe. C'est une menace pour les entreprises. Au contraire, nos serveurs sont hébergés en Europe sur des serveurs appartenant à des compagnies européennes.

L'État joue-t-il suffisamment son rôle pour encourager le développement de solutions françaises ?

De plus en plus, le secteur public joue le jeu. Mais certaines décisions sont quand même surprenantes, comme le choix récent de Microsoft pour l'hébergement des données de santé (Health Data Hub, NDR) ou le contrat "open bar" passé entre Microsoft et la Défense française.

Les entreprises françaises sont-elles à la hauteur pour faire face aux GAFAM ?

La France a de très bonnes technologies et d'excellentes formations, mais nous manquons cruellement de capitaux pour faire face à la concurrence américaine ou chinoise.

Open Source et télétravail – « GoFast tient tête à Microsoft sur une grosse partie de leur produit », Christopher Potter, président de CEO Vision

7 avril 2020



Christopher Potter, président et fondateur de CEO Vision

Le télétravail en solutions open source comme alternatives aux Gafam : c'est ce que prône GoFast en ce temps de crise.

« Cette crise a montré les problèmes de souveraineté », réagit Christopher Potter, président et fondateur de CEO Vision. Il a donné naissance à la plateforme collaborative GoFAST, basée sur l'Open Source, et dont l'ambition est offrir une alternative européenne sérieuse à Office365/SharePoint, et dans une moindre mesure à Google Docs/Drive. « On dépend de la Chine pour s'approvisionner en masques. Dans le domaine du numérique, on a déjà eu des alertes avec le Cloud Act ou *le chantage de Facebook sur le Cern*, enchaîne-t-il.

« On met en avant les produits industriels français, mais pas ceux de l'informatique et du numérique », regrette-t-il. « Or les Européens ont une épée de Damoclès au dessus de la tête. L'Open source est connu au niveau des couches techniques, mais pas par l'utilisateur final, d'autant que les grands médias n'en font pas relai ». Et c'est bien pour cela que l'éditeur fait une campagne pour les promouvoir (voir encadré).

www.solutions-numeriques.com

« Nous, on a rassemblé les meilleures briques open source, que l'on a intégrées et testées, et nous avons ajouté une interface utilisateurs la plus simple possible et fonctionnellement puissante. Nous tenons tête à Microsoft sur une grosse partie de leur produit. Microsoft vend tout en SaaS dans ses datacenters. GoFast peut être, lui, hébergé dans un SaaS souverain, c'est-à-dire un datacenter en France ou en Europe avec des capitaux européens, non soumis au Cloud Act, ou hébergé dans le datacenter du client, en version on premise. »

GoFast fait 80 % de son chiffre d'affaires dans le secteur public, « qui est nettement en avance sur le secteur privé, indique Christophe Potter, avec des directives, des textes, des circulaires, de votes au Parlement européen pour mettre en avant l'Open Source ». Les avantages, outre la souveraineté, sont aussi la pérennité, la réversibilité et des réductions de coûts, très importantes, liste le dirigeant.

Les produits Open Source mis en avant par CEO Vision

L'éditeur propose ses propres solutions, d'abord avec GoFAST Digital-Workplace Community pour remplacer le serveur de fichiers et gérer documents et tâches. La solution est disponible en libre téléchargement à installer on premise, chez tout infogérant, et sur AWS en quelques clics.

Ensuite avec Riot Matrix, prétendant au remplacement de Teams ou Slack. Cette technologie est utilisée par l'Etat français, **via sa messagerie Tchap**, et par Thales (Citadelle). Elle permet de centraliser toutes les discussions de groupes ou à deux, sur PC ou smartphone et de lancer des appels vocaux/vidéo.

OnlyOffice remplacera MS Office. Via un navigateur Web, il est possible d'éditer et coéditer en simultané ses documents. La solution est gratuite si on premise, et gratuite pendant 1 mois en mode SaaS.

Enfin, l'éditeur met en avant la solution collaborative et de communication unifiée française de Bluemind, compatible Outlook et Thunderbird, ainsi que **la solution de webconférence Jitsi meet**.

Témoignage – Pour structurer les flux de l'entreprise, Botanic s'appuie sur GoFast, entre GED et digital workplace



Pour faciliter la gestion de 5 000 documents mensuels et améliorer leur accès aux 2 000 collaborateurs, le groupe Botanic a décidé de s'équiper d'une solution de GED/digital workplace : GoFAST de **CEO-Vision**. Botanic est une structure familiale créée en 1977 en Haute-Savoie. L'entreprise regroupe les jardineries Botanic et les magasins spécialisés pour animaux Médor et Compagnie. « Au départ, nous avons décidé d'équiper notre service juridique d'une solution de GED. Pour répondre aux obligations réglementaires, nous avons besoin d'archiver, de traiter et de renouveler des milliers de documents, ce qui est très chronophage pour nos équipes, explique Eric Bouchet, directeur général au sein du groupe Botanic . Nous souhaitons donc simplifier ces processus avec la mise en place d'une solution digitale » . Le dirigeant précise cependant que le groupe ne souhaitait « pas seulement une solution de GED, mais bien un outil, orienté business, pouvant s'adapter à nos points de vente. »

Dans sa recherche de logiciel, Botanic souhaitait donc un outil évolutif, performant, facile à utiliser et de préférence français. C'est dans ce contexte qu' Eric Bouchet a rencontré les équipes de GoFAST édité par CEO-Vision.

Gains de temps et de traçabilité

Quels ont été les bénéfices de la solution ? Le dirigeant répond : « Quelques temps avant la crise sanitaire que nous traversons, nous avons déjà commencé à mettre en place le télétravail. Et justement, pour faciliter le traitement des documents, nous avons imaginé d'utiliser GoFAST pour créer des workflows de circulation des documents et diminuer la transmission de papier. À titre d'exemple, lorsqu'un point de vente reçoit aujourd'hui



www.solutions-numeriques.com

une facture, il la scanne, elle est ensuite transformée en PDF et intégrée à GoFAST, qui va l'envoyer au service concerné. »

Eric Bouchet se réjouit : « C'est un véritable gain de temps pour les équipes en magasins. De plus, cela représente un gain en termes de traçabilité des documents : on sait qui est intervenu et quand, tous les documents sont associés à un numéro de facture ou un paiement... ce qui permet une recherche simplifiée et efficace. »

Il ajoute que l'information est « poussée » aux équipes : « les comptables sont notifiés dès qu'il y a un nouveau document, les reportings sont générés automatiquement à la fréquence souhaitée, la collaboration est renforcée entre les équipes. »

Des factures aux processus de l'entreprise

L'approche développée pour la gestion des factures avec GoFAST a ensuite été généralisée à l'ensemble du groupe. Au-delà des fonctionnalités de GED, le digital workplace GoFAST permet de structurer les processus de l'entreprise. « Nous utilisons le logiciel depuis plusieurs années et il est bien accepté par nos équipes. Les managers comprennent bien l'intérêt du digital workplace pour la circulation de l'information et des documents. Qui a accès aux documents ? Qui les modifie? Toutes ces questions trouvent une réponse rapidement grâce à GoFAST. »



www.industrie-mag.com

Botanic optimise ses processus documentaires grâce à un Workplace souverain

Botanic est une structure familiale créée en 1977 en Haute-Savoie. L'entreprise regroupe les jardinerie Botanic et les magasins spécialisés pour animaux Médor et Compagnie...



Pour faciliter la gestion des 5 000 documents mensuels et améliorer leur accès aux 2000 collaborateurs, le groupe Botanic a décidé de s'équiper d'une solution de digital workplace : GoFAST de CEO-Vision.

Retour sur la mise en place du projet avec le témoignage d'**Eric Bouchet**, Directeur Général au sein du groupe Botanic.

Pourquoi avoir décidé de mettre en place un outil de gestion documentaire ?

« Au départ, nous avons décidé d'équiper notre service juridique d'une solution de GED. Pour répondre aux obligations réglementaires, nous avons besoin d'archiver, de traiter et de renouveler des milliers de documents, ce qui est très chronophage pour nos équipes. Nous souhaitions donc simplifier ces processus avec la mise en place d'une solution digitale. Cependant, nous ne voulions pas seulement une solution de GED, mais bien un outil, orienté business, pouvant s'adapter à nos points de vente. »

Dans sa recherche de logiciel, Botanic souhaitait donc un outil évolutif, performant, facile à utiliser et de préférence français. C'est dans ce contexte qu'**Eric Bouchet** a rencontré les équipes de GoFAST.

Quels ont été les bénéfices de la mise en place d'un digital workplace ?

« Quelques temps avant la crise sanitaire que nous traversons, nous avons déjà commencé à mettre en place le télétravail. Et justement, pour faciliter le traitement des documents, nous avons imaginé d'utiliser GoFAST pour créer des workflows de circulation des documents et diminuer la transmission de papier. À titre d'exemple, lorsqu'un point de vente reçoit aujourd'hui une facture, il la scanne, elle est ensuite transformée en PDF et intégrée à GoFAST, qui va l'envoyer au service concerné.

C'est un véritable gain de temps pour les équipes en magasins. De plus, cela représente un gain en termes de traçabilité des documents : on sait qui est intervenu et quand, tous les documents sont associés à un numéro de facture ou un paiement... ce qui permet une recherche simplifiée et efficace.

Enfin, l'information est poussée aux équipes : les comptables sont notifiés dès qu'il y a un nouveau document, les reportings sont générés automatiquement à la fréquence souhaitée, la collaboration est renforcée entre les équipes. »

Pourquoi avoir généralisé l'usage de GoFast dans l'ensemble des services ?

L'approche développée pour la gestion des factures avec GoFAST a effectivement été généralisée à l'ensemble du groupe. Au-delà des fonctionnalités de GED, le digital workplace GoFAST permet de structurer les processus de l'entreprise.

« Nous utilisons le logiciel depuis plusieurs années et il est bien accepté par nos équipes. Les managers comprennent bien l'intérêt du digital workplace pour la circulation de l'information et des documents. Qui a accès aux documents ? Qui les modifie ? Toutes ces questions trouvent une réponse rapidement grâce à GoFAST. »

HOME

ÉDITO :
LA CRISE N'A PAS CONFIRMÉ
L'INNOVATION IT

L'IA, AU CŒUR DE LA MUE
NUMÉRIQUE DE FRANCE
TELEVISIONS

INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE : LA FOLLE
ANNÉE D'ARTHCUBE

LICENCES OPEN SOURCE :
LES AMBIGUITÉS
SUBSISTENT

BI : LES VISUALISATIONS
LES PLUS POPULAIRES
(ET COMMENT BIEN LES
UTILISER)

LA POSTE TRANSFORME
LA BI DE SA BRANCHE
SERVICES-COURRIER-COLIS

L'ERP EN FRANCE :
UN MARCHÉ PAS SI CLOUD

**VISIO, SOFTPHONE,
TÉLÉTRAVAIL : DANS LES
COULISSES DE LA RÉGION
OCCITANIE**

À PROPOS

TÉMOIGNAGE

Visio, softphonie, télétravail : dans les coulisses de la Région Occitanie

Logiciel de téléphonie,
visioconférence, outils
collaboratifs, cloud hybride,
briques open source. La
communication fait partie
intégrante de l'ADN de la
région qui compte le plus de
départements en France. Un
grand chantier, de longue haleine,
dont le DSI a accepté de nous
ouvrir les coulisses.

par Philippe Ducellier

De vastes élevages de l'Aveyron et forêts calmes
des Cévennes – portes d'entrée du Massif central
– aux hautes Pyrénées, à un battement d'ailes
d'aigle de l'Espagne ; des arènes romaines de Nîmes – pile
au milieu du Sud-Est – aux fortifications médiévales de
Carcassonne ; des « Catalanes » Perpignan et Collioure,
à Tarbes et Auch – au cœur du Sud-Ouest – la région
Occitanie n'est peut-être pas la plus vaste de France
métropolitaine (la Nouvelle-Aquitaine la devance), mais
elle est celle qui regroupe le plus de départements (treize,
en tout) après la fusion en 2016 des anciennes entités
administratives Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées.



Depuis, ce nouveau conseil régional – 7 000 agents, dont 2 400 administratifs – fonctionne comme une organisation territoriale partagée entre ses deux anciennes « capitales », Toulouse et Montpellier, complétée par une implantation dans chaque département, via des *Maisons de la Région*. Une de ses missions principales est la gestion technique des lycées (cantines, ménage, entretien des bâtiments et des espaces verts, etc.) – soit 252 sites où elle est également présente.

UNE FUSION QUI CRÉE DE NOUVEAUX BESOINS DE COMMUNICATION

Ce maillage géographique fin et particulièrement étendu a généré, dès la fusion de 2016, de nouveaux besoins de communication.

À cette date, la *collaboration* est en premier lieu abordée sous l'angle « *sédentaire* » ; c'est-à-dire de salle à salle, entre bâtiments régionaux, avec des outils de

visioconférence, explique en substance [Benoit Dehais](#), DSI du Conseil Régional Occitanie, au MagIT.

L'adoption de ce mode de communication est immédiate, assure-t-il. Elle évite en effet souvent des allers et retours de 500 kilomètres entre la « *Ville Rose* » (Toulouse) et la « *Surdouée* » (Montpellier).

« La communication fait partie de la construction de l'ADN de la région. »

–*Benoit Dehais, DSI, Conseil Régional Occitanie*

Fort de ce premier succès, la « *visio* » du conseil régional s'ouvre progressivement à d'autres types d'accès, moins sédentaires : PC, tablettes, smartphones.

D'un point de vue technique, après de premiers ponts de visioconférence propriétaires, la Région commence alors à explorer des options *SaaS* « *plus ouvertes* » (dans le sens

des possibilités de connexion aux réunions), comme la solution britannique Starleaf, qu'elle choisit finalement déployée sur des datacenters en région parisienne.

En parallèle, et dès 2016 toujours, un grand chantier de téléphonie est lancé.

La téléphonie est un besoin connexe à la visioconférence, mais son usage est différent. Là où la visio sert à organiser des réunions, la téléphonie est un contact direct, souvent non prévu en amont, qui doit aussi savoir gérer les absences, les règles de redirection d'appels, etc. *« Le téléphone a été une des premières fonctions mises en*



Les Maisons de la Région des treize départements de l'Occitanie
© Conseil Régional d'Occitanie

commun, ne serait-ce que sur la fédération des annuaires et le partage des numéros », se souvient Benoit Dehais.

Les deux ex-régions étant équipées d'une architecture Alcatel-Lucent Entreprise (ALE), ces premiers travaux ont consisté à faire le couplage des deux « OXE » – pour OmniPCX Enterprise, l'offre iPBX d'ALE.

Toute cette communication *« a fait partie de la construction et fait toujours partie de l'ADN de la région »*, souligne aujourd'hui son DSI.

Point intéressant du projet, le numérique s'ajoute comme une option et ne remplace pas les déplacements, insiste bien Benoit Dehais : *« construire un nouveau collectif [entre Toulouse et Montpellier] passe aussi par des échanges en direct entre les individus »*.

EN ROUTE VERS LE TÉLÉTRAVAIL

Fort d'un socle solide et unifié, l'institution se lance en 2019, dans un autre projet : l'expérimentation du télétravail. Dès 2016, le Conseil Régional d'Occitanie avait entamé des discussions sur l'organisation et les différentes facettes de ce mode de collaboration. Trois ans plus tard, la première mise en place effective se fait, avec un télétravail comme *« une forme de travail à part entière »* (c'est-à-dire un télétravail total), sur une base de 150 agents volontaires.

« Construire un nouveau collectif [entre Toulouse et Montpellier] passe aussi par des échanges en direct entre les individus. »

—Benoit Dehais, DSI, Conseil Régional Occitanie

L'ambition de cette phase était triple, explique Benoit Dehais. Primo : « [nous voulions] voir comment les collègues, en termes d'organisation et de conditions de vie, allaient pouvoir travailler à distance. Et comment ils allaient le ressentir et le vivre dans leur quotidien ». Secundo, le but était de voir comment les directions et les services allaient s'organiser pour travailler avec des personnes qui ne seraient plus physiquement présentes.

Et tertio, évidemment, il fallait évaluer la dimension technique (« les bons modes de connexion et les bons outils »).

Le Conseil Régional n'a, au début du projet, pas de solutions en place totalement adaptée pour le télétravail. « Nous gérons la téléphonie fixe avec des choses comme le renvoi des appels sur les smartphones (pour les agents qui en ont), des boucles, ou l'interrogation à distance de la boîte vocale », explique le DSI. « Mais là aussi, c'était une organisation téléphonique plutôt au sein des bâtiments, pour gérer l'absence en fonction de la spécificité du métier et de l'accueil téléphonique désiré ».

Le temps était donc venu de se doter d'autres outils.

RAINBOW

De tous les sujets, celui de la téléphonie était le plus « poil à gratter » (sic) pour l'organisation du télétravail. « À l'époque, ce n'était pas fluide, il n'y avait pas de continuité » resitue Benoit Dehais.

Dans le même temps, en 2019, le Conseil Régional d'Occitanie s'engage dans une migration vers Windows 10 (depuis Windows 7) et la [virtualisation applicative](#). « Notre ambition alors a été d'amener la voix sur le PC via une solution logicielle ».

Plusieurs solutions sont étudiées, aussi bien propriétaires qu'[open source](#), que d'opérateur (Orange) ou d'éditeur (Microsoft). Fort d'une culture du « fait maison », la DSI envisage un temps de déployer Asterisk. « Cela nous a beaucoup intéressés. Mais les coûts et le temps du développement des savoir-faire et de la réinternalisation étaient trop grands », explique le DSI, « nous sommes aussi là pour rendre un service avec des délais et des coûts maîtrisés ».

La Direction informatique étudie également, un temps, la téléphonie des offres de Microsoft. Mais cette fois-ci, c'est la culture sereinement souveraine de l'institution (lire ci-après) qui referme cette porte.

« Nous l'avons abandonnée assez vite, cela ne correspondait pas aux champs des possibles de notre analyse de risques ».

Au final, la Région Occitanie fait le choix de continuer à s'appuyer sur son partenaire français ALE et son offre SaaS sur OVH : Rainbow. « C'était un bon compromis entre toutes ces facettes », résume Benoit Dehais, qui voit aussi dans Rainbow un « un produit mature » et scalable, adapté aux besoins formulés.

Le temps de créer une passerelle entre les OXE et le SaaS d'ALE, Rainbow est opérationnel au sein de la Région Occitanie fin 2019 et testé avec les cent cinquante télétravailleurs volontaires. L'outil d'ALE possède également une visio, mais celle-ci est considérée dans ce projet comme une solution de secours en cas de défaillance de la solution primaire, Starleaf (un



Rainbow | Alcatel-Lucent Entreprise | Alcatel-Lucent

service de visio cloud référencé par l'UGAP, Union des Groupements d'Achats Publics), à laquelle les employés sont bien habitués.

Quelques semaines plus tard, début 2020, le bilan global du télétravail dans l'institution étant considéré comme positif, celui-ci est étendu – comme un complément du travail en présentiel cette fois – à 850 personnes. Rainbow est alors quasi instantanément déployé pour ces nouveaux usagers, SaaS oblige.

UN MODE HYBRIDE DE TÉLÉTRAVAIL

C'est une bonne pratique recommandée par divers experts (IT, RH, etc.), mais elle est assez rarement appliquée : pour que le télétravail se passe bien, il faut que les employés aient le bon matériel ; et il faut le leur fournir (et le budgéter).

La Région Occitanie, elle, en a bien conscience. « Avec cette généralisation du télétravail et de la mobilité, la Direction générale et la présidence ont validé un équipement de type ordinateur portable pour toutes les fonctions – à l'exception des métiers très sédentaires ou très éloignés de l'informatique, auquel cas nous sommes sur un client léger avec du VDI », confirme Benoit Dehais.

« Le conseil régional d'Occitanie a une vraie politique de dotation et d'équipement [pour le télétravail]. »

–Benoit Dehais, Conseil Régional Occitanie

L'équipement ne s'arrête pas là. Au bureau, la dotation s'enrichit d'un double écran et d'un casque audio. Et pour le télétravail, la région recycle des écrans 19 pouces et propose un clavier supplémentaire à ses collaborateurs.

« Il y a une vraie politique de dotation et d'équipement », se félicite le DSI qui souligne bien qu'il s'agit d'une volonté générale de la région.

Aujourd'hui, le protocole prévoit deux à trois jours de télétravail par semaine, « pour alléger la présence dans les bureaux et favoriser les roulements ». Mais, tout comme la visio n'a pas remplacé les déplacements entre Toulouse et Montpellier, il ne s'agit pas de remplacer le présentiel. « Il y a un souhait important de conserver une relation humaine de travail » justifie Benoit Dehais.

« Dans les retours sur le confinement et sur ce rapport au travail, il nous est apparu que télétravailler à 100 % était fatigant et stressant. Le retour physique au bureau est nécessaire pour maintenir un lien entre les individus et avec l'institution. »

LES BÉNÉFICES MÉTIERS DE LA « SOFTPHONIE »

Retour à la technique. La Région Occitanie fait donc le grand saut dans la « softphonie » en 2019. Les bénéficiaires qu'elle va en retirer seront particulièrement bienvenus, quelques semaines plus tard seulement, quand le confinement tombe par surprise sur le pays.

« Rainbow nous a permis une continuité complète de l'action régionale et du service public [notamment] en créant des groupements d'appels. »

–Benoit Dehais, Conseil Régional Occitanie

« Avant Rainbow, nous ne savions pas faire la gestion de la prise d'appel en télétravail (fonctions de filtrage, faire suivre des conversations, etc.). Aujourd'hui, on peut décrocher à partir de Rainbows, où que l'on soit. Et on peut faire suivre différents appels en ayant accès à l'annuaire », illustre Benoit Dehais, qui parle « d'ubiquité ».

Lorsque le confinement arrive, mi-mars, cette nouvelle approche de la téléphonie – cloud et software – permet à la région de passer en « quelques jours, si ce n'est en quelques heures », l'intégralité des personnels nécessaires au plan de continuité de service en télétravail. Soit entre 1500 et 1600 personnes (hors personnes malades, ou

devant garder de jeunes enfants par exemple).

« Cela nous a permis une continuité complète de l'action régionale et du service public. Cela nous a permis également de mettre en place des numéros verts, avec une organisation des appels (standard téléphonique, dispositifs de suivi de crise, etc.) gérable en travail à distance ».

C'est d'ailleurs l'autre cas d'usage très représentatif de cette softphonie. *« Nous avons créé un groupement d'appels derrière des numéros en 0 800 – par exemple sur la gestion des dispositifs de crise – avec des téléopérateurs qui répondent depuis chez eux, tout en ayant l'intégralité de leur environnement de travail [...] Mes équipes qui gèrent la hotline informatique – neuf personnes en tout – ont pu continuer à opérer cette mission, de manière immédiate et complètement à distance. Une mission qui a été vitale pour la mise en place du confinement. »*

LES CLOUDS DE L'OCCITANIE

Bien sûr, la collaboration – dans les locaux ou à distance – ne peut se faire sans d'autres outils traditionnels, à commencer par le mail et l'échange de fichiers.

Malgré un fort mouvement du marché vers le SaaS dans ces deux domaines, la messagerie de la Région Occitanie reste en interne. Quant aux fichiers, l'institution a mis en place une solution de collaboration – type GED (Gestion

Documentaire) – qui s'appuie sur GoFast, une solution française open source développée à partir de la version Community d'Alfresco. Les deux ne sont pas pour autant « on prem », mais en cloud privé.

« Pour les données sensibles, nous avons une très forte habitude des composants open source, maîtrisés par nous, et hébergés en France. »

–Benoit Dehais, Conseil Régional Occitanie

« Pour la gestion des connaissances et des données sensibles, nous avons une très forte organisation et des habitudes de travail sur des architectures de ce type, [avec] des composants open source, maîtrisés par nous, et hébergés en France », en l'occurrence « souvent OVH », dévoile le DSI.

Pour le comprendre, retour en 2016 avec l'union des deux régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. Un très gros travail est réalisé à l'époque sur l'harmonisation des réseaux, du parc applicatif, de rationalisation, de dédoublonnage et d'amélioration. L'occasion, aussi, dans cette « mise à niveau des infrastructures » (sic) de regarder vers le cloud. Ou plutôt, vers les clouds.

« Depuis 2016, le cloud est une réalité pour nous », confirme Benoit Dehais. « Aujourd'hui, nous avons un fonctionnement

hybride avec à la fois du cloud public avec Azure (sur les dispositifs qui ne sont pas sensibles) et du cloud privé (pour tous les processus qui vont avoir des traitements de données à caractère personnel ou des engagements de délais de traitement, de résolution, etc.) ». Il ne reste donc plus que quelques éléments réellement « on prem ». Mais la maîtrise de l'IT demeure.

UNE IT SEREINEMENT SOUVERAINE

Car cette notion de sensibilité des traitements et des données est critique pour la DSI de la Région Occitanie. Et celle-ci ne transige pas sur les options qui en découlent.



Benoit Dehais,
DSI de la Région Occitanie

« À chaque mise en place de nouveaux projets – comme l'ouverture d'un téléservice –, nous faisons une analyse de risques (technologique, de traitement, réglementaire, etc.). Cette analyse est menée avec les métiers, puis présentée à la direction générale afin de proposer le mode d'exploitation le plus adapté pour couvrir ce risque ».

Dans ce cadre, les contraintes du droit américain – notamment le CLOUD Act – qui pèsent sur certaines solutions cloud sont analysées de très près et ne sont pas prises à la légère.

« Pour chaque nouveau projet, nous faisons une analyse de risques [...] pour proposer le mode d'exploitation le plus adapté pour couvrir ce risque. »

–Benoit Dehais, Conseil Régional Occitanie

« En fonction de la nature des données, des traitements et donc de la législation qui est associée, c'est quelque chose qui est systématiquement regardé », confirme le DSI.

Mais il n'y a pas non plus de veto aux clouds américains dans la philosophie globale de la région. Au contraire. « Nous ne sommes absolument pas contre l'usage de ces solutions [américaines]. Sur certains sujets, nous faisons du DevOps avec des réalisations dans du Azure classique. Mais il faut que ce soit approprié », nous explique Benoit Dehais.

« Sur des traitements, ou des données, qui pourraient présenter un risque, il y a d'autres choix possibles. Quand on dit cloud, ce n'est pas que les clouds anglo-saxons ou chinois. Il existe de très bonnes solutions françaises et européennes », continue le DSI qui se dit par ailleurs très attentif au développement du projet GAIA-X.

UNE AMBITION OCCITANE DANS L'IT

Autre preuve de cette diversité, la Région Occitanie

est aussi sur Office 365. Mais là encore, l'usage est encadré. Chaque employé signe électroniquement une charte qui stipule que travailler avec la suite de Microsoft est possible « sur tout ce qui va être idéation, facilité d'appropriation, etc. ». En revanche, dans le champ documentaire, tout ce qui touche au patrimoine informationnel ou qui présente un niveau non négligeable de sensibilité et de confidentialité doit être géré sur GoFast. « Nous faisons vraiment ce distinguo ».

Cette préoccupation de garder la main sur l'IT et les données n'est pas simplement le fait de l'équipe DSI du conseil régional. « C'est un projet global, une ambition de l'Occitanie », élargit Benoit Dehais.

« La souveraineté, l'éthique autour de la donnée et du numérique, et la résilience sont aussi des éléments fondamentaux. »

—Benoit Dehais, Conseil Régional Occitanie

Pourquoi ? « Parce que nous avons des potentiels extrêmement intéressants. Près de Toulouse avec de grands acteurs comme Météo-France, le CNES, le CNRS et bien évidemment ceux de l'aéronautique. Et sur Montpellier, avec de très grands savoir-faire, des universités qui forment

extrêmement bien, des entreprises innovantes, il y a un potentiel énorme. L'ambition du territoire en matière d'Intelligence Artificielle et de Big Data, c'est d'exister à côté de Saclay, de Grenoble, ou de Sophia ».

Et dans ce projet politique (au sens noble), au-delà de l'excellence technologique, « la souveraineté, l'éthique autour de la donnée et du numérique, et la résilience sont des éléments fondamentaux. Ils font eux aussi partie de l'ADN de la collectivité ». ■

PHILIPPE DUCELLIER, rédacteur en chef adjoint du MagIT et responsable éditorial d'« Applications et Données »

Lire aussi sur LeMagIT :

[Visioconférence sécurisée : l'exemple de l'État et les enseignements à en tirer](#)

L'État a développé sa propre solution de visioconférence open source. Mais la DINUM a aussi sélectionné des alternatives européennes possibles, pour des usages bien encadrés. Une stratégie qui peut inspirer cinq bons conseils à tout DSI.

La Haute-Savoie s'équipe de la GED de GoFAST

[Bertrand Lemaire](#) , publié le 16 Avril 2021

Le département de la Haute-Savoie s'est équipée de la GED française GoFAST éditée par [CEO-Vision](#) pour permettre l'autonomie des métiers.



Patricia Mugnier, Chef de projet informatique au Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques du département de la Haute-Savoie, voulait un outil simple permettant l'autonomie des utilisateurs.

Département alpin de 800 000 habitants répartis entre 279 communes, le département de la Haute-Savoie est une collectivité locale disposant de 3 000 agents. Ses principales missions concernent l'action sociale, les liaisons routières et la gestion des collèges. Les multiples métiers ont évidemment à échanger de grandes quantités de documents et d'informations et la collaboration numérique est impérative. Mais la solution en place, à base de Sharepoint, supposait une intervention de la DSI pour chaque paramétrage et donc chaque nouveau besoin, créant ainsi des tâches chronophages et de nombreux tickets d'intervention. Toutes les riches fonctionnalités de l'outil n'étaient ainsi pas pleinement utilisées, faute d'une formation et de droits suffisants des utilisateurs finaux. Pour contourner la difficulté, le département a décidé de se munir d'un nouvel outil plus simple permettant une large autonomie des utilisateurs métiers.

La DSI du département de la Haute-Savoie a ainsi choisi la GED française GoFast éditée par CEO-Vision. L'éditeur est un habitué du secteur public et sa disponibilité a été particulièrement appréciée de la DSI départementale. Pour faciliter l'adoption sans exiger une définition préalable exhaustive de besoin, la DSI a créé un démonstrateur en son sein, y a centralisé tous les documents et les a mis à disposition des utilisateurs finaux en leur demandant de tester le produit. Huit services ont d'abord montré leur intérêt. L'utilisation aisée (échanges rapides au sein ou hors d'une équipe, moteur de recherche, workflows de validation...) a été très appréciée. De plus, les liens vers les documents stockés centralement permettent de disposer d'une version unique stockée en un seul endroit au lieu de multiples versions échangées par mails. Après une formation de base opérée par l'éditeur et l'information réalisée par la DSI, une centaine d'utilisateurs réguliers a d'abord été enregistrée avant d'atteindre les 400 et, à terme, un objectif de 2000.

La Haute-Savoie s'équipe d'une GED où les utilisateurs sont autonomes



Patricia Mugnier, Chef de projet informatique au Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques du département de la Haute-Savoie, voulait un outil simple permettant l'autonomie des utilisateurs.

Le département de la Haute-Savoie s'est équipée de la GED française GoFAST éditée par CEO-Vision pour permettre l'autonomie des métiers.

Publicité Département alpin de 800 000 habitants répartis entre 279 communes, le département de la Haute-Savoie est une collectivité locale disposant de 3 000 agents. Ses principales missions concernent l'action sociale, les liaisons routières et la gestion des collèges. Les multiples métiers ont évidemment à échanger de grandes quantités de documents et d'informations et la collaboration numérique est impérative. Mais la solution en place, à base de Sharepoint, supposait une intervention de la DSI pour chaque paramétrage et donc chaque nouveau besoin, créant ainsi des tâches chronophages et de nombreux tickets d'intervention. Toutes les riches fonctionnalités de l'outil n'étaient ainsi pas pleinement utilisées, faute d'une formation et de droits suffisants des utilisateurs finaux. Pour contourner la difficulté, le département a décidé de se munir d'un nouvel outil plus simple permettant une large autonomie des utilisateurs métiers.

La DSI du département de la Haute-Savoie a ainsi choisi la GED française GoFast éditée par CEO-Vision. L'éditeur est un habitué du secteur public et sa disponibilité a été particulièrement appréciée de la DSI

www.cio-online.com

départementale. Pour faciliter l'adoption sans exiger une définition préalable exhaustive de besoin, la DSI a créé un démonstrateur en son sein, y a centralisé tous les documents et les a mis à disposition des utilisateurs finaux en leur demandant de tester le produit. Huit services ont d'abord montré leur intérêt. L'utilisation aisée (échanges rapides au sein ou hors d'une équipe, moteur de recherche, workflows de validation...) a été très appréciée. De plus, les liens vers les documents stockés centralement permettent de disposer d'une version unique stockée en un seul endroit au lieu de multiples versions échangées par mails. Après une formation de base opérée par l'éditeur et l'information réalisée par la DSI, une centaine d'utilisateurs réguliers a d'abord été enregistrée avant d'atteindre les 400 et, à terme, un objectif de 2000.



www.forbes.fr

Digital workplace : une solution souveraine pour un travail collaboratif performant



Christopher Potter - président-fondateur de CEO-Visionde | Christopher Potter - président-fondateur de [CEO-Vision](#)

La multiplication des emails et des partages de documents sur un serveur de fichiers nous rend contre-productifs. Pour faciliter le travail collaboratif à distance, [CEO-Vision](#) propose une plateforme de digital workplace basée sur des technologies Open Source reconnues. Christopher Potter, président-fondateur, nous explique la force du concept.

Comment est née l'idée du GoFAST Digital Workplace ?

Christopher Potter : Les entreprises n'arrivent plus à travailler avec l'obsolète serveur de fichiers et des centaines de mails par jour. Ces habitudes qui perdurent depuis 30 ans sont désormais peu productives. Nous perdons des versions, nous prenons des risques en stockant des fichiers sensibles sur nos messageries... Alors nous avons souhaité apporter une solution intégrée, pensée "usages" et non une "suite d'applications hétérogènes". La plateforme GoFAST est un environnement de travail qui unifie la gestion des documents, un chat de type Teams ou Slack, une webconférence, des workrooms, mais aussi un moteur de recherche efficace pour s'y retrouver parmi des centaines de milliers de documents. Nous proposons une dématérialisation des processus pour mieux collaborer grâce à un puissant moteur de workflow.



www.forbes.fr

Votre technologie repose sur l'Open Source. Pourquoi avoir fait ce choix ?

Christopher Potter : L'Open Source, ce sont des logiciels libres de droits, par exemple comme Android ou Firefox, dont les sources sont ouvertes à contribution. Nous avons regroupé le meilleur des technologies Open Source dans GoFAST pour proposer un produit très puissant. Sans ça, en Europe nous n'aurions pas pu financer une telle plateforme. Non seulement nous avons eu moins de capitaux consommés, mais ce concept nous permet de proposer des prix très compétitifs. La sécurité est aussi renforcée : nos clients peuvent auditer les fichiers sources, ce qui est impossible avec un logiciel sous licence propriétaire. L'Open Source est gage d'indépendance et de pérennité, contrairement aux grands éditeurs qui abandonnent régulièrement des produits.

Digital Workplace souverain et Open Source
Au bureau ou en télétravail,
gérer efficacement vos documents
du modèle à la signature électronique

> REPLAY WEBINAR < **GoFAST**

ZERO pièce-jointe **ZERO** doublon **ZERO** erreur **ZERO** tâche oubliée

Qu'est-ce qui fait votre force face aux GAFAM ?

Christopher Potter : D'abord, la confidentialité des données. Nos clients choisissent où ils souhaitent héberger leurs données, ils ont le contrôle. GoFAST est exploité soit dans leur propre data center, soit par du cloud souverain non soumis au « Cloud Act », c'est à dire hébergé en France par des entreprises aux capitaux français ou européens. Aussi, notre plateforme est dédiée à nos utilisateurs. Elle est intégrée, on ne jongle



www.forbes.fr

pas entre les applications, et elle répond à toutes les attentes, de la gestion des documents collaboratifs, les tâches, les visios, jusqu'à la signature dématérialisée.

Comment a évolué le marché du digital workplace depuis la crise sanitaire ?

Christopher Potter : La pandémie et la démocratisation du télétravail ont accéléré la croissance générale du secteur. Pour autant, 2020 a été pour nous une année classique de croissance (+ 45%) parce que beaucoup d'entreprises ont cherché des outils en panique, plutôt qu'une plateforme complète. Quand on n'est pas préparé, on va à ce que l'on connaît et les GAFAM en ont tiré leur épingle du jeu. Nous devons entrer dans une seconde phase, de consolidation, et chercher à regrouper ces outils pour plus d'homogénéité et de sécurité.

Quels sont les autres défis du secteur ?

Christopher Potter : Peu de monde se rend compte des enjeux actuels. Par exemple, les gens ne savent pas forcément que Zoom a été mis sous surveillance pour 20 ans aux Etats-Unis par la Federal Trade Administration* à cause des problèmes de sécurité et de confidentialité rencontrés en avril 2020. Il y a un double langage, un manque d'éducation des utilisateurs. Les gens n'ont pas conscience que d'autres solutions, plus sûres, existent pour le travail collaboratif. Le secteur public est éclairant sur le sujet, il essaie d'engager une démarche souveraine, d'encourager des produits européens face aux GAFAM, mais dans le privé, c'est plus difficile. L'Europe doit maintenant réagir pour ne pas perdre la bataille du numérique face aux géants américains, chinois ou indiens.

GoFAST se transforme en alternative « SecNumCloud » à Office 365



La solution de GED open source s'est enrichie de toutes les briques d'une suite collaborative complète. Disponible en SaaS souverain ou déployable sur l'infrastructure de son choix, l'alternative débarque sur Outscale et OVH, tous deux certifiés « SecNumCloud ».

GoFAST, de l'éditeur CEO-Vision, est historiquement une solution de GED qui s'appuie sur le code open source d'Alfresco. L'outil a depuis évolué et se présente aujourd'hui comme une « alternative souveraine et Open Source à Office 365 / Sharepoint / Teams » (sic).

Suite de l'article ci-dessous

Télécharger gratuitement ce guide



Guide pratique des solutions de visioconférence

Ce guide permet de mieux cerner les fonctionnalités des différents outils de collaboration et passe les plus populaires au crible en plus de donner des clefs pour mieux les évaluer (et faire le bon choix).

Concrètement, GoFAST est devenu une « plateforme » collaborative complète composée d'un espace de gestion de fichiers (la GED historique), d'une suite collaborative pour éditer ces documents, d'un éditeur de workflow, d'une messagerie instantanée et d'une visioconférence .

Une suite open source

Dans la continuité de la GED d'Alfresco (dont CEO-Vision reprend la Community Edition indépendante de Hyland), la suite s'appuie sur des briques open source : OnlyOffice (bureautique), Apache Solr (moteur de recherche), BonitaSoft (BPM), Jitsi (visio), Riot Matrix (Instant Messagerie), et Drupal.

GoFAST ne propose cependant pas de CMS. « Drupal est le composant qui est utilisé pour gérer l'interface web », explique Christopher Potter , Président Fondateur de CEO-Vision. « Pour la petite histoire : l'interface "Share" d'Alfresco a été jugée trop limitée en ergonomie et en possibilités d'évolution [pour la] pérennité [de la suite]. Nous l'avons donc remplacée par Drupal. Un choix stratégique qui s'est avéré être le bon », se félicite-t-il aujourd'hui.

Côté concurrence, l'éditeur présente ses offres comme des alternatives à Nuxeo , Google Docs, Sharepoint, Slack et autres Dropbox. Sans oublier donc Office 365.

On notera en revanche l'absence d'une messagerie dans la suite française. « Il y a déjà la partie "live", avec le tchat et la webconférence, en alternative à Microsoft Teams. Pour la messagerie classique, nous travaillons avec des partenaires (dont Bluemind) », répond Christopher Potter qui concède « de plus en plus de demandes pour avoir une messagerie directement intégrée ». Un prochain chantier prioritaire ?



CEO-Vision

Interface utilisateur de la suite bureautique OnlyOffice dans GoFAST

Une alternative à Office 365 totalement « CLOUD Act Free »

Gros différentiateur, la solution de CEO-Vision se veut « CLOUD Act free » (sic). De fait, elle est disponible en deux grandes versions qui justifient chacune cette appellation de « souveraine ».

La première (« **Enterprise On Premise SaaS** ») ouvre la possibilité d'un hébergement sur site ou chez l'hébergeur de son choix (d'où le SaaS). « Le client a sa plateforme GoFAST dédiée. C'est comme avoir son Office 365 - Teams - Sharepoint à soi (ou bien son WhatsApp) à soi, contrairement aux offres "cloud mutualisé" des GAFAM », précise Christopher Potter.

« À part pour l'hébergement qui dépend du choix du client, les services sont les mêmes : veille technologique, sécurité, supervision applicative, maintenance avec toutes les mises à jour (même majeures), support utilisateurs », continue le responsable. « L'objectif est de proposer "le meilleur des deux mondes" [avec] un business modèle qui simplifie la vie des DSI : interlocuteur unique, engagements/garanties, réactivité/agilité. Le tout avec une technologie Open Source ».

Possibilité d'un GoFast « SecNumCloud »

En mode réellement SaaS (c'est-à-dire clef en main et totalement gérée par CEO-Vision), la version « **Enterprise Cloud** » repose sur l'infrastructure de Via Numerica, racheté en 2019 par Celeste.

« Nous venons justement d'ajouter à notre offre Outscale et OVH »

Christopher Potter CEO-Vision

L'offre Entreprise OnPremise SaaS est tarifée à partir de 9 900 € par an pour 99 postes (soit 8,40 € par utilisateur par mois) et peut descendre à 1,50 € pour les achats en volume des groupes de plus de 2 500 utilisateurs. La Enterprise Cloud est facturée à 12,50 € par mois par utilisateurs.

Pile entre les deux, GoFAST débarque sur la marketplace souveraine d'OVH et propose une option de déploiement accompagné sur Outscale (tout comme Jamespot qui lui aussi se lance dans la concurrence à Office 365). « Nous sommes donc en mesure de proposer GoFAST "SecNumCloud" », souligne Christopher Potter. Pour mémoire, Outscale a été le premier hébergeur certifié par l'ANSSI, en 2019. OVHcloud l'a été début 2021 .

Le secteur public en avance sur la souveraineté des données

La suite collaborative de GoFAST cible les comptes à partir de 250 utilisateurs et jusqu'à 10 000 collaborateurs. « Mais toutes les structures ont besoin d'une solution comme GoFAST », renchérit le fondateur de CEO-Vision.

Christopher Potter constate cependant que « le secteur public est définitivement plus avancé sur les questions de souveraineté et de l'Open Source que le privé. Il prouve concrètement son soutien aux éditeurs et technologies françaises ». Parmi les clients de sa suite alternative à Office 365, on trouve par exemple Haute-Savoie CD74, la Mairie de Rillieux-la-Pape (Lyon), l'Enabel (Agence Fédérale Belge) ou encore l'EMCDDA (Agence Européenne).

Mais certaines entreprises privées auraient néanmoins pris conscience de ces problématiques de contrôle de leurs patrimoines documentaires comme Botanic, Republic Technologies ou encore Deveryware (clients qui ont déployé cette suite).

CEO-Vision a aujourd'hui l'ambition de s'attaquer au marché américain. « Car au-delà des aspects de sécurité / souveraineté que nous valorisons en Europe, nous avons un concept disruptif et une solution très efficace au quotidien plébiscités par les utilisateurs », vante Christopher Potter. Exister en France face à Microsoft et Google est déjà un défi. Aller les concurrencer sur leur marché domestique sera une (toute) autre histoire.

Le mot de la fin

Cette crise aura servi à mettre en lumière les problèmes de souveraineté ! On met en avant les produits industriels et agricoles français, mais pas ceux du numérique. Or les Européens ont une épée de Damoclès au-dessus de leur tête.

Avec GoFAST Digital Workplace, nous tenons tête à Microsoft sur une grosse partie de leurs produits. Microsoft verrouille dans son Cloud SaaS mutualisé Office365, alors que nous tenons à proposer un modèle «SaaS dédié», avec un hébergement souverain, c'est-à-dire un datacenter en France ou en Europe avec des capitaux européens, non soumis au Cloud Act, ou bien dans le datacenter du client, en mode On Premise.

Nous avons réussi à développer une solution puissante avec des coûts extrêmement compétitifs. Par exemple, une Organisation de 1500 collaborateurs économise avec GoFAST jusqu'à 290 000 € sur 3 ans par rapport à l'offre «Office365 E1» !

Nous comptons désormais sur le soutien des médias afin de relayer les innovations européennes et Open Source, plutôt que de jouer le jeu des GAFAM.



CHRISTOPHER POTTER
Président & Fondateur



www.ceo-vision.com